

MASTER SCIENCES SOCIALES

Parcours « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés »

MÉMOIRE DE DEUXIÈME ANNÉE

« Tickets s'il vous plaît » Vivre et Survivre au quotidien : s'alimenter à Cahors (1939-1949)

Présenté par :

Charlotte LEROY

**« Tickets s'il vous plaît »
Vivre et Survivre au quotidien : s'alimenter
à Cahors (1939-1949)**

L'ISTHIA de l'Université Toulouse - Jean Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les projets tuteurés et mémoires de recherche. Les opinions qui y sont développées doivent être considérées comme propre à leur auteur(e).

« C'est encore par ignorance que j'ai péché ... »

*Maurice Féaux,
dans une lettre adresse à Émile Cartailhac,
le 19 juin 1905*

Remerciements

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce à l'intervention de plusieurs personnes.

En premier lieu, je souhaite remercier chaleureusement ma directrice de mémoire pour sa bienveillance, sa disponibilité et ses précieux conseils. Je veux également adresser toute ma reconnaissance à ma directrice de stage, sans qui ce travail n'aurait pu être possible. J'ai pu toucher à tous les aspects de la mise en place d'une exposition. Sa confiance sans faille est précieuse. Merci à elle.

Je veux remercier aussi toutes les personnes qui m'ont permises de développer ma réflexion. Je pense notamment au soutien des organismes d'archives, aux bibliothèques mais aussi à la Société des Études du Lot. Un remerciement tout particulier à messieurs Jean-Michel Rivière, Frédéric Rivière, Jean-Louis Nespoulous pour leur intérêt.

Je tiens également à mentionner l'aide précieuse de Geneviève Dreyfus-Armand, Christiane Bouat et Caroline Mey-Fau ainsi que celle de l'Association du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot et tout particulièrement Jean-Luc Couderc.

Un grand merci à Emmanuel Carrère et à toute l'équipe de la direction du patrimoine pour leur accueil, leur soutien et leurs encouragements.

Enfin, je souhaite exprimer toute ma reconnaissance envers toutes celles et tous ceux, qui, de près ou de loin, m'ont apporté leur soutien moral ou intellectuel tout au long de ce travail.

Avant-propos

Les résultats du stage effectué du 1^{er} mars au 31 août 2023, à la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors sont visibles dans ce mémoire. Ce travail, dans toute sa longueur est le fruit d'une collaboration absolue avec mon camarade Enzo DELPECH. En effet, nous avons le même parcours universitaire depuis notre licence d'histoire au master recherche en Histoire à Limoges, que nous avons poursuivi dans ce Master 2 « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés ». Nous avons une même méthodologie de travail, de recherche, d'organisation et la démarche. Il est pour nous inconcevable de fournir des travaux opposés, sachant que l'intégralité du stage - missions et réalisations- est réalisée à deux voix et quatre mains.

Ainsi, si vous parcourez le mémoire d'Enzo Delpech, vous trouverez aisément des informations connexes (les structures d'accueil, les missions, l'état de l'art, *etc.*) Toutefois, la différence de nos mémoires réside dans le fait que nous avons choisi des échelles différentes d'interprétation. Notre exposition -réalisée durant notre stage- portant sur la donnée alimentaire dans le Lot se divise ici entre les campagnes lotoises pour mon camarade et la cité cadurcienne pour ce présent travail.

Sommaire

Introduction générale	9
Partie I - Cadrage pratique et état des lieux théoriques	12
Introduction.....	13
Chapitre 1 : Deux structures d'accueil pour une problématique commune	14
Chapitre 2 : Réaliser des médias pour la préfiguration du prochain musée	28
Chapitre 3 : Les bases de notre recherche	34
Conclusion.....	45
Partie II – Méthode historique et application : la place centrale des archives.....	46
Introduction.....	47
Chapitre 1 : La construction de la méthodologie historique : la place centrale des archives	48
Chapitre 2 : Investigation du terrain de recherche : les sources exploitées.....	55
Chapitre 3 : D'autres collaborateurs à notre investigation.....	66
Conclusion.....	69
Partie III – Résultats et appréciations.....	70
Introduction.....	71
Chapitre 1 : La donnée alimentaire à Cahors entre 1939 et 1949	72
Chapitre 2 : La mise en place de l'exposition	102
Chapitre 3 : Apport méthodologiques et théoriques.....	114
Conclusion.....	122
Conclusion générale.....	123
Bibliographie.....	125
Corpus de sources.....	137
Annexes	150
Table des sigles et des abréviations.....	159
Table des figures.....	160
Table des tableaux.....	161
Table des matières.....	162

Introduction générale

« *Cahors souffre ... Cahors a faim ...* »¹

Ce tract affiché sur la mairie de Cahors en 1944, adressé aux producteurs et aux consommateurs du département, est révélateur de la situation alimentaire dans le département, mais surtout dans la cité cadurcienne. Cahors, acculée dans sa presqu'île, est impactée par un manque de fruits et de légumes sur ses marchés. Ce papier sert à la Municipalité afin de se dédouaner -en montrant les efforts tentés- par rapport aux actions des agriculteurs et maraîchers. Crier, récriminer et critiquer, les municipalités ou les agriculteurs sont les cibles principales des habitants lors de ces années noires de restrictions.

Ainsi, ce travail de recherche pour le Master 2 « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés » - GVCS- s'inscrit dans une continuité universitaire, débutée par une Licence en Histoire -obtenue en 2017- à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, et d'un master en Histoire -obtenu en 2022. Par ce nouveau master, nous avons voulu mettre en exergue les compétences acquises au travers d'un stage professionnalisant. Notre présent travail n'est pas lié aux travaux de M1 GVCS -puisque nous ne l'avons pas réalisé-, mais il s'assemble autour d'intérêts historique et personnel. En effet, lors de travaux précédents, nous nous sommes intéressés à mettre en lumière la discipline préhistoire en Périgord au travers d'un musée et d'une société savante dans ce long XIX^e siècle. C'est par ce travail que les questions autour de la notion de patrimoine, sa définition et son reflet dans la société continuent à nous interroger grandement.

C'est pourquoi, par le biais du M2 GVCS nous avons voulu continuer dans cette voie de la recherche historique autour de la notion de patrimoine, rattachée à la question alimentaire. Ce travail allie la donnée alimentaire durant la période de la Seconde Guerre Mondiale dans le Lot, et plus particulièrement à Cahors. Ainsi, au travers de notre stage, effectué à la maison du patrimoine de la Ville de Cahors, sous la direction de Laure Courget, on nous a confié la mission de réaliser une exposition de A à Z, autour de la donnée alimentaire durant la période 1939-1949 dans le Lot. L'exposition doit s'accompagner de plusieurs médias (plaquette d'exposition, livret-jeux, conférence, visites, dossier pédagogique pour les collégiens). L'ensemble de la mission est effectué en binôme avec mon camarade Enzo Delpech². Il est question pour nous,

¹ Arch. muni. de Cahors - 4 F 1

² Enzo Delpech a exactement le même parcours universitaire que le mien. Il a réalisé des travaux de recherche en master autour d'histoire contemporaine du département du Lot entre 1917 et la Libération. Pour en savoir plus :

dans un premier temps, de réaliser des recherches archivistiques, d'écrire une synthèse sur le sujet et donc de préparer une exposition thématique (textes et iconographies).

La mission de ce stage, débuté le 1^{er} mars 2023, s'inscrit dans une démarche collective autour du futur musée de la Résistance du Lot à Cahors. Notre action doit être perçue comme une action de préfiguration. En effet, depuis sa fermeture en 2018 et son rattachement à la Ville de Cahors, plusieurs activités sont menées afin de mettre en perspective le futur musée, hors les murs³. De plus cette thématique de recherche est très peu étudiée dans le milieu universitaire ou érudit. Il s'agit d'une grande opportunité pour nous. Nous n'avons jamais réalisé d'exposition ni de supports pour la médiation. C'est donc un défi que nous devons surmonter.

Ainsi, grâce à la mission confiée par le Service du Patrimoine de la Ville de Cahors, nous essayons de comprendre les ressorts de la vie quotidienne sous l'Occupation et après la Libération dans le département profondément rural qu'est le Lot. Il est question, dans ce mémoire⁴, de se centrer sur Cahors et donc d'appréhender comment les Cadurciens et Cadurciennes ont vécu cette période. Cet épisode est-il plus douloureux pour les Cadurciens que pour les ruraux ? Y-a-t-il des disparités entre les citadins ? Quelle est la situation alimentaire à Cahors entre 1939 et 1949 ? Quels sont les changements engendrés par l'arrivée des Allemands à partir de novembre 1942 pour la population cadurcienne ? La Libération du département et de la France est-elle annonciatrice de jours plus heureux ?

Pour répondre à ces questions, nous nous sommes appuyés sur une importante bibliographie. Il est question pour nous de réaliser une exposition sur l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale dans le Lot. Pour pouvoir se projeter dans une scénographie, nous devons nous documenter. C'est l'approfondissement de nos connaissances qui nous permet de dégager nos grands thèmes. L'ouvrage majeur pour notre étude est le travail réalisé par Pierre Laborie, travail issu de sa thèse, *Résistants, Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot entre 1939 à 1944*⁵. Il s'est attaché à saisir l'opinion publique, cela nous permet d'avoir des

DELPECH Enzo, « De l'engagement aux engagements : itinéraire d'un boulanger du Lot (1917-1959), Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde DRUELLE-KORN, Limoges, 2021. aurore.unilim.fr/ori-oai-search/notice/view/unilim-ori-121060?lightbox=true

Delpech Enzo, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et des liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1848 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022. <http://aurore.unilim.fr/ori-oai-search/notice/view/unilim-ori-120770?lightbox=true>

³ Le projet d'ouverture du nouveau musée de la Résistance dans le Lot doit ouvrir dans le courant de 2025. Nous abordons en détails le programme d'actions du futur établissement dans la partie I de notre développement.

⁴ Le mémoire de mon camarade Enzo DELPECH traite des campagnes lotoises.

⁵ LABORIE Pierre, *Résistants, Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

éléments sur l'impact des restrictions. Il convient de mentionner l'ouvrage de Cécile Vaissié⁶. Plutôt centré sur Cahors et ses environs sous l'occupation, il apporte une vision renouvelée sur le sujet. En complément, nous avons étudié des lectures d'ouvrages de référence sur la période : Fabrice Grenard⁷ ou encore Dominique Veillon⁸. Bien évidemment, d'autres ouvrages tout aussi importants nous ont permis d'apporter des précisions. À l'image du livre réalisé par le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, *Les jours sans*⁹, nous servant de base pour la recherche scientifique mais aussi les questions liées à la scénographie. Enfin, notre recherche historique s'accompagne de nombreuses heures passées dans les archives, particulièrement aux Archives départementales du Lot.

Ainsi, pour en rendre compte, la première partie abordera les structures d'accueil de notre stage : le Service patrimoine de la Ville de Cahors et le Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot. Nous reviendrons en détail sur les objectifs et les problématiques rencontrés dans la réalisation de l'exposition : le premier étant de savoir comment nous pouvons réaliser une exposition. Enfin, nous présenterons nos thématiques au travers de différents ouvrages.

Dans un second temps, nous donnerons une grande importance à la présentation de la méthode employée : la méthode historique, ses bases et ses exigences. Nous avons principalement travaillé aux Archives départementales du Lot, mais aussi aux Archives de la Ville et du Grand Cahors, dans les fonds du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot. Les collectionneurs privés ont été de accompagnateurs prodigieux de notre recherche.

Enfin, nous terminerons par l'exposition de nos résultats. Présentés sous forme chronothématique, nous appréhenderons cette période difficile pour les Cadurciens. Les deux derniers chapitres seront consacrés à la présentation de l'élaboration de notre exposition, de la conception à la scénographie. Nous terminerons par les différents apports que notre mission et notre recherche nous a apportés.

⁶ VAISSIÉ Cécile, *Cahors et le Lot sous l'Occupation. Résistance, collaboration, épuration*, Orthez, Gascogne, 2016.

⁷ GRECARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008.

GRECARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

⁸ VEILLON Dominique, « Aux origines de la sous-alimentation : pénuries et rationnement alimentaire », VON BUELTZINGLOEWEN Isabelle (dir.), « Morts d'inanition : Famine et exclusions en France sous l'Occupation », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 31-43.

VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 2003.

⁹ CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

Partie I - Cadrage pratique et état des lieux théoriques

Introduction

Ce stage est une véritable opportunité pour mettre en valeur notre parcours universitaire et professionnel mais aussi les structures d'accueil qui nous permettent de rendre possible la réalisation d'une exposition ouverte à tous et de ses médias. Réaliser un travail sur un ancrage local est très important pour fixer les natifs mais aussi pour donner à voir aux touristes. Il faut alors se créer un socle de connaissance rigoureux.

Ainsi, nous allons aborder dans un premier chapitre, les structures d'accueil. Nos deux structures d'accueil partagent de nombreux points communs, comme celui de jouer un rôle de vecteur de mémoire et d'histoire. Dans un second chapitre, nous présenterons nos missions, ses problématiques, ses enjeux. Le dernier chapitre sera consacré à l'état de l'art de notre étude, et il permettra de nous situer dans cette historiographie.

Chapitre 1 : Deux structures d'accueil pour une problématique commune

1. Le Service patrimoine de la Ville de Cahors

La maison du patrimoine de Cahors, au cœur du centre historique de la ville, donne à voir l'évolution stylistique de l'architecture cadurcienne au fil des siècles. Nous y retrouvons aujourd'hui les bureaux du service. Les personnes se rendant ici viennent principalement pour se renseigner sur la restauration du bâti ancien. Le service offre aussi de l'aide historique sur la ville ou même des visites. Il est implanté dans la maison dite Quéval, nom des derniers propriétaires.

1.1. La maison Quéval : une demeure bourgeoise à Cahors

Située au 8 rue de la Halle, plus précisément à l'angle des rues de la Halle et Fondue-Basse, les traces de l'existence de cette maison sont relatées, tout d'abord, par les premiers plans connus de Cahors. En effet, les plans dressés par Jean Calmont et René Prat à partir du cadastre de 1650¹⁰, ceux du cadastre napoléonien de 1812¹¹ et du plan cadastral de 2008, indiquent que la maison n'a guère changé de forme.

Lors du long Moyen Âge, la demeure est située en limite ouest, le long des remparts (mis en place à la fin de l'Antiquité et restaurés à la fin du VII^e siècle). Elle se place dans la continuité de la voie menant du pont Valentré à la maison consulaire et à la cathédrale Saint-Etienne de Cahors. Le logis connaît plusieurs propriétaires : docteurs, marchands, notaires ou encore avocats. Ces fonctions symbolisent la moyenne société médiévale et moderne. Ils ne restent que peu de temps entre ses murs (1, 3 ou 5 ans), hormis le passage notable du « *Noble Guillaume de Bosco, alias Vidal* »¹² durant vingt-trois ans. Les activités principales sont commerciale, artisanale ou encore de service entre la fin du XV^e siècle et le début du XVII^e siècle. Chaque niveau peut accueillir un logement. Au début du XX^e siècle, un fleuriste occupe les murs. Les marques de son passage sont encore visibles sur les murs. Des treilles de suspensions pour les fleurs sont découvertes lors de la première campagne de travaux.

¹⁰ Ce plan est la référence pour tout travail centré sur le Cahors médiéval. Ce sont Jean Calmon (1881-1974), bibliothécaire et René Prat (1908-1975), archiviste du Lot qui l'ont réalisé en 1944. C'est un plan des paroisses de Cahors en 1650. https://bach.lot.fr/archives/show/FRAD046_1F2F3F3F_de-150

¹¹ Le cadastre napoléon de 1812 est un cadastre parcellaire, premier outil juridique et fiscal.

¹² Le chanoine Edmond Albe (1861-1926) est un historien et spéléologue français, prolifique pour le Quercy. Son terrain d'étude est principalement le Quercy médiéval. Nous lui devons de nombreuses monographies, dont une où il cite ce « Noble Guillaume de Bosco ».

Dès l'automne 1925, les façades sont ajoutées à la liste supplémentaire des Monuments Historiques¹³. Une tentative de restauration est lancée en 1930, puis la maison est cédée, en 1988, à la commune par l'action de Monsieur Quéval, celui-ci donne son nom au lieu. La maison est restaurée dès 1999, et les travaux sont repris en 2008 afin de la mettre hors d'eau et de restaurer complètement les locaux. Le but est d'y installer les locaux du service Patrimoine de la Ville de Cahors.

1.2. Le rôle de la maison du patrimoine de la Ville de Cahors

1.2.1. Le service du patrimoine : protéger, conserver, restaurer ...

En France, le rôle des services du patrimoine est de mener des études, protéger, conserver, restaurer, valoriser et transmettre le patrimoine archéologique, les immeubles et objets mobiliers où un intérêt historique, esthétique, artistique ou scientifique est reconnu¹⁴. En lien avec l'État, cette administration travaille à élaborer des textes législatifs et réglementaires, de réaliser un contrôle scientifique et technique et une formation d'une définition suivie d'une mise en œuvre de la politique des publics et d'évaluer les besoins budgétaires et humains.

Laure Courget est à la tête du bureau de Cahors, depuis 1998. Comme conservatrice en chef, elle est entourée d'une équipe d'adjoints territoriaux du patrimoine et d'attachés à la conservation. Leur objectif est de créer dans le cœur de Cahors une attractivité par le recours d'outils multimédias, par des visites ou par des plaquettes explicatives.

¹³ L'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ISMH) est instauré le 23 juillet 1927 -jusqu'en 2005- et vient compléter la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Cette dernière constitue le premier socle fondamental de protection des monuments historiques.

¹⁴ Arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la Direction générale des patrimoines

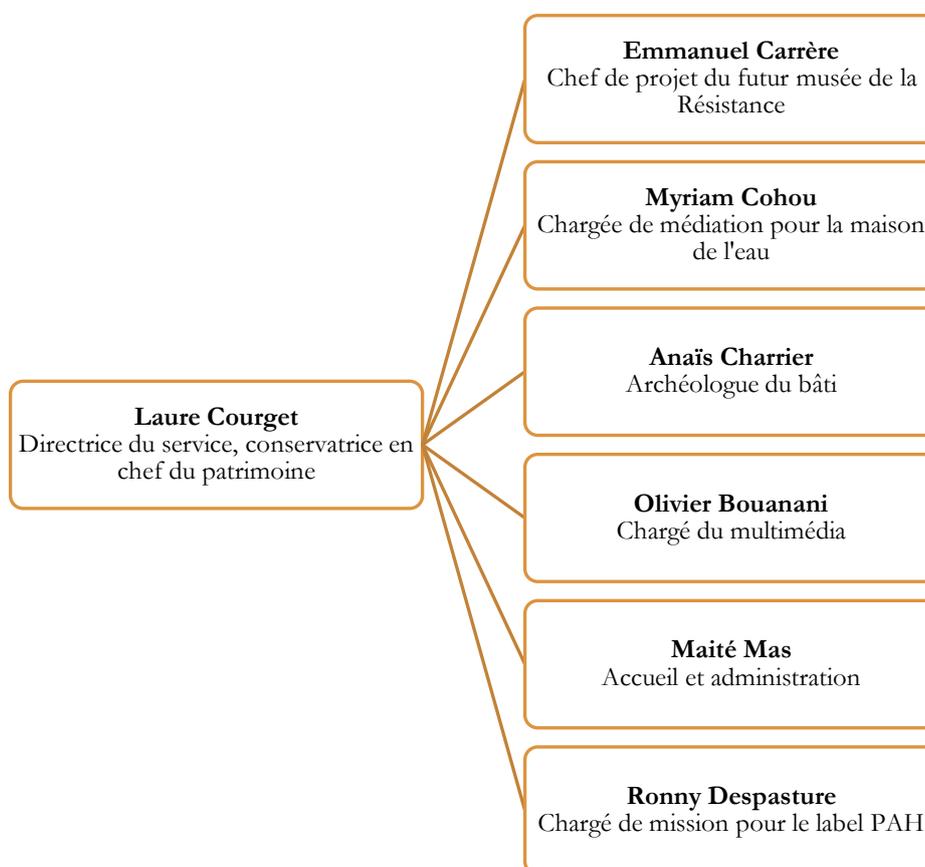


Tableau 1 - Organigramme du Service du Patrimoine de la Ville de Cahors
© LEROY Charlotte, 2023

1.2.2. Une politique patrimoniale majeure, Cahors - Ville d'art et d'Histoire

Cahors, classé Ville d'art et d'histoire¹⁵ en 2005, s'engage dans une politique d'animation de connaissance et de valorisation d'un patrimoine bâti, naturel, industriel et architectural. L'obtention de ce label est la suite logique des actions engagées par le service patrimoine depuis 1988. En effet, plusieurs actions sont menées comme « l'opération façade » où la remise à neuf de l'ensemble des bâtiments du quartier historique, ou encore l'aménagement de l'espace public. Dans cette volonté de ramener les familles en cœur de ville, la direction du patrimoine continue d'opérer sur la rénovation des rues et des places, afin de limiter le stationnement dans le centre

¹⁵ Le label « Ville et Pays d'art et d'histoire » est attribué depuis 1985 par le ministère de la Culture aux villes, villages ou pays de France qui s'engagent dans une politique d'animation et de valorisation de leurs patrimoines. Il vient remplacer l'appellation « Ville d'art », depuis 2005. Les engagements sont « [...] ; la valorisation du patrimoine et la promotion de la qualité architecturale ; le développement d'une politique des publics : la sensibilisation des habitants à leur environnement architectural et paysager, initiation du public jeune à l'architecture et au patrimoine, [...] »
<https://www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Protections-labels-et-appellations/Label-Ville-et-Pays-d-art-et-d-histoire>

historique. L'intervention sur le bâti est primordiale et le service est soutenu majoritairement par la région Occitanie.

Dans cet objectif de développer l'attrait social, culturel et économique de Cahors, la maison du Patrimoine fait vivre l'identité passée et présente de la ville, en y associant ses citoyens, les premiers acteurs et publics. Ce label « *Villes d'Art et d'Histoire* » s'ajoute à celui de « *Site Patrimonial Remarquable* », porté par l'association nationale des Sites et Cités Remarquables de France¹⁶. Depuis plusieurs années, la communauté d'agglomération du Grand Cahors peaufine sa candidature pour une extension de ce label en un Pays d'Art et d'Histoire regroupant les trente-six communes du territoire.

À travers « *Les Rendez-vous* » (édités en février en juin de chaque année), la Maison du Patrimoine présente ses programmes d'animations, ses visites thématiques, ses conférences, ses manifestations et ses commémorations, ou même ses expositions.

En somme, le but du service est de renforcer l'intérêt pour l'histoire et surtout pour l'histoire locale afin de constituer les acteurs et les protecteurs de demain : « *s'approprier et comprendre le patrimoine sous toutes ses formes [...] acquérir et pratiquer des savoir-faire d'hier et d'aujourd'hui.* »¹⁷ La connaissance est le socle pour créer des démarches. Et c'est souvent la volonté de porter la connaissance à tout un chacun qui amène des associations à créer des lieux de mémoires pour ne pas oublier.

2. Le musée de la Résistance, de la Déportation, et de la Libération du Lot

Un phénomène sociétal apparaît au début des années 1960 centré autour de la nécessité de construire une structure pour enseigner la Résistance et de faire pérenniser une mémoire. Une génération de musées de mémoire éclot à la suite du 20^e anniversaire de la Libération. La fondation des musées autour de la Seconde Guerre mondiale est souvent à l'initiative d'associations, porteuses d'idéologies politiques. Ces nouveaux musées sont souvent situés dans

¹⁶ La loi dite « Malraux » du 4 août 1962 amène à la création de « secteurs sauvegardés, ensembles urbains historiques ayant conservé leur caractère et leur unité architecturale, le plus souvent au centre des villes ». Il s'agit d'une avancée considérable pour la protection du patrimoine. Ce plan permet de sauvegarder et de mettre en valeur des quartiers, souvent en piètre état. Les travaux entrepris sont souvent assortis d'avantage fiscal et d'importantes aides. La loi du 7 juillet 2016 -la loi LCAP- permet l'inscription des secteurs sauvegardés dans les sites patrimoniaux remarquables et sont couverts par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV).

<https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Ministère-de-la-Culture-60-ans-d-action-en-500-dates#/samedi-4-aout-1962-Loi-Malraux-creation-des-secteurs-sauvegardés>

¹⁷ <https://cahorsagglo.fr/ville-dart-et-dhistoire>

des lieux remarquables¹⁸. Le musée de la Résistance, de la Déportation, et de la Libération du Lot ne déroge pas à cette règle. Il est créé dans un lieu historique de Cahors et il est fondé par plusieurs associations d'Anciens Combattants.

2.1. Un lieu chargé d'histoire : la Caserne Bessières

La dénomination de cette caserne provient du Maréchal d'Empire Jean-Baptiste Bessières, duc d'Istrie¹⁹, né à Prayssac (Lot) en 1768 et mort au combat dans la province de Saxe en 1813. Les premiers témoignages de l'existence du bâtiment remontent en 1650 avec la création d'un séminaire par l'évêque de Cahors, Alain de Solminihac (1593-1659)²⁰. Ces bâtiments religieux sont réquisitionnés lors de la Révolution française de 1789 afin de loger les nouvelles recrues. Après la défaite de Sedan, la République s'installe dans l'architecture publique. La caserne, placée stratégiquement en haut de la cité, devient un lieu important. Ce sont 1 500 hommes qui composent la garnison lotoise.

De 1873 à 1925, c'est le 7^e régiment d'Infanterie qui prend ces marques à Cahors. Dès 1929, deux groupes du 16^e régiment de tirailleurs sénégalais s'installent à Cahors, jusqu'en 1939. Ce sont ensuite les « Petits marins », ou École des mousses, qui restent de 1942 à 1944. L'utilisation militaire de la caserne s'arrête en 1966 et certains bâtiments sont détruits en 1968.

Caserne imposante, c'est l'ingénieur militaire Coëque-Verdier qui réalise ses plans. Il réemploie d'anciens bâtiments préexistants et ne suit pas les plan-types des casernes françaises. Nous retrouvons une cour d'honneur fermée par trois bâtiments formant un « U ». Deux pavillons monumentaux sont installés afin de murer un poste de police et une prison régimentaire. Aujourd'hui, il ne reste qu'un bâtiment datant de l'époque séminariste, accueillant une partie des services du département du Lot et de la préfecture. Les traces d'une ancienne vie militaire sont à peine visibles de l'extérieur. La caserne est devenue la place Bessières, se composant d'un Palais des Sports depuis 1985, d'un espace associatif et de congrès « Clément Marot » en 1995. Un nouveau bâtiment moderne vient trancher avec les vestiges de la caserne depuis 2019. Il accueille le cinéma « le Grand Palais » et les futurs locaux du musée.

¹⁸ POULOT Dominique, « Le musée d'histoire en France entre traditions nationales et soucis identitaires », *Anais do Museu Paulista*, São Paulo, vol. 15, n° 5, juillet-décembre 2007, p. 301-305.

¹⁹ Ce titre est créé spécialement par Napoléon I^{er} pour Jean-Baptiste Bessières, par lettres patentes du 28 mai 1809. Il renvoie à l'Istrie, péninsule de la mer Adriatique, aujourd'hui située en Croatie.

²⁰ Il s'agit d'un important clerc du XVII^e siècle. A la tête de l'abbaye de Chancelade en Dordogne de 1614 à 1636, il devient par la suite évêque du diocèse de Cahors entre 1636 et 1659. Il est béatifié en 1981 par le Pape Jean-Paul II.

2.2. Création et pérennisation d'un musée

2.2.1. Une volonté de transmettre une mémoire

À Cahors, les 14, 15 et 16 octobre 1988, seize²¹ associations d'Anciens Combattants se rassemblent pour célébrer le 40^e Congrès National des Médailleurs de la Résistance. Le souhait est alors de faire de cette réunion, un moment d'unité face à des associations dont les idéaux politiques divergent. Elles parviennent à trouver un terrain d'entente dans ce devoir de mémoire. Les disparités sont mises de côtés et des rassemblements permettent de fixer l'idée de création d'un musée autour de la Seconde Guerre mondiale dans le Lot, déjà instiguée des années auparavant. Le 16 novembre 1988 une commission d'étude du projet est mise en place. L'assemblée constitutive du musée est ordonnée à la Mairie de Cahors, le 26 mai 1989. L'Association du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot -MRDL- naît et devient gestionnaire des biens.

« Le « bruit » fait autour de ce congrès national, l'élan mobilisateur qu'il a suscité auprès des 154 associations de résistants ou de déportés en Midi-Pyrénées et dans les départements limitrophes serviront, sûrement, à relancer l'idée de la création d'une maison de la Résistance, dans le Lot. D'ores et déjà, les médaillés du Lot suggèrent la constitution d'une commission issue des divers mouvements d'anciens combattants pour faire progresser le projet »²²

Le 18 juin 1990, le musée s'installe dans l'un des deux pavillons de l'ancienne caserne Bessières. Le Conseil Général soutient cette création en leur fournissant des moyens financiers importants pour restaurer et réhabiliter les lieux. Le 18 juin 1992, l'inauguration du musée a lieu en présence de Maurice Faure (1922-2014), Président du Conseil Général du Lot. Dès lors, les biens et les collections du musée reposent sur l'activité des membres de l'association.

2.2.2. La construction d'un lieu de mémoire lotois

Le choix muséal du musée suit un plan chrono-thématique. Il s'étend sur trois niveaux où à chaque palier deux salles s'opposent, en miroir : une salle généraliste face à une

²¹ On y retrouve les associations suivantes : la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (F.N.D.I.R.P.), l'Amicale de Sachsenhausen, les Anciens Combattants du 8^e Régiment d'Infanterie, les Anciens Combattants des Forces françaises libres (F.F.L.), l'association Rhin et Danube, les Anciens Combattants du Corps expéditionnaire français en Italie (C.E.F.I.), les Anciens Combattants du Front (A.C.D.F.R.L.), les Anciens Combattants du Corps-Franc-Pommiès (C.F.P.), les Anciens Combattants de la Légion des volontaires de la Résistance (L.V.R.), les Combattants volontaire de la Résistance (C.V.R.), les Maquisards de Figeac, les Anciens d'Indochine, les Anciens Combattants de la 2^e Division Blindée, les Aveugles de guerre, l'Amicale figeacoise, les Médailleurs de la Résistance.

²² *La Dépêche du Lot*, jeudi 29 septembre 1988.

déclinaison locale. Chaque niveau correspond aux thématiques du musée : la Résistance, à la Déportation et à la Libération :

- Au rez-de-chaussée, nous retrouvons « les débuts de la Résistance » et « la vie sous l'Occupation » dans la salle nommée Louis-Émilien Imbert -premier résistant lotois tué. En face, dans la salle Jean-Jacques Chapou -figure lotoise de la résistance- sont présentés les « Maquis du Lot et la lutte armée » (avant le débarquement de Normandie le 6 juin 1944) ;
- Au premier étage, une salle Hélène Metges, s'attarde sur la « Déportation » en Europe et une autre salle -Charles Boizard-, communique sur la « Répression » ;
- Au second et dernier étage, une salle témoigne des « Combats de la Libération » (salle Jean-Marie Brouel) et l'autre s'oriente sur « Les combats de Brazzaville à Berlin avec les Français libres » (salle Jacques de Lamaze).

Nous trouvons dans chaque salle des documents originaux et imprimés, disposés sur des panneaux écrits à la main. Les visiteurs sont immergés dans le musée au travers, également de volets tournants. Il s'agit d'en savoir plus sur des points spécifiques de l'exposition permanente. Nous pouvons aussi ouvrir des tiroirs où sont placés des objets et documents de l'époque. Le désir de l'association est que chaque visiteur puisse se plonger dans cette époque, sans être limité dans sa visite. Le collage et la mise à disposition d'archives à tout un chacun pose aujourd'hui des problèmes de conservation. Un deuxième pavillon permet à l'association d'évoquer à travers trois salles d'exposition le sort des garnisons demeurant à Cahors, la Première Guerre mondiale et les guerres d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie (1954-1962).

La collection du musée comprend approximativement 1 500 objets : textiles, papiers, transport communication, armes, accessoires armes, accessoires vie militaire, vie quotidienne, hygiène santé, beaux-arts, témoins, commémoration, insignes emblèmes et munitions.

Les créateurs de ce musée sont engagés sur les points suivants :

- Il ne faut pas confondre « Résistants », les hommes aux philosophies très différentes et « Résistance » la lutte en commun contre l'État Français et l'Allemagne nazi ;
- Il ne faut pas confondre « Déportés », arrêtés pour des raisons variées et « Déportation », crime du régime national-socialiste allemand ;
- Il faut distinguer « combats » et « répression aveugle » ;
- Il faut rendre compte de l'ensemble des actions de la Résistance lotoise ;
- Il faut éviter la personnalisation, source de vanités dérisoires et à des *égo trips* ;

- Il est impératif de rendre hommage aux victimes et obtenir ainsi l'adhésion de tous.

Il est crucial pour les membres de l'association du MRDL de transmettre un message et une mémoire. C'est Pierre Combes (1921-2011), normalien, ancien déporté de Buchenwald²³ et de Flossenbürg²⁴, et résistant des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP), qui est le porteur du projet. Il dirige l'association et le musée de son ouverture -le 26 mai 1989- jusqu'à la fin de son mandat le 3 juin 2008²⁵. En sa qualité de créateur, Pierre Combes continue de contrôler le fonctionnement de l'association jusqu'à sa mort. Respecté mais aussi craint par les autorités, il réalise de nombreuses expositions temporaires, participe aux cérémonies de mémoire et effectue des temps d'échanges dans les classes. Il est à la vérification et à l'écriture des panneaux et il gère les dons d'objets et d'archives, sans réelle consigne d'inventorisation. Pierre Combes a des positionnements très strictes concernant cette période. Pour lui, les résistants qui ne sont pas morts de cet engagement, n'ont fait que leur devoir et ne doivent rien demander de plus. Il n'hésite pas à noircir au crayon des noms ou des visages, directement sur les archives, dans ce but de ne pas héroïser l'engagement résistant.

Dès son ouverture, l'association compte plus de 900 adhérents. Nous y retrouvons les membres des seize associations d'Anciens Combattants, devenus adhérents permanents. Jusqu'au mois de février 2020, l'Association a pu employer deux salariées, chargées de l'administration et de la direction. Jusqu'en 2017, le musée est ouvert toute l'année du lundi au samedi, de 14h à 18h. L'entrée est gratuite et le musée possède une petite boutique. Le musée tourne grâce aux bénévoles et aux salariés de l'association.

²³ Le camp de concentration de Buchenwald est créé en juillet 1937 près de Weimar. Ce sont 250 000 personnes détenus et 56 000 morts. Les prisonniers sont exploités pour les intérêts économiques de la *Schutzstaffel* (SS), comme la construction de routes et de villas. Une cinquantaine de personnalités sont enfermés dans des villas autour du camp comme Léon (1872-1950) et Jeanne Blum (1899-1982), Edouard Daladier (1884-1970) ou encore Léon Jouhaux (1879-1954). Ils ne sont pas soumis aux mêmes conditions de détention. <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/buchenwald>

²⁴ Le camp de concentration de Flossenbürg est créé en 1938, dans la région de la Bavière. Ce sont plus de 100 000 détenus qui sont internés dans ce camp. 30 000 y trouvent la mort. Il est placé à proximité d'un gisement de granit, servant pour le travail imposé. <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/flossenbuerg>

²⁵ Liste des présidents de l'association du MRDL :
Du 26 mai 1989 au 17 juin 1995 : Pierre COMBES
Du 17 juin 1995 au 28 nov. 1995 : Claude HUEZ
Du 28 nov. 1995 au 04 déc. 2002 : Pierre COMBES
Du 04 déc. 2002 au 03 mai 2005 : Albert ATLAN
Du 03 mai 2005 au 05 sept. 2006 : Guy FLAUJAC
Du 05 sept. 2006 au 03 juin 2008 : Pierre COMBES
Du 03 juin 2008 au 02 juillet 2022 : André NOUVIAN
Depuis le 02 juillet 2022 : Renée SOULIÉ

Cependant, c'est au printemps 2017 que la municipalité évoque sa volonté de prendre à sa charge le musée dans son futur complexe. En décembre 2018, le musée ferme ses portes. Les pavillons sont détruits, à cause du projet de réhabilitation de la place Bessières et de la construction du complexe cinématographique. Après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Cahors en 2019, le musée devient peu à peu la propriété de la Ville. La vie associative est chamboulée. Ce basculement entraîne la modification de l'ensemble de ses statuts. Son rayonnement s'amenuise. Aujourd'hui, elle compte 68 adhérents. Néanmoins, elle peut compter sur les membres de son Bureau, des personnalités très actives.

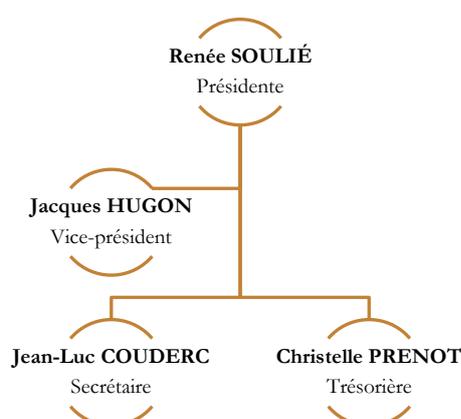


Tableau 2 - Organigramme du Bureau de l'Association de la Résistance, de la Déportation, de la Libération du Lot
© LEROY Charlotte, 2023

Les membres actifs sont huit : Christiane BOUAT, Jean-Pierre DELACROIX, Robert DELSART, Marianne HASLIN-COMBES, Colette IMBERT, Michèle LANDOIS, Jean-Luc PRENOT, Hervé THIÉBAUT. Les membres cooptés sont François JUBIN et Viviane TORNEL-BASCLE.

2.3. Assurer une pérennité « hors les murs »

« D'ici là, nous voulons faire vivre le musée hors de ces murs »²⁶, indique Jean-Marc Vayssouze-Faure (1972-), maire de Cahors, lors d'une conférence de presse organisée pour présenter les futurs locaux du musée. Depuis 2019, l'association et une équipe de professionnels du service Patrimoine de la Ville de Cahors œuvrent en commun pour le maintien et la pérennisation du musée. Des actions d'inventaire, de vérification des collections et de constat d'état sont réalisés. La reprise en main du classement des archives est également d'actualité.

²⁶ *La Dépêche*, 11 juin 2022.

Comme beaucoup de service culturel et patrimonial, la crise du covid a interrompu les travaux en cours. De l'automne 2022 au printemps 2023, un archiviste a entrepris une amélioration du classement des archives. Il a rencontré plusieurs problèmes : les dons de documents d'archives sont classés par thématiques et non par donateur, perdant le sens du don et du groupements des écrits. Il n'y avait pas de personnels habilités pour pouvoir procéder à une organisation dans les règles. Pour certaines archives, le nom du donateur n'est pas renseigné. De plus, certaines sont des fac-similés, des photocopies de mauvaises qualités. L'archive perd alors tout son sens. Comme précisé précédemment, le libre accès donné à certaines archives a accéléré leur détérioration et de surcroit le vol. C'est un fonds particulièrement riche où nous pouvons retrouver des laissez-passer, des documents officiels, des tracts ou même des lettres de déportés. Malgré cette richesse, le musée manque cruellement d'un coup de projecteur sur ce fonds inconnu pour un grand nombre de chercheurs.

Au demeurant, la fermeture du musée place Bessières permet la reprise en ordre des ressources du musée bientôt conservées par la municipalité de Cahors. Depuis 2023, le projet culturel du futur musée progresse avec l'aide d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique. Ce sont principalement des élus locaux, des historiens, des membres issus des établissements de recherche et d'enseignements supérieurs, d'institutions gouvernementales, d'autres musées et associations. Tous sont conviés à Cahors, trois fois par an, en physique ou par visioconférence pour valider les étapes clés du projet : thématiques, scénographies.

2.3.1. Le travail d'un comité de pilotage

Pour mener à bien le projet, le comité de pilotage se doit de veiller au bon fonctionnement et de faire respecter de la volonté politique. Nous y retrouvons souvent le maire, l'élu référent porteur du projet, le chef de projet, le directeur général des services, les directeurs d'autres services concernés (techniques, éducation ...) et des services divers (communication, juridique, marchés publics, sécurité ...)

Pour le futur musée lotois, nous retrouvons :

Les élus de la Ville de Cahors :

- Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, Maire de Cahors ;
- Jean-Luc MARX, 1^{er} Adjoint au Maire de Cahors et 3^è Vice-président du Grand Cahors en charge des aménagements, études urbaines, tourisme, enseignement supérieur, politique communautaire et grands projets ;

- Françoise FAUBERT, Adjointe au Maire de Cahors chargée de la culture et des événements ;
- Sylvie CAROFF, Conseillère municipale déléguée au musée Henri-Martin, au théâtre municipal, à la médiation culturelle et aux espaces sociaux ;
- Abel RACHI, Conseiller municipal délégué aux mobilités douces et à la médiation patrimoniale ;
- Bernard DELPECH, Vice-président du Grand Cahors en charge de l'Enseignement supérieur, innovation, vie étudiante et jeunesse ;
- Thibaut ROUET, Conseiller municipal délégué au plan communal de sauvegarde, à Cahors plage, de la jeunesse et aux aires de jeux pour enfants.

Les techniciens de la Ville/Grand Cahors :

- Sébastien BONNEFOY, Directeur Général des Services ;
- Anne-Laure CZAPLA, Directrice du pôle culture et du Théâtre Municipal ;
- Laure COURGET, Directrice du service patrimoine, conservatrice en chef ;
- Emmanuel CARRERE, Chef de projet, référent MRDL, direction du patrimoine.

Les partenaires :

- o L'État :
 - Mireille LARREDE, Préfète du Lot ou son représentant ;
 - Michel ROUSSEL, Directeur Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie ou son représentant ;
 - Xavier PAPILLON, Inspecteur d'Académie ou son représentant ;
 - Lieutenant-Colonel Josselin de METZ, Délégué militaire départemental du Lot.
- o Le Département du Lot
 - Serge RIGAL, Président du Département ;
 - Caroline MEY-FAU, Vice-présidente en charge du Patrimoine historique, de l'Archéologie préventive et des Archives départementales ;
 - Rémi BENSOUSSAN, Directeur Général des Services.
- o La Région Occitanie
 - Carole DELGA, Présidente de la Région ou son représentant ;
 - Juliette DIDIERJEAN, Directrice de la culture et du patrimoine ou son représentant.

Les personnalités extérieures qualifiées :

- Benjamin PHILIP, Responsable des services Patrimoine du PAH du Grand Figeac ;
- Clémence PAYROT, Directrice de l'office de tourisme Cahors – Vallée du Lot.

L'Association MRDL :

- Renée SOULIÉ, Présidente ;
- M ou Mme X, Membre de l'association.

2.3.2. L'appui d'un comité scientifique

Le conseil scientifique est en réalité une instance consultative dont la mission est d'émettre des propositions sur la politique culturelle et scientifique du futur musée. Toute création muséale a besoin d'un comité scientifique. Pour le cas de Cahors, ce sont des personnalités qualifiées dans le domaine de la Seconde Guerre mondiale, des Archives ainsi que des représentants des partenaires institutionnels. Nous avons aussi des membres de droit faisant autorité et des membres associés (chercheurs, universitaires ...) qui sont investis dans la recherche ponctuellement. Il contribue à renforcer et à développer les relations entre le musée et la communauté scientifique sur le plan régional et national.

o Les membres de droit

- Marc PARAIRE, Directeur de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC-VG) du Lot²⁷ ;
- Nicolas ROSE, Chargé de mission pour l'ONAC-VG du Lot ;
- Sabrina PERUGI, Proviseur-adjointe au Lycée Gaston-Monnerville (Cahors), référente départementale du Trinôme Académique ;
- Christine MARTINEZ, Directrice des Archives départementales du Lot ;
- Elsa LABBE-LAVIGNE, Coordinatrice de la Cellule Patrimoine pour le Département du Lot ;
- Marie-Noëlle ANDISSAC, Directrice de la lecture publique de la Médiathèque du Grand Cahors ;
- Sylvie CAROFF, Conseillère municipale déléguée au musée Henri-Martin, au théâtre municipal, à la médiation culturelle et aux espaces sociaux ;
- Bernard DELPECH, Vice-président du Grand Cahors en charge de l'Enseignement supérieur, innovation, vie étudiante et jeunesse ;

²⁷ Les missions de l'ONAC-VG comprennent la reconnaissance et la réparation (cartes, titres, mentions, allocations, retraite du combattant ...), la solidarité (soutien matériel, moral et financier) et la mémoire (célébrer, commémorer, partager, transmettre).

- Anne-Laure CZAPLA, Directrice du pôle culture de la Ville de Cahors et du Théâtre Municipal ;
 - Laure COURGET, Directrice du Patrimoine de la Ville de Cahors ;
 - Emmanuel CARRÈRE, Chef de projet, référent MRDL, direction du patrimoine ;
 - Patricia GIRARDI, Cheffe du service des Archives de la Ville de Cahors et du Grand Cahors ;
 - Renée SOULIÉ, Présidente de l'Association du MRDL.
- o Le comité scientifique de recherche
- Christelle BOURGUIGNAT, Directrice adjointe Réseau des Médiathèques Paris-Vallée de la Marne. Elle effectue des recherches sur l'histoire des Juifs dans le département du Lot entre 1942-1944 ;
 - Général Robert BRESSE, Président de la Fondation de la France Libre²⁸. Après une carrière militaire, il a occupé les fonctions de directeur du musée de l'Armée de 2003 à 2011 et depuis 2013 directeur du cercle d'études de la Fondation Napoléon ;
 - Alexandre DOULUT, Historien chercheur à l'Université Paris 1, il est spécialiste de l'histoire de l'internement et de la déportation des Juifs de France. Il a soutenu une thèse sur les juifs dans le Lot-et-Garonne ;
 - Laurent DOUZOU, Professeur des universités en histoire contemporaine à Sciences Po Lyon. Ses travaux portent sur l'histoire et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale ainsi que l'histoire orale. Il est également Président des conseils scientifiques du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon et du Mémorial National de la Prison de Montluc à Lyon, membre du conseil scientifique du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, du conseil scientifique du Musée de la Gendarmerie nationale, du conseil scientifique du Service Historique de la Défense et du comité de rédaction de la Revue Historique des Armées ;
 - Geneviève DREYFUS-ARMAND, Historienne et conservatrice générale honoraire des bibliothèques. Elle a été directrice de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de 1998 à 2009. Elle est spécialiste des migrations ibériques au XX^e siècle et est membre du comité scientifique du Mémorial de Rivesaltes, du Mémorial

²⁸ La Fondation de la France libre est créée en 1994 afin « d'assurer la pérennité des traditions, des valeurs morales et de l'idéal de la France libre. » Elle est reconnue d'utilité publique par décret du Premier ministre le 16 juin 1994.
<https://www.france-libre.net/>

- du camp d'Argelès, de la Maison des Mémoires de Septfonds et du comité d'histoire de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) ;
- Antoine GRANDE, Directeur du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Midi-Pyrénées ;
 - Jean-Marie GUILLON, Professeur émérite de l'Université d'Aix-Marseille. Il est spécialiste de la France des années 1940, de la Provence contemporaine XIX-XX^e siècles et la construction de la mémoire collective au XX^e siècle. Il est président du comité scientifique du Mémorial du Débarquement et de la Libération de la Provence et membre des comités scientifiques de la Fondation de la Résistance et du Mémorial du camp des Milles ;
 - Cécile VAISSIÉ, Historienne, professeure d'études russes et soviétiques à l'Université Rennes-II et chercheuse au CERCLE à l'Université Nancy II. Elle est la fille et petite-fille de deux résistants de Cahors, déportés à Dachau, dont un seul en est revenu. À travers un ouvrage *Cahors et le Lot sous l'Occupation - Résistance, collaboration, épuration*, elle revient sur cette période trouble ;
 - Cécile VAST, Docteur en histoire à l'université de Franche-Comté. Ses thèmes de recherche portent sur l'Occupation allemande, la Résistance française, l'histoire des intellectuels, l'écriture de l'histoire et les mémoires des conflits du XX^e siècle. Elle travaille sur parcours permanent du musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon et est membre du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance et du comité scientifique du musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon ;

L'équipe du musée n'est pas en mesure d'être l'unique rédactrice du discours du prochain musée. Cela implique donc une réflexion plus ouverte sur le discours historique à écrire, différent de celui de 1992. Les problématiques, mises en place il y a plus de 30 ans, ne correspondent plus aux enjeux actuels. Ainsi le comité scientifique sert d'instance consultative, émettant des avis extérieurs sur les orientations du projet scientifique et culturel. Il accompagne le projet par la qualité et la cohérence de son discours et veille au respect du sens. Ainsi, nous nous plaçons dans la continuité du projet : mettre en lumière ce musée au travers de différentes actions.

Chapitre 2 : Réaliser des médias pour la préfiguration du prochain musée

1. Une opportunité à saisir

1.1. Cinq années d'étude en histoire

Trois années de licence en Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges (2017-2020), nous ont permis de nous forger une importante méthodologie historique et un socle de connaissances considérable. Nous avons fait le choix de mettre de côté le parcours prescrit vers l'enseignement secondaire pour opter pour un master recherche dans le même établissement (2020-2022).

Notre master nous a amené à réaliser deux mémoires de recherche, intitulés « Le Périgord au temps des mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) »²⁹. L'objectif était d'étudier la création de la discipline préhistoire et de son installation dans le monde scientifique et profane, au regard du Musée du Périgord³⁰ -créé en 1834- et de la Société Historique et Archéologique du Périgord³¹ -créée en 1874. Nous avons voulu montrer l'impact des découvertes préhistoriques en Périgord au travers du musée du Périgord (et de la SHAP). Les étagères poussiéreuses des collectionneurs périgourdins regorgent d'objets en tout genre, riches d'un patrimoine local. Rapidement, il devient nécessaire de devoir créer un musée. La fondation d'un musée à Périgueux marque l'avènement d'un mouvement national de création de musée. En effet, le XIX^e siècle est le siècle fondateur des musées. En parallèle, l'archéologie s'intensifie. C'est en 1859 qu'un certain Jacques Boucher de Crèvecœur de Perthes (1788-1868)³² provoque un remous dans les sciences et la société. Il donne naissance à la Préhistoire. La création d'une nouvelle discipline donne une profonde impulsion au musée de Périgueux. Les Allées Tourny de Périgueux devient un lieu de rencontre, d'exposition et d'échange sur les nouvelles découvertes. Ce travail nous a permis d'aborder plusieurs questions : dans quelle mesure les bouleversements induits par les découvertes de la Préhistoire conduisent-ils à la

²⁹ LEROY Charlotte, « Le Périgord au temps des Mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde DRUELLE-KORN, Limoges, 2021.

LEROY Charlotte, « Le Périgord au temps des Mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde DRUELLE-KORN, Limoges, 2022.

³⁰ Depuis 1903, il a pris le nom de Musée d'Art et d'Archéologie du Périgord, que nous compressons en MAAP

³¹ Nous sommes adhérents à la Société Historique et Archéologique du Périgord (SHAP) depuis le début de nos recherches. Il était pour nous primordial de se lier avec l'un des acteurs principaux de ma recherche. Nous ne pouvons travailler sur une entreprise, une société ou un musée sans connaître son intérieur et ses réalités actuelles.

³² Fondateur de la Préhistoire, il est avant tout directeur des douanes d'Abbeville dès 1825. Très vite, il se forge l'idée de trouver des souvenirs des premiers hommes. La Préhistoire lui doit sa naissance. Il parvient à établir la première distinction entre la période antédiluvienne -avant le déluge biblique- (paléolithique) et celtique (néolithique).

nécessité de mise en patrimoine en Périgord ? Quelle place occupent ces amateurs préhistoriens dans la création d'une nouvelle institution muséale ?³³

Ainsi, malgré des mémoires riches en expériences et en rencontres, sans stage effectué ou observation du monde professionnel, il est pour nous complexe de pouvoir nous insérer directement dans l'univers du travail. Aimant par ailleurs les études, nous avons vu comme une opportunité de pouvoir continuer quelques années supplémentaires. L'idée de réaliser un doctorat est aussi prégnante mais les réalités de son accession et de sa réalisation sont très complexes. Toutefois, cette pensée reste toujours très active, encore aujourd'hui.

Nous nous sommes alors intéressés à des masters pouvant nous proposer une ouverture vers le monde professionnel, tout en restant dans notre cœur d'activité, la recherche et l'histoire. Après plusieurs recherches, nous sommes tombés inopinément sur le Master 2 « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés », proposé par l'ISTHIA. Après avoir travaillé durant deux ans sur la complexe définition de la notion de patrimoine, il nous est paru intéressant de poursuivre vers cette voie plus professionnalisante. Certes l'alimentation n'est pas un sujet que nous connaissions mais la possibilité d'en apprendre plus et celle d'effectuer un stage de six mois constituent une grande opportunité.

En parallèle à notre parcours universitaire et conjointement avec mon camarade Enzo Delpech, nous nous sommes attachés à rencontrer et à partager avec différentes sociétés savantes ou association d'histoire. À l'été 2022, nous avons fait la connaissance de l'association *Mezels Patrimoine & Culture*, -dans le nord du Lot- qui nous a rapidement proposé d'effectuer une mission. Il s'agit d'effectuer un inventaire général du patrimoine de cette petite bourgade lotoise. Cela engage donc une étude intensive sur le terrain, complétée par la rencontre d'anciens afin de former des témoignages et une recherche active en archives. Malheureusement, face à un manque de financement pour couvrir nos six mois de stage, de la part de l'association et un manque d'intérêt de la part de la communauté de communes de CAUVALDOR³⁴, le projet est abandonnée pour le moment. Pourtant, nous avons conjointement réalisé un dossier

³³ Aujourd'hui, notre travail de recherche entrepris en Master histoire est toujours d'actualité, au travers de nos différentes lectures et même au regard de différentes contributions effectuées et en cours. En effet, j'ai écrit un article pour la SHAP concernant le Premier Congrès Préhistorique de France, en 1905, se déroulant en Périgord. Je suis en train de rédiger un article plus important pour l'*Association Préhistoire du Sud-Ouest* concernant la personnalité d'un préhistorien Maurice Féaux, ainsi que son rapport avec son métier. Il est dans notre recherche l'élément de rupture entre les amateurs et les professionnels de la discipline. De plus, je suis en liste pour le Prix du Patrimoine par la SHAP, afin de fêter les 150 ans d'existence, en 2024 au château des Milandes. Il s'agit de récompenser les jeunes travaux sur le Périgord.

³⁴ Ce sont 77 communes qui se regroupent dans l'appellation Causses et Vallée de la Dordogne.

développant nos volontés et nos objectifs, jusqu'à étendre ce projet sur plusieurs communes. Le sondage aux archives avait déjà commencé.

Par ailleurs, Enzo Delpuch a réalisé une présentation pour le 150^e anniversaire de la Société des Études du Lot, le 2 décembre 2022, à l'espace congrès Clément-Marot de Cahors³⁵. Il s'agissait pour Enzo, de revenir sur son travail effectué en master 2 Histoire, la Libération du Lot et la mise en place et le fonctionnement du Comité Départemental de Libération -CDL- à Cahors, ainsi que le rôle donné à des comités locaux -CLL. C'est à la fin de cette présentation que Laure Courget, alors Directrice du service patrimoine de la Ville de Cahors mais également une de nos intervenantes pour le master GVCS, nous a proposé un stage dans son service, avec l'objectif d'allier la donnée alimentaire -la problématique du master- et le futur musée de la Résistance.

1.2. Assurer une visibilité pour le musée

Ainsi, notre mission pour ce stage est d'assurer une visibilité pour le MRDL en proposant une animation autour de la valorisation de ses fonds, qui passe donc par la réalisation d'une exposition temporaire. Les musées sont depuis le XIX^e siècle des acteurs importants de la transmission de l'histoire et de la mémoire. Après plusieurs crises -notamment dans les années 1960- les musées connaissent depuis plusieurs décennies un nouvel engouement³⁶. Le futur musée de Cahors veut être exhaustif et aborder le Lot dans son intégralité. Le scénographe travaille actuellement à monter un langage muséale vivant et mouvant. L'État, la région Occitanie, le département du Lot ou encore la municipalité de Cahors investissent considérablement pour le futur musée afin de le rendre fonctionnel et accessible pour tous. La Direction du patrimoine a saisi l'enjeu de ne pas figer un parcours de visite, pouvant être lassant pour le visiteur et de rendre sa première visite, l'unique. De plus, il est très important, dans ce projet d'inclure le jeune public.

Le projet du futur musée doit se concevoir davantage comme un centre d'interprétation de cette période, à l'image du Centre d'interprétation de l'art pariétal à Montignac³⁷. Il est question de mettre en cohérence et valoriser un patrimoine de manière particulière, avec dans ce cas précis, des restitutions des fresques -animées-. Ce sont les nouvelles attentes de la société³⁸. Le musée placé dans les combles du complexe cinématographique peut jouir d'un important dynamisme.

³⁵ Le sujet était : « Administrer provisoirement le Lot à la Libération. Étude et mise en relation du Comité départemental de libération (CDL) cadurcien et de quelques comités locaux de libération (CLL) entre août 1944 et mai 1945 ».

³⁶ GOB André, DROUGUET Noémie, *La muséologie. Histoire, développements, enjeux actuels*, Paris, Armand Colin, 2021 [2005].

³⁷ <https://www.dordogne-perigord-tourisme.fr/offres/lascaux-iv-centre-international-de-lart-parietal-montignac-montignac-lascaux-fr-2939246/>

³⁸ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*

Cette position d'un musée « hors les murs » depuis 2018 passe obligatoirement par des actions culturelles comme des visites³⁹, des conférences⁴⁰, des expositions⁴¹ ou des évènements publics⁴², en attendant son ouverture en 2025. Elles sont, pour la plupart, animées par Emmanuel Carrère, attaché de conservation pour la Ville de Cahors, et depuis le 1^{er} janvier 2022 chef de projet du futur musée. Néanmoins les membres de l'association sont également toujours très présents au sein des nouveaux locaux, pour traiter les documents et réaliser des actions. Ce sont des personnes ressources pour notre stage.

2. Enjeux professionnels, économiques, sociaux, théoriques

2.1. Préfiguration pour le futur musée

Laure Courget nous a missionné, tous deux, pour ce stage afin de réaliser une exposition autour de l'alimentation durant la Seconde Guerre Mondiale dans le Lot. Ce travail doit se réaliser conjointement avec l'équipe de l'Association du MRDL. Très vite, nous comprenons qu'il s'agit d'un évènement estival de préfiguration au futur musée mais surtout il faut que nous mettions en lumière les fonds archivistiques et matériels du musée. « *L'exposition est le moyen par excellence du musée, l'instrument de son langage particulier* »⁴³. Ainsi selon les dires du père de la muséologie, Georges Henri Rivière (1897-1985), l'exposition se doit d'incarner un musée hors les murs afin de rendre plus visible et plus emblématique les fonctions muséales. Dans ce cheminement de pensée où le public se doit d'être l'élément central des préoccupations d'un musée et non les collections, l'exposition est le moyen de présenter les objets mais aussi le résultat complexe de l'action de plusieurs acteurs. Il faut offrir la meilleure expérience de souvenir et susciter des réactions et des émotions⁴⁴.

En somme, la problématique apposée à notre mission est la suivante : comment mettre en œuvre une exposition sur les pratiques alimentaires à Cahors et dans les campagnes lotoises durant la Seconde Guerre mondiale ? Ce questionnement s'insère dans la volonté de rendre le MRDL accessible et de préparer les futurs visiteurs au prochain musée. Nous devons mettre en

³⁹ Les dernières visites de 2023 sont « Les juifs déportés à Cahors » et « Lieux et évènements de la Seconde Guerre Mondiale à Cahors ».

⁴⁰ Le 21 juin 2023 est organisé une journée conférence intitulée « La Résistance et le quatre-vingtième anniversaire de la création du Conseil national de la résistance » où plusieurs historiens, dont Fabrice Grenard viennent débattre autour du Conseil National de la Résistance.

⁴¹ D'autres expositions de préfigurations ont été montées en 2021 et 2022, comme « Jean-Jacques Chapou, une figure de la résistance », réalisée par Sarah Chabert et Louise Maciet, stagiaires pour le service patrimoine de la Ville de Cahors et pour l'association du MRDL.

⁴² Nous parlons ici des projections de films ou de documentaires en lien avec le territoire lotois, comme « Lacombe Lucien » de Louis Malle (1974) ou encore « One Day In Spring » réalisé par des étudiants britanniques de l'Université de Salford (2006).

⁴³ WEISS Hélène (dir.), *La Muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989, p.265.

⁴⁴ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 165.

valorisation les fonds du musée, l'histoire du Lot mais également le patrimoine alimentaire. Nous devons donc mettre en application les théories que le Master 2 « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés » nous a apportées dans la réflexion sur la représentation du patrimoine alimentaire selon le public.

Étant donné qu'il s'agit de missions réalisées en binôme avec mon camarade Enzo Delpech, nous avons décidé d'axer chacun nos recherches sur des thématiques plus précises. Enzo travaille sur les campagnes durant la période 1939-1949 et j'étudie Cahors. Ainsi nous pouvons nous demander de quelle manière vivent les Cadurciens et Cadurciennes durant cette période ? Quelles sont les réceptions de ces politiques nouvelles autour des restrictions ? En quoi l'installation des Allemands au cœur de la ville perturbe-t-elle la vie quotidienne ? Quelles stratégies sont mises en place pour pouvoir contrer les pénuries et les restrictions ? Y-a-t-il une division marquée entre la vie quotidienne des campagnes et celles de la ville ? Pouvons-nous affirmer que la Libération sonne comme des jours heureux pour les Cadurciens ? Au demeurant, ces questions représentent l'ensemble des enjeux de notre mission. Elle doit être comprise dans un ensemble où il est question de réaliser des médias de communication afin de rendre accessible une histoire et donner des clés de lecture. Notre collaboration avec l'association, spécifique Jean-Luc Couderc -le secrétaire- et Emmanuel Carrère -chef de projet du futur musée- est un terrain fertile pour mener à bien ce projet.

2.2. Enjeux professionnels personnels

Familiarisée avec l'étude du XIX^e siècle, les musées et la discipline préhistorique, la donnée alimentaire et la Seconde Guerre mondiale sont des inconnues pour moi. J'ai néanmoins un grand intérêt personnel pour cette période. Travailler en binôme avec Enzo, m'assure un soutien concernant les questions de contexte mais aussi sur les différentes localités et spécificités rencontrées. Ce n'est pas la première fois que nous collaborons. En effet, après ces années communes passées en Histoire, nous avons construit une base solide de travail. Nous avons pu gagner du temps dans l'élaboration de l'exposition car nous connaissons les compétences de l'un et de l'autre.

En définitive, nous partons tous deux à un même niveau de compétence sur la donnée alimentaire entre 1939 et 1949, issus de témoignages de nos familles, des références dans des films ou bien dans des livres. De surplus, nous n'avons jamais réalisé une exposition. Nos seules réalisations scientifiques sont nos mémoires, où le public est un groupe assez restreint. La médiation culturelle devient alors la base de notre mission. L'exposition étant déjà une forme

de médiation, nous devons l'enrichir. Cette action de sortir le musée de ses murs est en somme un premier pas de création culturelle.

2.3. Une mission cadrée

Laure Courget nous donne quartier libre pour réaliser notre exposition, l'un des objectifs de notre stage étant l'autonomie. Toutefois, pour monter une exposition, nous pouvons faire face à des problèmes organisationnels, matériels et économiques. Nous avons un budget limité pour la réaliser -nous ne sommes pas les seuls à monter une exposition dans le service. L'exposition prend place à la Prévôté, dans le domaine cathédral de Cahors. Trois espaces sont visibles : une entrée (environ 21 m²), une deuxième salle à gauche (environ 12,25 m²) et enfin une troisième salle à droite (environ 21 m²). Nous avons un espace défini et un nombre de panneaux limité en rapport avec l'agencement des pièces.

Cette exposition est mise en place par l'entreprise Enseignes & Marquages⁴⁵ qui travaille depuis de longues années avec la Direction du patrimoine. Nos panneaux sont en akilux, une matière plastique rigide mais légère qui permet la pose de films vinyles adhésifs. Une table d'architecte, déjà présente sur les lieux est réemployé. C'est une plaque de dibond -composé d'aluminium et de polyéthylène. Nous avons des panneaux de plusieurs tailles : (100 cm x 100 cm ; 200 cm x 100 cm ; 300 cm x 200 cm.) L'exposition se compose imparablement d'objets d'époque, issus des collections du MRDL et d'une collection privée. Ils sont disposés dans des « vitrine cloche », scellées, en altuglas sur un socle en bois. Elles sont décorées avec une nappe bleu aux motifs vichy. Cette présentation est accompagnée par une offre jeune public -un livret-jeux- et une plaquette d'exposition, que nous devons réaliser, à nouveau, intégralement. Nous aborderons ces médias plus en détail dans la suite de ce travail.

En définitive, notre cadre de mission est de réaliser une exposition sur l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale dans le Lot, action de préfiguration pour le futur musée. Se pose alors la problématique centrée sur l'exécution de cette tâche. Toutefois, avant de pouvoir commencer à planifier la scénographie de notre exposition, il est nécessaire de se documenter dans de nombreux ouvrages. En effet, c'est l'enrichissement bibliographique qui peut nous permettre de faire dégager des thèmes à aborder. Nous devons donc passer par la lecture de nombreux livres relevant de différentes thématiques : la Seconde Guerre mondiale, le Lot, l'alimentation et la scénographie.

⁴⁵ Il s'agit d'une entreprise proposant des services de personnalisation de véhicules, d'impression numérique de marquage adhésif sur toutes surfaces et de la pose d'enseignes lumineuses. Elle est basée à Cahors.

Chapitre 3 : Les bases de notre recherche

1. La Seconde Guerre mondiale en France, une histoire complexe à écrire

En France, faire l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale est très complexe, cela est probablement -ou certainement- lié à la politique de résistancialisme⁴⁶ au lendemain de la guerre. C'est un sujet particulièrement sensible. Cette période est le terreau fertile pour la création d'incertitudes, de certitudes, de prénotions. Il faut comprendre, pour étudier cette période -mais aussi l'Histoire-, qu'une population ne représente pas un fait uniforme. Une année peut différer drastiquement d'une autre. La France, entre 1939-1944, est un espace subdivisé en son intérieur, avec d'importantes disparités locales :

« Pendant l'été 1944, chaque petit morceau du territoire vit sa propre histoire, coupé d'un ensemble lui-même constitué d'îlots isolés avec, au-delà de la multitude des drames privés, des différences considérables entre le sort collectif des uns et des autres »⁴⁷.

L'écriture de cette histoire évolue constamment.

1.1. Le témoignage : premier fondement à la recherche (1945-1973)

L'après-guerre suscite rapidement la rédaction de récits, témoignages, mémoires. Il ne faut pas perdre les derniers souvenirs que nous avons, les détails précis. Apparaissent alors des ouvrages écrits par, ceux que nous pouvons qualifier de « pseudos historiens », souvent journalistes. Ils tentent à leur manière, de peindre le portrait de la France. Nous pouvons ici citer Robert Aron et Henri Amouroux. Ces récits servent à l'historien pour comprendre la première écriture faite de cette période, mais il faut faire attention. Une réserve doit être apposée puisque la plupart sert la pensée gaulliste ou *a contrario* celle faisant passer Pétain comme un protecteur⁴⁸. À travers ces ouvrages, nous comprenons les enjeux de la période, celle de l'après-guerre où la nécessité de reconstruire et d'unir la nation est primordiale. Nous y retrouvons ce mythe résistancialiste.

⁴⁶ Nous devons à l'historien français, Henry Rousso, cette thèse du « mythe résistancialisme ». Cette expression suggère, l'idéologie développée par les gaullistes et les communistes aux lendemains de la guerre, selon laquelle tous les Français ont participé à la résistance de façon naturelle, dès le début. La Résistance est héroïsée et Vichy mis de côté. ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

⁴⁷ LABORIE Pierre, « Vie et mort des Français dans la Deuxième Guerre mondiale », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

⁴⁸ Nous faisons référence ici à la thèse « du Bouclier et de l'épée » ou « du glaive et du bouclier ». C'est une pensée révisionniste selon laquelle le Maréchal Pétain a protégé la France, en attendant que le Général de Gaulle prépare l'invasion : le bouclier face à l'épée. Aujourd'hui cette thèse est discréditée par les historiens.

Pour ce qui est du thème de l'alimentation, nous pouvons sélectionner le travail d'Henri Amouroux⁴⁹ et les témoignages réalisés par certains résistants lotois où les préoccupations alimentaires sont centrales durant leurs clandestinités : Marcel Metges et Georges Cazard⁵⁰ sur la vie de Jean-Jacques Chapou⁵¹ ou l'ouvrage de Robert Noireau⁵².

Concomitamment, dès la Libération de la France, le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) crée la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) le 20 octobre 1944. Reliée à l'Éducation nationale, la commission est chargée de collecter l'ensemble des documents pouvant aider à comprendre ce moment de l'histoire française. Des agents sont nommés dans les départements, souvent des érudits locaux, des professeurs, des instituteurs, des archivistes ou encore des militaires à la retraite pour effectuer ce travail de recherche. Pour le Lot, Maurice Mirouse est choisi pour être le correspondant, de 1944 à 1951. Les missions générales de la CHOLF ne sont pas concluantes. Le 17 décembre 1951, la CHOLF fusionne avec le Comité d'histoire de la guerre en devenant le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale (CH2GM). Dès lors, la recherche historique s'accélère et une revue est créée afin de rendre disponible leurs travaux : *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*. De nombreux historiens rejoignent les rangs du comité, par exemple Lucien Febvre, Ernest Labrousse, ou encore René Rémond. La recherche est centrée sur l'histoire politique du régime de Vichy, les structures résistantes et de collaborations. C'est le CH2GM qui concède l'ouverture des documents -jugés non communicables-. Cette accessibilité permet à de nouveaux chercheurs d'explorer ce sujet. Dans le Lot, c'est Pierre Laborie qui prend en main la recherche et devient correspondant pour le CH2GM entre 1968 et 1980. Ce poste lui permet de rédiger sa thèse portant sur l'évolution de l'opinion lotoise entre 1939 et 1945⁵³. C'est encore aujourd'hui l'ouvrage de référence pour étudier cette période.

1.2. Le renouveau historiographique des années 1970

Les crises de Mai 68 et la mort du Général De Gaulle en 1970 permettent de faire évoluer l'étude de la Seconde Guerre mondiale. En effet, une nouvelle génération de chercheurs -non témoins- s'installe sur les bancs des universités. Nous pouvons dater ce basculement

⁴⁹ AMOUROUX Henri, *La vie des Français sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1961.

⁵⁰ CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

⁵¹ Jean-Jacques Chapou (1909-1944) est un ancien professeur de Cahors, syndicaliste, révoqué par le régime pétainiste. Il entre dans la clandestinité et devient chef départemental d'un mouvement de résistance (Libération-Sud) en 1942. En 1944, il seconde le colonel Georges (Robert Noireau) et administre toute la Résistance lotoise.

⁵² Robert Noireau (1912-1999) est un résistant français, engagé dès 1940 dans la région parisienne. Il est contraint de s'exiler dans le Sud où il administre les mouvements de résistances dans le Gard, l'Aveyron et le Lot.

NOIREAU Robert, *Le Temps des partisans*, Évreux, Flammarion, 1978.

⁵³ LABORIE Pierre, *Résistants, Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

historiographique dès la sortie choc du film *Le Chagrin et la Pitié*⁵⁴ en 1971 et l'édition de *La France de Vichy* par Robert Paxton⁵⁵ en 1973. Une nouvelle phase s'opère dans la recherche. Le propos se déplace vers la politique de Pétain et sa relation avec l'Allemagne nazie. En effet, Paxton met en évidence la collaboration d'État et le positionnement antisémite de la France. Les historiens majeurs de ce renouvellement de la recherche sont Henry Rousso, Jean-Pierre Azéma et François Bédarida. La question du traitement des Juifs commence à prendre place dans la société, et la responsabilité de l'État français peine encore à s'affirmer⁵⁶. En 1978, le CH2GM disparaît et est remplacé par l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP). L'institut aborde l'ensemble de la période contemporaine, et non plus uniquement la Seconde Guerre mondiale. Cependant, le réseau de correspondants dans les départements est maintenu.

1.3. Histoire ou mémoire : des problématiques actuelles

Depuis la fin du XX^e siècle, de nouvelles problématiques sont abordées : le fonctionnement de l'occupation allemande, la Résistance et les camps de concentrations et d'extermination. C'est la chute du Mur de Berlin (1989) et la fin de l'Union Soviétique (1991) qui favorisent cet élan. Les historiens commencent à parler autour du malaise que cette période soumet à notre mémoire commune (Henry Rousso⁵⁷ ou Éric Conan⁵⁸). L'histoire juive évolue aussi par des mouvements politiques. Il faut attendre 1995 pour qu'un président de la République française, Jacques Chirac, affirme la place de la France dans le génocide juif. En 1997, une commission est enfin nommée afin d'étudier la spoliation des Juifs et trouver des moyens de restitution des biens pour leurs descendants. Tous ces événements sont concomitants pour faire avancer les courants de pensées et donc les recherches.

Au-delà des positions politiques, c'est principalement l'ouverture des archives qui permet ce nouvel essor dans la recherche. C'est l'IHTP, avec le concours du CNRS, qui est missionné pour numériser des archives et faciliter le travail des chercheurs. De plus, les sciences humaines se sont emparées de cette recherche offrant de nouveaux prismes d'études : l'histoire des mentalités, l'histoire de l'alimentation.

⁵⁴ Le réalisateur Marcel Ophüls tourne en 1969, à Clermont-Ferrand un reportage sur la Seconde Guerre mondiale. Dès sa sortie, le gouvernement en place et les chaînes de télévisions françaises stoppent sa diffusion. Ce film est un véritablement bouleversement car il présente des témoignages saisissants mais surtout des extraits d'époque, filmés par la propagande vichyste. Sa diffusion officielle est due à l'élection de François Mitterrand.

⁵⁵ PAXTON Robert, *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

⁵⁶ Nous parlons ici des travaux de Serge Klarsfeld menés au milieu des années 1980. Son travail aboutit à la publication d'un ouvrage transcendant en 1993, *Calendrier de la persécution des juifs en France, 1940-1944*, édité et publié par l'Association Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France.

⁵⁷ ROUSSO Henry, *Vichy : L'évènement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

⁵⁸ CONAN Éric, ROUSSO Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

2. Le Lot : sa place dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale

Terrain de notre étude, le Lot est, à la veille de la deuxième guerre un département, assez pauvre et peu industrialisé. Les Lotois sont majoritairement cultivateurs, pratiquant à juste titre, une agriculture de subsistance. Le blé, le maïs, le tabac, le chanvre ou encore le tabac y sont produits. Sa richesse provient de ses exportations de vins, tabac, noix et de truffes. Peu desservi par des routes, la plupart est dans un état déplorable. Les travaux dans les champs occupent ainsi une grande partie de la population, et particulièrement les enfants⁵⁹. Ce sont 160 00 habitants qui peuplent le département à la veille de la guerre, dans une France de 42 millions d'individus.

2.1. L'influence des témoignages

En effet, la fin de la guerre pousse de nombreuses personnalités à coucher sur le papier leurs exploits, leurs désillusions, en somme leurs vécus. Pour le Lot, ce sont les premiers « travaux ». Ils peuvent servir à l'historien pour dégager des problématiques. L'un des ouvrages fondamentaux est *Capitaine Philippe*⁶⁰, ou le récit de vie de Jean-Jacques Chapou. C'est une figure centrale dans les maquis lotois de 1942 à 1944. Le second, *Ombres et espérances en Quercy. Armée secrète et Groupes Vény du Lot*⁶¹, regroupe plusieurs témoignages sur les groupes Vény⁶² lotois. Ces récits de vie nous permettent de nous plonger dans le cœur des maquis, même si le manque d'aspect scientifique n'est pas à oublier.

« Toutes les denrées alimentaires sont contingentées, c'est-à-dire délivrées sur une présentation de tickets, à des dates annoncées par les journaux ou par affiches près des mairies. La sous-alimentation s'installe partout dans les villes et accompagne le marché noir ; les ruraux non productifs de denrées consommables mettent toutes leurs ressources dans l'alimentation, et s'ingénient à pratiquer les techniques d'un jardinage précaire et d'un élevage incertain dans ces résultats. »⁶³

⁵⁹ L'ensemble des éléments explicatifs provient de l'ouvrage de LARTIGAUT Jean, *Histoire du Quercy*, Toulouse, Privat, 1993.

⁶⁰ CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

⁶¹ PICARD Raymond, CHAUSSADE Jean, *Ombres et espérances en Quercy. Armée secrète et Groupes Vény du Lot, 1940-1945*, Toulouse, Privat, 1980.

⁶² Les Groupes Vény sont un mouvement de résistance d'obédience socialiste dirigé par le Colonel Jean Vincent (1883-1958) qui officie sous le pseudonyme de « Colonel Vény ».

⁶³ PICARD Raymond, CHAUSSADE Jean, *op. cit.*, p.38.

D'autres témoignages, tout aussi importants, nous permettent de voir, cette fois-ci la vie politique durant cette période. Les ouvrages biographiques de Robert Noireau⁶⁴ ou d'Henri Thamier⁶⁵ -souvent oubliés- ne sont pas à mettre de côté, bien au contraire.

2.2. L'apport de la recherche scientifique et érudite

Malheureusement, peu d'historiens ont écrit sur le Lot pour cette période. L'ouvrage synthétique majeur est celui de Jean Lartigaut paru en 1993⁶⁶. Le second livre essentiel traitant de ces faits est celui de Pierre Laborie⁶⁷, que nous avons abordé précédemment. Il réalise une étude quantitative et sérielle d'une grande qualité. Des ouvrages plus récents ont été publiés, ceux d'Anne Verdet⁶⁸ et de Cécile Vaissié⁶⁹. Anne Verdet, sociologue de formation, travaille sur l'habitude de vie des lotois et leur non-consentement au régime et les systèmes parallèles mis en place pour lutter. Celui de Cécile Vaissié est le dernier en date. Paru en 2016, elle s'attache à répondre à des questions personnelles en croisant de nombreuses archives. L'activité des sociétés érudites et associations d'histoire est très importante dans le Lot et il est nécessaire de compléter toutes études historiques avec leurs recherches. Nous parlons ici de l'association Racines⁷⁰ d'Alvignac ou encore de la Société des Études du Lot⁷¹. Toutefois, le thème de la Seconde Guerre mondiale est peu traité dans ces associations. Dans un horizon plus étendu, le Sud-Ouest souffre de ce manque d'intérêt historique scientifique pour ce moment de l'histoire. Il manque une synthèse départementale plus récente. Certains des ouvrages présentés commencent à dater.

2.3. Face à un manque de ressource : l'étude des départements limitrophes

En effet, il est toujours très intéressant en Histoire d'étudier des villes ou des départements voisins pour observer ce qu'il s'y passe au même moment. Pour cette étude, nous

⁶⁴ NOIREAU Robert, *Le Temps des partisans*, Évreux, Flammarion, 1978.

⁶⁵ THAMIER Henri, *Le Rouge et le Cœur*, Cahors, Tardy Quercy, 1988.

⁶⁶ LARTIGAUT Jean (dir.), *op. cit.*

⁶⁷ LABORIE Pierre, *op. cit.*

⁶⁸ VERDET Anne, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

⁶⁹ VAISSIÉ Cécile, *Cahors et le Lot sous l'Occupation. Résistance, collaboration, épuration*, Orthez, Gascogne, 2016.

⁷⁰ « Racines » est fondée le 14 octobre 1995 et a possédé plusieurs commissions de recherche. Nous y retrouvons l'œnologie, la généalogie, l'archéologie, la randonnée, ou encore la langue française. Par l'édition d'ouvrage, par la publication de bulletins annuels ou par l'organisation de conférences et manifestations publiques, l'association propose une très qualité de recherche considérable.

⁷¹ Société érudite fondée en 1872, elle « se propose de faire tout ce qui lui sera possible pour explorer le pays, découvrir et préserver de la destruction tous les objets d'art et tous les documents relatifs à l'histoire du Quercy, rendant hommage aux grands hommes qu'il a produits et diffuser ainsi le goût des sciences, des lettres et des arts ».

<https://societedesetudesdulot.org/association/historique/>

privilegions des zones rurales et géographiquement proches du Lot. Pour la Dordogne, de nombreuses études sont faites, notamment celle de Marie-Thérèse Viaud⁷², qui revient en détail sur la vie quotidienne en Périgord entre 1939 et 1949. Également l'ouvrage récent d'Anne-Marie Cocula et Bernard Lachaise⁷³ sur la Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale permet de mettre à neuf cette histoire. Il y a aussi des études faites sur l'Aveyron⁷⁴, le Cantal⁷⁵ ou encore le Gers⁷⁶ qui sont tout aussi pertinentes.

3. L'alimentation en France dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale

Les historiens n'ont pas encore pleinement pris en main la thématique de l'alimentation. Parmi les ouvrages pionniers, mais aujourd'hui éloignés, nous pouvons citer *Le mangeur du XIX^e siècle. Une folie bourgeoise : la nourriture* de Jean-Paul Aron⁷⁷ ou encore Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari⁷⁸. Nous retrouvons des ouvrages généraux mais ils se centrent autour d'un contexte social particulier. Par exemple, si nous faisons l'histoire du monde rurale, la donnée alimentaire est souvent traitée autour des crises climatiques ou politiques.

Pour contextualiser notre recherche, nous avons lu différentes études sur la donnée alimentaire en Histoire : *Histoire de l'alimentation* de Jean-Pierre Williot et Gilles Fumey⁷⁹ ou encore *Histoire de l'alimentation des Français* d'Éric Birlouez⁸⁰. Pour le Lot, l'une des principales ressources est un article de géographie produit au milieu du XX^e, « Étude géographique de l'alimentation dans le département du Lot entre 1840 et 1880 »⁸¹. Pour la période de 1939-1949, l'alimentation se retrouve dans les chapitres autour de la vie quotidienne -Jean-Pierre Azéma et François Bédarida⁸². Le livre dirigé par Nicolas Beaupré⁸³, qui est en outre l'ouvrage de référence pour traiter des deux guerres mondiales, s'attache à dresser un chapitre entier. La seule encyclopédie historique pour l'alimentation est celle de Florent Quellier de 2021⁸⁴.

⁷² VIAUD Marie-Thérèse, « La Dordogne », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 135-151.

⁷³ COCULA Anne-Marie, LACHAISE Bernard, (dirs.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*, Aubas, Éditions Fanlac, 2020.

⁷⁴ FONT Christian, « Une enquête orale menée en Aveyron », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 503-526.

MARCY Jean-Philippe, « Le marché noir en Aveyron vu à travers la presse », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 395-410.

⁷⁵ MARTRES Eugène, « Le Cantal », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 119-133.

⁷⁶ FITAN Jacques, « Le Gers », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 153-167.

⁷⁷ ARON Jean-Paul, *Le mangeur du XIX^e siècle. Une folie bourgeoise : la nourriture*, Paris, Les Belles Lettres, 1976.

⁷⁸ FLANDRIN Jean-Louis, MONTANARI Massimo, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996.

⁷⁹ WILLIOT Jean-Pierre, FUMEY Gilles, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021.

⁸⁰ BIRLOUEZ Éric, *Histoire de l'alimentation des Français*, Rennes, Ouest-France, 2022.

⁸¹ MAZIERES B., « Étude géographique de l'alimentation dans le département du Lot entre 1840 et 1880 », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 25, fascicule 4, 1954, p. 293-312.

⁸² AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires*, t. 1 & 2, Paris, Seuil, 2000, [1993].

⁸³ BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012.

⁸⁴ QUELLIER Florent, *Histoire de l'alimentation. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Belin, 2021.

3.1. Une première approche au travers de la Première Guerre mondiale

Face à un manque concret de ressources, il est alors intéressant de se tourner vers les travaux abordant la question alimentaire lors de la Première Guerre mondiale. Cette thématique est largement plus active que pour la deuxième guerre. En effet, des institutions politiques et culturelles ont pris en main cette question. L'Historial de la Grande Guerre de Péronne ou encore l'Institut Européen des Cultures et de l'Alimentation de Tours ont réalisé de nombreux travaux. Les archives creusoises, également, ont réalisé une exposition sur la donnée alimentaire sur plusieurs siècles, en mettant en valeur leurs sources. Aujourd'hui, elle est consultable en ligne⁸⁵. France Culture avec « *Manger au temps de la Grande Guerre* » a contribué à faire connaître aux curieux ces problématiques⁸⁶.

Dans les ouvrages historiques, il est nécessaire de mentionner les travaux d'Éric Alary⁸⁷, dont son ouvrage paru en 2018, *La Grande Guerre des civils* qui aborde la guerre et la vie quotidienne à l'arrière. Cette recherche est toujours d'actualité avec Emmanuelle Cronier et Stéphane Le Bras qui se sont spécialisés sur la viande durant cette période⁸⁸. Également, nous avons les travaux de Marie Llosa portant sur la conserve alimentaire pendant la Première Guerre mondiale⁸⁹.

3.2. Quelques travaux majeurs

Malgré la faible production d'écrit sur l'alimentation pour notre période étudiée, la majorité des ouvrages sont fondamentaux. Tout d'abord, pour ce qui est de la vie quotidienne des Français durant ces années noires, nous ne pouvons pas oublier d'aborder les travaux collectifs d'Éric Alary, Bénédicte Vergez-Chaignon et Gilles Gauvin qui proposent une analyse nouvelle sur la période⁹⁰. L'historienne pionnière est Dominique Veillon qui travaille sur la vie quotidienne, l'alimentation, ou la mode sous le régime de Vichy. Elle propose en 2003, un ouvrage intitulé *Vivre et survivre en France (1939-1947)*⁹¹ que nous pouvons définir comme

⁸⁵ L'exposition « À Table ! » s'est déroulé du 20 octobre 2015 et le 15 avril 2016 à Guéret.

<https://archives.creuse.fr/decouvrir/expositions-en-ligne/a-table->

⁸⁶ « Manger au temps de la Grande Guerre », *Les Bonnes choses*, France Culture, 11 novembre 2018.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-bonnes-choses/manger-au-temps-de-la-grande-guerre-3371897>

⁸⁷ ALARY Éric, *La Grande Guerre des civils*, Paris, Perrin, 2018.

⁸⁸ CRONIER Emmanuelle, LE BRAS Stéphane, « Nourrir Paris : modernités alimentaires à l'époque contemporaine », *Raison présente*, 2020, n°213, p. 51-60.

⁸⁹ LLOSA Marie, « La conserve alimentaire au service du soldat : une production de guerre ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, 2008, p. 80-83.

⁹⁰ ALARY Éric, VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, GAUVIN Gilles, *Les Français au quotidien (1939- 1949)*, Paris, Perrin, 2009, [2006].

⁹¹ VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 2003.

fondamental pour notre étude. Elle reprend le travail de Michel Cépède⁹², du début des années 1960.

Pour ce qui est du vin du Quercy et de Cahors, il n'y a pas d'ouvrages qui traitent spécifiquement de la période recherchée. Nous pouvons cependant nous appuyer sur des ouvrages majeurs pour dresser le contexte du monde viticole lotois à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Nous pensons ici au recueil compilé par Patrice Foissac, Pascal Griset et Léonard Laborie, *Vins de Cahors et du Quercy : Un recueil sur l'histoire des hommes, des lieux et des produits*, paru en 2021⁹³, ou encore à l'ouvrage de Sophie Brenac-Lafon, *Vignoble et vin de Cahors de 1650 à 1850*, (2021)⁹⁴. Version abrégée de sa thèse, Sophie Brenac-Lafon revient en détail sur une période d'expansion et de dynamisme du vignoble cadurcien. Nous avons l'ouvrage de Marcel Lachiver pour un regard global sur le vin⁹⁵. Cependant, dans notre période étudiée, l'unique ouvrage est celui de Christophe Lucand⁹⁶. Il n'hésite pas à abattre l'omerta qui s'est mis en place au lendemain de la Libération dans les vignes françaises. Autre historien majeur pour l'étude, Fabrice Grenard - spécialiste du ravitaillement sous l'Occupation, de la Résistance et des maquis- a rédigé deux ouvrages portant sur la place du marché noir en France⁹⁷ et les scandales liés aux ravitaillements⁹⁸.

3.3. Le succès de l'exposition *Les Jours sans*

Pour pouvoir réaliser notre exposition l'un des supports essentiels est le catalogue de l'exposition du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon (CHRD), *Les Jours sans*⁹⁹. Reprenant la chanson mythique de Fernandel (1903-1971) par son titre, ce travail nous a aidé autant pour la scénographie, l'inspiration, les textes, l'iconographie ou mêmes les objets. La thématique majeur est l'alimentation et les pénuries en temps de guerre.

Le CHRD, depuis sa création en 1992, propose des expositions épatantes autant par leurs textes, leurs iconographies que par leurs objets. *Les Jours sans* a été visitable du 13 avril 2017 au 28 janvier 2018. Les équipes scientifique et muséale proposent un parcours autour des difficultés du rationnement et des systèmes parallèles pour contrer la pénurie. Les décisions du régime de

⁹² CÉPÈDE Michel, *Agriculture et Alimentation en France durant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris Génin, 1961.

⁹³ FOISSAC Patrice, GRISET Pascal, LABORIE Léonard, *Vins de Cahors et du Quercy : Un recueil sur l'histoire des hommes, des lieux et des produits*, Pessac, MSHA, 2021.

⁹⁴ BRENAC-LAFON Sophie, *Vignoble et vin de Cahors de 1650 à 1850*, Pessac, MSHA, 2021.

⁹⁵ LACHIVER Marcel, *Vins, vignes et vignerons. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1997.

⁹⁶ LUCAND Christophe, *Le vin et la guerre. Comment les nazis ont fait main basse sur le vignoble français*, Paris, Armand Colin, 2017.

⁹⁷ GRENARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008.

⁹⁸ GRENARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

⁹⁹ CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

Vichy et l'occupation allemande facilitent la malnutrition dans le centre urbain lyonnais. Les enfants sont abordés par la présentation différents jouets de l'époque autour de l'alimentation comme un jeu de l'oie. Les femmes, partie de la population la plus impactée par ces décisions, sont centrales dans l'exposition. Pour conclure, l'exposition du CHRD replace cette thématique dans le milieu cinématographique et musical. Nous y voyons Bourvil et Gabin pour *La Traversée de Paris* de Claude Autant-Lara, sorti en 1956. Les chansons sont à l'honneur également. La problématique alimentaire est prise en compte dans les paroles puisqu'elle est au cœur de la vie quotidienne. Les auditeurs peuvent s'y reconnaître. Nous pouvons par exemple citer Fernandel avec ses « *Jours sans*¹⁰⁰ » (1942) ou Georgius¹⁰¹ avec « *Elle a un stock*¹⁰² » (1940).

3.4. Prendre en compte les travaux des autres pays

Nous ne pouvons pas nous limiter aux travaux franco-français pour comprendre les problématiques de l'alimentation. Les travaux belges et anglo-saxons sont les plus aboutis pour ces questions : Elizabeth Collingham et *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*¹⁰³ ou Gesine Gerhard et son histoire de l'alimentation dans le Troisième Reich¹⁰⁴. En Belgique, les historiens ont pleinement saisi cette histoire. Nous pouvons citer l'ouvrage de 2017, *Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1948)*¹⁰⁵, qui donne un premier aperçu complet sur ces phénomènes. Le dernier ouvrage sorti est celui de Mouré Kenneth portant sur le marché noir en France¹⁰⁶.

Aussi, nous pouvons mentionner le travail de notre ancienne directrice de mémoire à la faculté de Limoges, Clotilde Druelle-Korn. Elle travaille depuis de longues années sur le ravitaillement de la France occupée entre 1914 et 1919¹⁰⁷. Elle centre son étude sur la participation active de l'ingénieur Herbert Hoover¹⁰⁸ et des « neutres » dans ce ravitaillement. Son étude s'est déplacé également de part et d'autre de l'Atlantique, avec la *Commission for Relief in Belgium* (CRB), la première organisation non-gouvernementale traitant du ravitaillement des population occupées.

¹⁰⁰ Il est question de présenter les privations quotidiennes avec une musique enjouée.

¹⁰¹ Georges Auguste Charles Guibourg -dit Georgius- (1891-1970) est un chanteur, comédien, chansonnier et écrivain français, populaire durant l'entre-deux-guerres.

¹⁰² Il s'agit d'une goulante (chanson populaire) humoristique sur une femme, appelée « Madame Duchnock », qui entasse des provisions un peu partout dans sa maison.

¹⁰³ COLLINGHAM Elizabeth M., *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, Londres, Allen Lane, 2011.

¹⁰⁴ GERHARD Gesine, *Nazi Hunger Politics: A History of Food in the Third Reich*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2015.

¹⁰⁵ BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, *Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1948)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2017.

¹⁰⁶ KENNETH Mouré, *Marché noir : The Economy of Survival in Second World War France*, Cambridge, Presses Universitaires de Cambridge, 2023.

¹⁰⁷ DRUELLE-KORN Clotilde, *Food for Democracy ? Le ravitaillement de la France occupée (1914-1919)*, Herbert Hoover, le Blocus, les Neutres et les Alliés, Bruxelles, Peter Lang, 2018.

¹⁰⁸ Herbert Clark Hoover (1874-1964) est Secrétaire du Commerce des États-Unis entre 1921 et 1928 et devient ensuite le 31^e Président du pays de 1929 à 1933.

4. Une approche muséale de l'exposition : la méthode scénographique

N'ayant jamais réalisé d'exposition, nous nous sommes particulièrement renseignés sur les différentes tendances et méthodes à adopter lors de la réalisation d'une exposition. En effet, nous avons réalisé une lecture dynamique de différents ouvrages sur la muséologie. C'est un jeune champ de recherche :

« Elle en étudie l'histoire et le rôle dans la société, les formes spécifiques de recherche et de conservation physique, de présentation, d'animation et de diffusion, d'organisation et de fonctionnement, d'architecture neuve ou muséalisée, les sites reçus ou choisis, la typologie, la déontologie. »¹⁰⁹

L'historiographie autour du musée s'est d'abord concentrée autour des problématiques liées à la conservation et à l'architecture. Le bouleversement du champ de recherche débute en même temps que le développement de la sémiologie¹¹⁰ et de « la crise des musées »¹¹¹ des années 1960. Nous voyons alors le développement d'une sensibilité nouvelle tournée autour de la recherche du langage et des spécificités du musée. C'est dès les années 1970-1980, que le renouvellement s'opère. Par son questionnement autour de la place du musée dans la société, la muséologie se rapproche de la sociologie. L'histoire sert à la muséologie afin de comprendre la dimension patrimoniale de l'institution. Ce nouveau champ d'étude, par sa mission didactique au travers des cours et conseils donnés, se veut pédagogique et communicante. Le musée devient un média au travers duquel nous pouvons analyser son environnement et ses cadres de fonctionnement.

Nous avons commencé -pour une étude rapide et claire- par lire les ouvrages et les études majeures de Dominique Poulot¹¹². Cependant, le livre essentiel est *La Muséologie. Histoire, développements, enjeux actuels*¹¹³. Il n'est pas uniquement centré sur les musées d'arts -comme le sont la plupart des ouvrages de muséologies. Il donne à voir les grands aspects de la discipline muséale : sociologie, science de la communication, histoire, architecture, etc. Il nous permet de faire

¹⁰⁹ WEISS Hélène (dir.), *La Muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989.

¹¹⁰ « Étude générale, science des systèmes de signes (intentionnels ou non) et des systèmes de communication » <https://www.cnrtl.fr/definition/s%C3%A9miologie>

¹¹¹ HERBIN Frédéric, « Introduction. « De la crise du musée à la critique institutionnelle : les circonstances de l'analyse de l'institution muséale au tournant des 1960-1970 » », *Journée d'étude : « Les artistes face à l'institution muséale (fin des années 1960 – années 1970) »*, InTRU, Tours, Université François Rabelais de Tours, 2010.

Cette période a mis en lumière l'élitisme des musées, souvent fréquentés / exclusivement fréquentés /, par les classes cultivées. Elle a montré l'élitisme du lieu (fréquentés exclusivement par les classes cultivées) et a pronostiqué sa mort.

¹¹² POULOT Dominique, « Le musée d'histoire en France entre traditions nationales et soucis identitaires », *Anais do Museu Paulista*, São Paulo, vol. 15, n° 5, juillet-décembre 2007, p. 293-316.

POULOT Dominique, « Musées et collections : pour une histoire de la patrimonialité », *Histoire de l'art*, n° 62, avril 2008, p. 3-9.

POULOT Dominique, *Musée et muséologie*, Paris, La Découverte, 2009.

¹¹³ Paris, Armand Colin, 2021 [1^{er} édition 2005].

Il s'agit de la cinquième édition de l'ouvrage. C'est l'édition la plus élaborée puisqu'elle contient dix cartes blanches (une par chapitre et en relation avec le thème) données à dix auteurs, choisis pour leurs compétences. Cet ajout permet de donner plus de perspective à l'ouvrage. Les remises à jour montrent l'intérêt pour cette science mais également la nécessité à se maintenir au plus près des problématiques sociétales ou même économiques du siècle.

émerger rapidement des questionnements autour de la construction et la mise en place d'une exposition, à travers, plus particulièrement, le chapitre 6¹¹⁴. En effet, cette partie renseigne sur les positions que doivent prendre les scénographes, l'importance du texte (longueur, police d'écriture, *etc.*) ou encore l'utilisation et les recommandations pour les supports numériques. Cet ouvrage est d'une grande aide pour la muséologie francophone. Il est d'utilité fondamentale pour commencer à travailler autour de cette thématique. Ainsi, il est notre base pour toute justification.

¹¹⁴ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 165-214.

Conclusion

En définitive, cette première partie, nous a permis de présenter les éléments de contexte venant exposer nos thèmes de recherche. Les attentes de la Ville de Cahors sont considérables pour le prochain musée et nous devons proposer un média à la hauteur escomptée. Un musée reste un symbole dans le cœur du public qu'il ne faut pas discréditer. Le Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot jouit d'un certain attachement auprès de ces sympathisants qui faut prendre en compte. Il a une place significative dans l'idée de transmission d'une mémoire. Toutefois, il est imparablement nécessaire que le futur musée ait pour objectif de transmettre une histoire, et non plus une mémoire. C'est ici que réside toute la complexité de l'action à mener et la nécessité de réaliser d'ores et déjà des actions « hors-les-murs » pour sensibiliser sur ce patrimoine. C'est par l'étude et la recherche dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale que nous pouvons trouver des bases. L'historien se doit de maîtriser un sujet, à partir, d'abord, d'une littérature scientifique, pour pouvoir proposer une méthodologie rigoureuse. C'est dans cette démarche que nous nous plaçons.

Également, nous sommes scénographes au travers de cette mission. Nous devons œuvrer pour la mise en place d'une exposition et nous n'en n'avons jamais fait. Notre but est donc de pouvoir proposer à tout le monde -sans faire de différence- plusieurs types d'informations : textuelles, visuelles, ou même auditives. Nous savons que le public qui se rend dans les lieux d'exposition est singulier. Nous voulons proposer du contenu intéressant pour les personnes connaissant le contexte de la Seconde Guerre mondiale dans le Lot mais également pour les personnes n'ayant pas de bases.

Cette enquête nécessite également une grande fouille dans les archives. Notre première problématique étant posée, nous devons trouver des pistes de réponses et donc éléments de réflexions.

Partie II – Méthode historique et application : la place centrale des archives

Introduction

Jules Michelet (1798-1874), un des fondateurs de l'Histoire du XIX^e siècle a très vite saisi l'importance que recèlent les archives, ces documents usées par le temps et par le passage des hommes. « *C'est dans les documents conservés aux archives que niche la vérité d'un passé. De ces papiers morts, il fait surgir le sang du peuple* »¹¹⁵. En effet, les archives dans leur matérialité et leur masse permettent de déduire, analyser et interpréter un fait. Terroir fertile de l'historien, l'archive est grâce aux lendemains de la Révolution française, un élément centralisateur de la recherche historique. Notre recherche effectuée auprès de plusieurs services d'archives publiques et privés s'est déroulé conjointement avec nos lectures.

Dans un premier chapitre, nous reviendrons en détail sur la construction de la méthodologie historique au travers des siècles. Nous aborderons ensuite les archives que nous avons pu consulter au niveau départemental et municipal ainsi que leurs apports pour nos problématiques. La dernière partie est consacrée à présenter les autres structures qui nous ont permis d'accroître notre recherche.

¹¹⁵LAURENTIN Emmanuel, POTIN Yann, « Avoir raison avec Jules Michelet », France Culture, mardi 17 juillet 2018, 29 minutes.

Chapitre 1 : La construction de la méthodologie historique : la place centrale des archives

1. L'histoire de l'histoire ou l'historiographie

À quoi sert l'histoire ? Qu'est-ce que l'historiographie ? Par définition, il s'agit en quelque sorte de l'histoire de l'histoire ou l'étude des textes écrits par des historiens du passé. C'est un champ qui cherche à comprendre comment l'histoire s'est forgée, écrite, comprise et utilisée. C'est un vaste et infini travail où nous nous efforçons de trouver des ruptures, des bouleversements dans l'histoire. Il est question de mettre en évidence des courants et des écoles de pensées. Aujourd'hui, l'historiographie se modifie par le recours à des pratiques sociologiques. Il est davantage question de se demander quel est le degré d'instrumentalisation conscient ou non lors de leurs pratiques, qu'il soit politique ou idéologique. La neutralité ne peut exister.

Les écoles historiques sont souvent des regroupements de chercheurs, réunis autour d'une même pensée, d'un intérêt et des méthodes communs. Dès lors que l'histoire devient science au XIX^e siècle, les écoles naissent. Cependant, les auteurs de ces écoles ne savent pas qu'ils sont dans ce groupe au moment de leur production, c'est un concept. Pour l'expliquer nous allons brosser les différentes époques et écoles historiques. Bien évidemment ce paysage linéaire de l'historiographie est bien plus complexe. Les historiens de l'époque ne savent pas à quels mouvement ils appartiennent, c'est une création tardive.

1.1. L'histoire comme succession de faits et de dates ?

C'est l'image d'Épinal d'un grand nombre de la population : l'histoire n'est faite que de dates et de faits marquants. Or pour les historiens, elle est un questionnement par trace, puisqu'elle n'est pas exacte. C'est de la science, une science humaine. L'histoire peut se définir par son rapport au temps et à l'utilisation de concepts. A l'inverse de la sociologie et de sa dimension synchronique, la discipline historique se comprend dans une dimension diachronique. Les faits y sont étudiés à travers leurs successions dans le temps. Se pose alors la question, en histoire, de son commencement et de sa fin. Pendant longtemps, on pensait que l'histoire devait s'étudier dès la mort des derniers témoins. La Seconde Guerre mondiale est venue bousculer cette idéologie, avec la création de l'IHTP.

1.2. Le genre historique créé dans l'Antiquité ?

Les Grecs ont très vite adopté une conception cyclique du temps où la nature humaine est pérenne et donc elle peut entraîner un retour des mêmes événements. La question de transmission devient centrale. Plusieurs auteurs ont fait émerger un nouveau genre littéraire, doté de méthodes. Hérodote (480-425 avant notre ère) et son ouvrage *Historiae*¹¹⁶ raconte les guerres médiques¹¹⁷. Il affirme très vite que son but est de préserver de l'oubli ces événements, se plaçant dans une vocation mémorielle. Thucydide (460-400 avant notre ère) rajoute une nouvelle démarche, celle de critiquer les sources. Dans son ouvrage *L'histoire de la guerre du Péloponnèse*¹¹⁸, au-delà de la vocation mémorielle, il souhaite prendre une distance avec l'opinion publique, car il est engagé durant ces événements.

Commence à se dessiner une envie de critiquer des sources pour séparer l'ordre factuel et l'ordre mémoriel. Les témoignages sont perçus comme une source. Nous sommes dans une démarche d'historiens contemporains : il étudie des sources, définit ce qui est et ce qui n'est pas sources, établit des faits et les structure dans des chaînes causales. La recherche de cohérence est centrale, mais il sait que sans l'accès à toutes les sources, son récit est amené à évoluer au grès des découvertes. Pour d'autres auteurs antiques, l'importance de la biographie est majeure pour son sens politique et son lien avec la mémoire¹¹⁹. Il n'y a pas de codes historiques dans le sens d'aujourd'hui mais nous avons une intention pour le passé. Nous ne pouvons pas dire que l'histoire est née pendant l'Antiquité car pour eux il s'agit de récit des faits dont la vocation est mémorielle et donc politique.

1.3. La discipline historique au Moyen Âge

Au Moyen Âge, c'est la donnée religieuse qui bouleverse la perception de l'histoire par un temps linéaire. L'histoire est régie par Dieu et les Hommes doivent s'adapter à cela. Nous ne devons pas y voir une soumission des hommes par l'Église, il s'agit alors d'une vision révolutionnaire et anachronique des faits. Beaucoup de penseurs médiévaux, comme Saint-Augustin (354-430) vont mêler l'histoire à la morale, à la théologie et au droit. Elle doit servir et ne peut être autonome puisqu'elle est conduite par Dieu. Nous comptons aussi des

¹¹⁶ Signifiant enquête en grec. L'ouvrage est rédigé vers 445 avant notre ère et se compose de neuf livres.

¹¹⁷ Les guerres médiques ont opposé l'Empire achéménide des Perses à une coalition de cités grecques (460-479 avant notre ère). Ces événements ont permis à Athènes de prendre une place majeure en Mer Égée.

¹¹⁸ Il est question de la guerre entre la Ligue du Péloponnèse -représentée par Sparte- et la Ligue de Délos -menée par Athènes- entre 431 et 404 avant notre ère.

¹¹⁹ Nous pouvons ici citer *Vie des douze Césars* de Suétone (70-140), écrite entre 119 et 122 de notre ère. Il s'agit de la biographie des premiers dirigeants et empereurs romains ayant porté le titre de César (César, Auguste, Claude, Néron, Galba, Vespasien, etc.)

historiographes, comme Éginhard (770-840) et sa biographie sur Charlemagne¹²⁰. L'ensemble des textes produits au Moyen Âge est cadré par la religion. Malgré les chroniques¹²¹ ou les compilations, il n'y a pas de réelles histoires au sens de l'analyse des faits et de méthodes. Toutefois, la volonté d'instruire est présente par les détails donnés.

1.4. La place de la Renaissance

Dès le XVI^e siècle, les auteurs antiques sont redécouverts. La lecture d'Hérodote, Thucydide, Tacite¹²² ou encore Plutarque¹²³ montre l'existence d'un passé antérieur au christianisme. D'autre part, des humanistes se rapprochent des sources bibliques, et les traduisent dans un grand nombre de langues. Se forment alors un esprit critique sur le passé. Le rapport au temps est repensé puisque la régie du temps par Dieu s'essouffle dans certains milieux. Il y a aussi l'idée de rupture avec la dénomination tardive de Renaissance pour exprimer la séparation entre les hommes médiévaux et les personnes de cette période. L'image noire du Moyen Âge se façonne. La progression des connaissances autour des fouilles archéologiques amène un certain progrès. Ainsi, les humanistes ont fait un retour majeur sur les sources, tout en développant un esprit critique. La notion de rupture se façonne et le raisonnement se développe. L'histoire se régie par la raison.

1.5. L'époque moderne

L'époque moderne pose les jalons pour l'étude des sources et de leur véracité. Avec la naissance de la philosophie, la critique du pouvoir est chose majeure. Tout est classé dans des catégories. *L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* (1751-1772) par Denis Diderot (1713-1784) et Jean d'Alembert (1717-1783) synthétise cette connaissance d'un temps où le savoir doit être compilé. Certains philosophes, comme Emmanuel Kant (1724-1804), réfléchissent à la finalité de l'histoire et d'une raison gouvernant le monde. L'histoire pour eux doit tendre vers le progrès. On se rapproche alors de sciences exactes, là où l'histoire n'en est pas. L'histoire est faite par ceux qui ont un sens critique des sources, mais ils sont discrédités parce qu'ils ne correspondent à l'ère du temps.

¹²⁰ Il s'agit de *Vita et gesta Caroli Magni*, écrite vers 830. C'est l'une des sources les plus importantes pour étudier Charlemagne, ses réalisations ou encore son règne.

¹²¹ Nous pouvons penser ici par exemple à *Historia regum Britanniae*, écrite entre 1135 et 1138 par Geoffroy de Monmouth (1095-1155). Il est question de l'histoire légendaire des rois de l'île de Bretagne, où nous retrouvons Merlin ou encore Pendragon. C'est elle qui fige la légende arthurienne.

¹²² Historien, philosophe et sénateur romain (v. 58-v.120 après notre ère).

¹²³ Philosophe et penseur romain d'origine grecque (v.46-v.125 après notre ère).

1.6. La rupture avec la Révolution française de 1789

La Révolution française de 1789 marque une rupture essentielle entre le passé et le présent, l'Ancien Régime et la nouveauté. La notion de patrimoine implose et prend un sens concret dans les textes. L'ambition mémorielle passe par la conservation, en héritage, des Biens. Il faut transmettre aux générations futures pour leur montrer un passé royaliste, monarchique et qu'il est révolu. Le musée devient le cœur de la sauvegarde d'un patrimoine national¹²⁴. Les acteurs de la Révolution ne veulent pas que l'histoire soit écrite par les ennemis du mouvement et pour l'écrire il faut préserver les archives et les objets. La population doit adhérer à cette idée de progrès.

2. Le rôle prédominant des archives dans la recherche historique

L'archive est centrale dans la recherche historique. Dans toutes recherches historiques, nous sommes confrontés à ces documents, qu'ils existent ou non. Le manque d'archives est aussi un signe, la recherche est alors déjà engagée. Ce sont des documents écrits, dessinés, iconographiques, sonores ou encore animés. Comme vu précédemment, l'Antiquité apporte la nécessité de recourir aux témoignages. Toutefois, le processus de centralisation débuté au Moyen Âge -à cause de grande perte de document lors de voyages officiels¹²⁵- permet de signifier que l'écrit est aussi une trace de son existence, quel qu'il soit. Ce sont les mouvements révolutionnaires qui fondent les Archives nationales à la fin du XVIII^e siècle, dans cet objectif de centraliser les biens nationaux. La loi du 7 Messidor An II (25 juin 1794) fait élargir les dépôts d'archives pour les départements.

C'est au XIX^e siècle que l'histoire et l'étude archivistique se théorisent réellement comme science sociale. Augustin Thierry (1795-1856), père de l'Histoire française, établit un important travail de recherche autour des chroniques médiévales du XI^e et XII^e siècles et sur des chartes communales pour rédiger *Lettres sur l'histoire de France* en 1827. Il travaille principalement sur les débuts du Moyen Âge et de l'Antiquité. Autre père, Jules Michelet (1798-1874) avec son *Histoire de France*, suivie d'*Histoire de la Révolution* publiées entre 1833 et 1875, réalise des ouvrages monumentaux. Aujourd'hui, il est nécessaire d'être critique par rapport à la tonalité de son

¹²⁴ LEROY Charlotte, « Le Périgord au temps des Mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde DRUELLE-KORN, Limoges, 2022, p. 23-56.

¹²⁵ Nous pensons ici à un fait marquant que l'histoire de France et la tradition ont rapporté. Le 5 juillet 1194, lors de la bataille de Fréteval, Philippe Auguste (1165-1223) -roi de France- perd une grande partie de ses archives. Dès lors, il est décidé, selon la tradition de fonder à Paris un dépôt permanent pour les archives royales. En réalité, ce sont les « *Livres de comptes du domaine* » qui sont égarés et rien ne peut attester que le roi a cherché à créer un fonds d'archives. POTIN Yann, « 1194 : le roi perd ses archives ... », *L'Histoire*, n° 283, janvier 2004.

écriture mais il s'agit d'un travail majeur dans la recherche archivistique. Ce sont les deux premiers historiens à valoriser l'étude de documents originaux. Leur apport dans la discipline permet de la renouveler. Néanmoins, le XIX^e siècle est la période d'écriture du roman français, de la Belle Histoire de France où il faut trouver des figures centrales et des dates marquantes pour lier la nation. Ils sont tous deux imprégnés de cette culture où la véracité historique peut être mise de côté face à l'idéalisation des faits. Ces mouvements permettent l'amorçage de l'institutionnalisation de la discipline, amenant à la création de métier nouveau, qu'il faut définir. La sauvegarde de l'histoire, qu'elle soit immeuble, meuble ou écrite, est une partie du patrimoine français.

L'histoire se théorisant, des écoles naissent, comme l'École des Annales dès la fin de la Grande Guerre, et jusqu'aux années 1960. Portée par les historiens Lucien Febvre (1878-1956) et Marc Bloch (1886-1944), l'archive reste toujours aussi fondamentale. Son poids est même pesant, au regard d'importantes campagnes de rééditions d'ouvrages antiques, anciens et annotés.

Une historienne met un point d'honneur sur la place des archives dans le travail historique, Arlette Farge (1941-). Dès 1989, dans son *Goût de l'archive*, elle confie son rapport personnel aux documents qu'elle étudie, son relation « *face aux archives* ». Également, dans un travail plus attentif, Alain Corbin (1936-) bouleverse la donnée archive avec l'histoire des sensibilités et la place de l'émotion dans l'histoire, et donc les archives. Où trouver l'émotion quand on lit une archives, est-elle transcribable ? De même pour le parfum, les flots, la jouissance ou encore le silence ...

Maintenant, la recherche est facilitée par la numérisation des documents et par les politiques d'accès anticipé à certains documents contemporains. L'archive est plus accessible : par mail, par scan, par photographie, *etc.* La salle de lecture des archives peut se transposer chez soi. Les archives privées ont pris une place prédominante dans la recherche aujourd'hui, mettant de côté les archives publiques de l'administration. Pour certains, il est préférable de trouver des écrits anonymes, des journaux intimes, des petits bouts de documents qui permettent une réelle immersion face à des documents sans particularité. Une nouvelle relation naît entre le sujet et l'archive. L'autre rapport de force, que nous pouvons retrouver dans les archives, est le fait de composer avec les collectionneurs antiquaires ou bibliothécaires. Il faut alors se créer des relations pour pouvoir avoir un petit accès à leurs collections. Ils possèdent souvent des documents rares voire inexistantes dans les centres d'archives.

3. Comment faire de l'Histoire ?

L'archive a une place centrale dans la recherche, mais l'historien ne peut pas se reposer uniquement sur cela. La science historique est composée d'une certaine méthodologie, critique envers ses sources. Une simple lecture des écrits ne peut pas être. Il faut questionner son document dans son contexte d'écriture, autour des personnes qui les écrivent ou les dictent. Le papier en lui-même, dans sa composition, est une première approche dans la recherche.

Cette démarche rigoureuse importe d'interpréter le document le plus « *impartialement* »¹²⁶. Nous ne devons pas avoir un regard anachronique sur lui. Pour commencer, toute recherche débute par la constitution d'un corpus de sources à aller fouiller. Souvent l'historien y compile un grand nombre de cotes à consulter afin de ne pas se limiter dans sa recherche. C'est après au fur-et-à-mesure du dépouillement que la recherche peut se préciser. Dans cette idée d'impartialité, l'historien ne croit pas tout ce qu'il lit dans les sources. Nous devons déterminer la fiabilité des informations et leurs valeurs. Les critiques sont souvent tournées autour de l'aspect matériel du document -prouvant son originalité ou non-. C'est grâce à des connaissances pluridisciplinaires que la recherche peut se construire. L'héraldique permet à l'historien de se repérer dans la grande famille des blasons, et ainsi connaître l'appartenance d'un document juste par son ornement. Les sceaux, fondamentaux dans la recherche médiévale, et la sigillographie sont des apports concrets pour contextualiser un document. La technique, la valeur ou l'empreinte sont des éléments considérables pour toutes études. Enfin, la paléographie, l'étude des écritures manuscrites anciennes, est une compétence que tous historiens du grec ancien à l'occitan médiéval en passant par l'ancien français -et bien d'autres- doivent avoir en compétence. Cette science auxiliaire à l'histoire est fondamentale pour pouvoir comprendre le texte mais aussi percevoir le style d'écriture de l'auteur et le replacer, à nouveau, dans un contexte particulier.

Ainsi, plusieurs étapes composent la méthodologie en histoire :

- L'observation de la source : sa forme (tapuscrite, manuscrite) et son support ;
- La critique externe : la vérification de son authenticité (qui la produit et pourquoi, s'il est complet, sa date de production, son originalité, *etc.*)
- La critique interne : le texte en lui-même (sa structure, les informations contenues, le type de texte, *etc.*)
- L'interprétation : le sens du texte (ce que nous pouvons en dire, le replacer dans un contexte)

¹²⁶ PROST Antoine, *Douze leçons sur l'Histoire*, Paris, Points, 2014, p.288.

Il faut de, ce que Lucien Febvre appelait, « *l'anachronisme psychologique* ». Nous ne pouvons replacer notre système de pensée et d'actions contemporain dans des problématiques différentes de l'époque du document. L'Histoire n'est pas la science de la causalité. Ce sont plusieurs choses qui vont faire avancer, ou reculer, l'histoire. Un historien spécialiste d'un sujet connaît sa période d'étude mais il ne peut connaître l'ensemble des éléments qui s'en suivent. De même, un historien même en ayant en tête la suite des évènements ne doit projeter un regard et un savoir contemporain des évènements. La Seconde Guerre mondiale, souffre particulièrement de ces faits. Souvent des phrases peuvent simplifier des phénomènes qui sont en réalité plus composites. La position d'affirmer que tous les Français sont collaborateurs parce qu'ils adhèrent au Maréchal Pétain, en 1940, est fausse. Un Français de 1940 ne peut savoir les évènements qui vont suivre, la collaboration d'État et le racisme systémique. Le chercheur en histoire n'est pas un juge, ou un avocat mais davantage un interrogateur.

L'archive est pour l'historien ce que représente la fouille pour l'archéologue : la base de toute recherche. Même lorsqu'elle est absente, elle est significative. Par surcroît, les investigations que nous avons menés aux Archives départementales du Lot, aux archives municipales, au MRDL sont des ressources cruciales pour comprendre cette période.

Chapitre 2 : Investigation du terrain de recherche : les sources exploitées

1. Vichy et sa production de papiers

Très vite, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, un voile est posé sur la politique des années 1940-1944, menée par Pétain. De Gaulle parle d'une France entièrement résistante, mais les positions d'ultra-droite sont passées de côté. Il faut attendre la présidence de Jacques Chirac pour pouvoir entendre, le responsable de la République française parler de la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs vers les camps d'extermination. L'ouverture des archives, produites durant le régime de Pétain, est décidé en décembre 2015 par le gouvernement de François Hollande. Le délai légal pour l'ouverture d'archives administrative étant de 75 ans, le processus est accéléré. Toutefois c'est en 2019, que les documents deviennent véritablement accessibles pour tous. C'est un tournant pour la recherche. Ce sont les archives de la police et de la justice de 1940 et 1944 qui sont ouvertes.

Les archives produites sous le régime de Vichy représentent une masse considérablement de documents à consulter. Malgré un manque de papiers, à cause des pénuries, la production de l'écrit est gigantesque. Aujourd'hui, les historiens ont estimé à 16 786 le nombre de lois et de décrets promulgués entre 1940 et 1944¹²⁷. Pour la question alimentaire, ce sont de nouvelles règles chaque mois qui sont établies, en fonction de chaque aliment ou groupement d'aliment. De plus, l'évolution du conflit implique des changements récurrents dans l'administration. Avant les travaux de Paxton, le régime de Vichy symbolise une période de « *parenthèse* »¹²⁸ administrative du 16 juin 1940 au 9 août 1944. Or c'est une période plus complexe. Pétain a voulu très vite mettre fin à la Troisième République -autrice de tous les maux français- pour s'en détacher. Pourtant, à vouloir rompre avec son passé, l'État français de Pétain est tout aussi productif que l'ancienne République. L'idéologie corporatiste de Vichy est l'aboutissement d'une tendance politique, sans voix depuis les années 1920. L'ensemble de la composition républicaine française est mis à mal, en particulier la position des femmes. Malgré le fait que leur condition sont toujours aussi réduite, l'État français va accentuer cela. La politique nataliste passe par la production d'un important outil politique et propagandiste.

Lors de nos recherches, la grande majorité des documents consultés sont tapuscrits. La transcription est plus simple que l'écriture de l'ancien français, néanmoins, les archives produites

¹²⁷ LE CROM Jean Pierre, « L'avenir des lois de Vichy », DURAND Bernard, LE CROM Jean-Pierre, SOMMA Alessandro, *Le droit sous Vichy*, Francfort, Klostermann, 2006, p. 453-478.

LE CROM Jean Pierre, « Droit de Vichy ou droit sous Vichy ? Sur l'historiographie de la production du droit en France pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 9, septembre-décembre 2009.

¹²⁸ *Ibid.*

sous Vichy sont très fragiles. En effet, avec la pénurie du papier et de l'encre, nous nous retrouvons face à des documents de mauvaises qualités, très fins, semblables à du papier calques. L'encre peine à s'enraciner dessus. Le papier carbone employé est de plusieurs couleurs et il sert à produire simultanément plusieurs copies. En effet, la technique utilisée pour gaspiller le moins de papier est de placer du papier carbone entre un papier ordinaire et lorsque le texte est tapé, il se recopie sur toutes les pages. Alors souvent la dernière page où l'encre a pu se poser montre des marques de bavures et il est difficile de pouvoir aujourd'hui lire certains documents. Avec le temps, les encres sèches et s'étalent dans les rainures des documents. Les papiers produits entre 1940 et 1944 souffrent d'une « obsolescence » certaine. Par ailleurs, nous avons quelques papiers écrits à la main. La transcription est plus ou moins facile en fonction de la graphie de l'auteur. Pour les mots inconnus, il faut décomposer l'ensemble des lettres que nous pensons reconnaître et réfléchir. Pour la transcription, il est plus simple de réaliser des tableaux où nous inscrivons les informations du document et ses caractéristiques.

Aussi, l'une des particularités de l'histoire est de parvenir à travailler sur des thématiques sans réelles sources. L'archive est un signe comme le manque ou l'absence d'archive en est un aussi. Pour ce qui est du marché noir, ce réseau souterrain de l'économie, les seuls documents que nous avons sont ceux qui indiquent les personnes qui ont été condamnés. Nous sommes face à un phénomène se voulant discret, il est alors normal de ne pas trouver de trace. Pour ce qui est de ces thématiques autour de la clandestinité, l'historien ne peut faire qu'avec des hypothèses ou de comparaisons.

2. Les archives départementales du Lot

2.1. Présentation des Archives

Situées au 218 rue des Cadourques, dans l'ancien couvent des Capucins, sur les hauteurs de Cahors, les Archives départementales du Lot sont une base centrale dans la recherche historique quercynoise. Réhabilitées depuis 1992 par une architecture mêlant les éléments anciens et contemporains, de nouveaux bâtiments sont en construction, en face des bâtiments actuels. Il est question d'accroître la place des archives. Leurs fonds regorgent de documents pertinents et spectaculaires. Par leurs missions multiples autant administratives, scientifiques que culturelles, l'équipe des Archives départementales du Lot s'affaire aux collectes, aux classements, à la conservation matérielle, à la communication au public ou encore à leur valorisation. En effet, dans ce cadre de classement, les archives sont rangées par série ou par fonds. Toutes les Archives départementales répondent au même plan de classement, avec les séries anciennes

(antérieures à 1790)¹²⁹, les séries d'époque révolutionnaire (1790-1800)¹³⁰, des séries modernes (1800-1940)¹³¹, les séries dites Contemporaines¹³² et les séries complémentaires¹³³. Ce fonctionnement permet de mieux se situer dans notre recherche et cibler précisément.

2.2. La série M : un aperçu de la vie économique

La série M « Administration générale et économie » est un fonds incontournable des Archives départementales. Elle offre le plus de regard sur l'histoire des départements et sur le quotidien entre 1800 et 1940 grâce aux documents produits par les services de l'État, la Préfecture. Elle sert aux historiens pour connaître la vie économique, les mentalités et les mouvements agricoles mais aussi aux généalogistes avec des dossiers individuels et les listes nominatives de recensements. Répartie en 10 sous-série, nous nous sommes attardées principalement sur la 6 M. Elle conserve les études statistiques menées par la Préfecture dans le département : les dénombrements et les recensements de la population, le contrôle des prix ou encore les statistiques agricoles.

Pour cerner notre sujet autour de l'alimentation durant la période 1939-1949 dans le Lot, il nous est apparu cruciale d'étudier les prix moyens au détail de plusieurs denrées. Nous avons consulté les cotes suivantes : 6 M 337 « États mensuels des prix moyens au détail des denrées de première nécessité (1934-1940) » ; 6 M 355 « Commission consultative des blés et farines : procès-verbaux des réunions ; révision des prix de la farine et des primes de mouture et de panification ; questions diverses intéressant la boulangerie (1926-1940) » ; 6 M 356 « Prix du pain et de la farine : arrêtés préfectoraux (1926-1940) » ; 6 M 372 « Bétail et viande de boucherie et de charcuterie : instructions et correspondance ; arrêtés de taxation ; tableaux des prix (1934-1940) ».

¹²⁹ Nous y retrouvons dans la série ancienne, les fonds : A (Actes du pouvoir souverain et Domaine public), B (Cours et juridictions), C (Administrations provinciales), D (Instruction publique, sciences et arts), E (Seigneuries, familles, notaires, État civil), G (Clergé séculier), H (Clergé régulier), I (Fonds divers se rattachant aux archives ecclésiastique).

¹³⁰ Cette série concerne les fonds L (Documents administratifs et judiciaires de la période révolutionnaire : Administration départementale, des districts, des municipalités, de cantons) et Q (Biens nationaux : Biens confisqués sous la Révolution et liquidation par vente des biens du clergé (biens de première origine) et des émigrés (biens de deuxième origine). Dossiers individuels des prêtres et émigrés).

¹³¹ Ce sont les fonds K (Lois, ordonnances, arrêtés), M (Administration générale et économie), N (Administration et comptabilité départementales), O (Administration et comptabilité communales), P (Finances de l'État : Trésor public, contributions directes et indirectes, cadastres, douanes, postes), Q (Domaines, Enregistrement, Hypothèques), R (Affaires militaires), S (Travaux publics et Transports : Ponts-et-Chaussées, routes, voies navigables, service hydraulique, chemins de fer, mines, carrières et énergie), T (Enseignements et affaires culturelles), U (Justice), V (Cultes), X (Assistance et prévoyance sociale), Y (Établissements pénitentiaires), Z (Sous-préfecture).

¹³² Il s'agit de la série continue W avec des archives administratives postérieures au 10 juillet 1940. On y retrouve également des sous-séries.

¹³³ Ce sont les fonds J (Archives privées : Documentation riche et variée comprenant : chartriers, archives personnelles et familiales, archives d'entreprises et d'associations, notes d'érudits, thèses et monographies), Fi (Documents figurés : Cartes et plans, gravures, affiches, cartes postales, photographies, fonds d'architectes), Mi (Microfilms de complément ou de sécurité), EDT (Dépôt Archives communales), et H (Dépôt Archives hospitalières).

La cote la plus intéressante est la 6 M 337, puisqu'elle possède les listes génériques de l'ensemble des produits de première nécessité. Cela peut nous éviter de nous noyer dans un grand nombre de documents. En effet, ce sont des cotes où la quantité de documents est impressionnante. La cote 6 M 337 recense pour chaque mois de chaque année (1934-1940)¹³⁴ les prix du pain, de la farine, des pommes de terre, des œufs, de l'huile de table, du sucre, *etc.* Le détail des données est impressionnant lors de la consultation de ces documents.

Il nous est apparu obligatoire de devoir réaliser un traitement sériel pour conditionner la recherche, par l'intermédiaire de l'informatique. Nous avons donc réalisé des tableaux et des graphiques sur les prix entre janvier 1930 et août 1953. Il est pour nous, plus logique, d'étendre la recherche aux années antérieures et postérieures de notre période de recherche afin de mieux replacer l'augmentation des prix dans un contexte plus large. Cette recherche archivistique nous permet également de voir qu'il ne s'agit pas d'une augmentation linéaire, comme nous avons pu postuler. Nous avons remarqué des périodes précises de stabilisation ou d'augmentation. La Libération en août 1944, n'est pas celle des prix, bien au contraire.

2.3. L'importance de la série W

La série W, est pour notre étude, la plus riche et la plus dense. Pour faciliter la recherche, l'équipe des Archives départementales propose un inventaire simplifié de toutes les sources pouvant servir à traiter de la Seconde Guerre mondiale. Nous y retrouvons des archives publiques, privées, issues de la presse mais également des ouvrages de référence. Bien sûr, il est nécessaire de consulter d'autres inventaires pour avoir d'autres pistes de recherches. La recherche dans la série W est fructueuse pour notre recherche.

Nous nous sommes préalablement penchés sur la sous-série 1 W, renfermant les documents de la préfecture du Lot et les dossiers de la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF). Nous y retrouvons des dossiers portant sur la période l'Occupation et l'administration de Vichy mais aussi sur la Résistance, l'organisation de la Libération et l'Épuration. Ce sont des rapports des autorités en vigueur, du préfet, du maire ou même des correspondances, qui ont servis à Pierre Laborie pour ses travaux. Il y a un grand nombre de dossiers thématiques sur le ravitaillement classés par catégories d'aliments : Alcools (1 W 778 - 780), Légumes secs (1 W 764), Pâtisseries (1 W 770), Poissons et coquillages (1 W 757), Produits de basse-cour (1 W 762), Pommes de terre (1 W 763), Vin (1 W 777 - 779). Nous n'avons vu qu'un échantillon de ces dossiers thématiques. La plupart des catégories alimentaires

¹³⁴ Afin de couvrir la période 1939-1949, nous avons compléter avec les mêmes listes sur les états des prix des produits de premières nécessités, se trouvant dans les sous-séries 1 W et 74 J.

ont au moins 5 cotes d'archives. Elles nous ont servi pour traiter en détails certains produits comme pour le vin. Pour traiter du rôle des femmes, nous avons trouvé un dossier complet sur l'ensemble des manifestations liées à la Fête des mères dans le département (1 W 112). Nous apprenons les récompenses qu'elles peuvent avoir et comprendre le rôle que Vichy leur donne. Dans ce même dossier, les célébrations des Noëls par les enfants sont décrites. Aussi, le dossier sur le Secours National (1 W 120), l'organisme humanitaire géré par Pétain, nous donne une idée de la place des nécessiteux et l'aide apporté. C'est également par cette sous-série que nous pouvons comprendre et présenter l'organisation du ravitaillement dans le Lot (1 W 795) et de ses rationnements mensuels (1 W 799 - 803). Ce sont des dossiers très lourds, où il est nécessaire de prendre le temps pour assimiler toutes les informations. Pour l'économie souterraine que représentent le marché noir, nous avons eu la chance de pouvoir consulter l'ensemble des dossiers des condamnées lotois (1 W 927 - 929). Ces documents nous permettent de reconstituer l'histoire du marché noir à travers des situations concrètes. Dossiers saisissants pour capter les sentiments de la population, les rapports d'état d'esprits des populations, entre 1940 et 1944, sont des mines d'informations. Elles doivent être prises avec un certain recul, mais nous avons pu déceler des moments de crise que les documents administratifs ne semblent pas saisir (1 W 942 - 946). Classés par mois et par an, à nouveau, ce sont des documents tout aussi passionnants que prégnants.

Autre sous-série importante, la 6 W continent les papiers concernant les actions militaires sur la période. Ce sont principalement les réquisitions allemandes qui nous ont intéressées. Nous connaissons à partir de ces cotes les lieux d'implantation des troupes dans Cahors, dont un plan détaillé d'un des hôtels cadurciens réquisitionnés. Nous avons ainsi dresser une carte des lieux fondamentaux à Cahors pour cette thématique.

Par ailleurs, la sous-série 8 W contenant les fonds de l'inspection académique nous a aidé à mettre en lumière la position des enfants face aux pénuries. La cote 8 W 31 nous apprend que des goûters sont mis en place dans plusieurs écoles autour de Cahors et Figeac afin de pallier au manque de nourriture. Ils leurs offrent du pâté, des noix ou encore du chocolat.

Les dossiers des Renseignements généraux¹³⁵ du Lot sont disponibles dans la sous-série 1180 W. À l'image des états d'esprits des populations, ces documents ont augmentés nos connaissances sur la vie quotidienne, jusqu'en 1949. Ils sont fardés de l'opinion vichyste mais

¹³⁵ Les Renseignements généraux ou RG sont un service de renseignement qui dépend de la Police Nationale entre 1907 et 2008. Ils doivent informer l'État de toutes contestations, actions pouvant lui porter préjudice.

ils sont des témoignages centraux sur les colères, les craintes et les moments de joie de la population.

2.4. La pertinence des archives privées : la série J

La série J « Documents et fonds entrés par voies extraordinaires » est créé par la circulaire du 15 avril 1944. Il est alors question de rassembler tous les fonds privés issus de dons ou d'achats du département. Des familles, des érudits, des entreprises, des institutions religieuses, des partis politiques ou des associations donnent aux Archives afin de placer leurs documents dans de meilleures conditions. Ce sont autant de petits fonds -composés de quelques documents- que des fonds conséquents qui la compose.

2.4.1. Des documents uniques

Notre problématique de recherche soulève la question de l'organisation sociétale du rationnement. Il passe principalement par la mise en place de tickets de rationnement et de cartes individuelles d'alimentation. Ces documents sont souvent jetés par la plupart des familles -n'ayant plus la nécessité et l'utilité de les conserver- ou se trouve à des prix exorbitants sur les étals des brocantes. Certaines familles les ont conservés pour la satisfaction des chercheurs. En effet, aux Archives départementales du Lot, la famille de Marcel Rescoussié a fait don de ces objets (J 2936) ou encore la famille Fournié (100 J 370) avec un nombre important de tickets et bons pour le pain, le tabac, le fromage et les matières grasses, les produits détergers, la viande et charcuterie, ou encore pour l'essence (1940-1961).

Par les documents singuliers, nous avons pu utiliser ceux de la Chambre départementale des pharmaciens du Lot (J 2797), qui nous indique tous les problèmes liés au ravitaillement en sucre. Nous n'avons pas pensé avant de voir ce document qu'il était utile de parler des pharmacies, alors qu'elles sont en réalité centrales dans les questions alimentaires de cette période.

2.4.2. Le fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance

L'Association départementale des anciens combattants de la Résistance (ADACR) est fondée le 2 mars 1945 et dispose de sections départementales et des réseaux de comités locaux. Elle est ouverte aux anciens combattants des organisations de la Résistance intérieure ou extérieure (Forces françaises de l'intérieur (FFI), Forces françaises combattantes (FFC), Résistance intérieure française (RIF), Forces françaises libres (FFL)) et des adhérents au Conseil national de la Résistance (CNR) et les membres des CDL. Les familles des martyrs de la Résistance ou les personnes ayant accomplis des actes qualifiés de résistance sont également conviées.

L'objectif de l'ADACR est de faire prospérer la mémoire de la Résistance tout en défendant les droits et intérêts des anciens combattants.

Dans ce fonds, ce sont principalement des photographies de la Libération à Cahors et dans le Lot, de groupes de soldats et de résistants, et des photos individuelles de certains résistants célèbres du Lot. L'une des photographies les plus marquantes est celle de maquisards devant un grand buffet célébrant -possiblement- la Libération¹³⁶. Il est alors intéressant de voir cette abondance de nourriture dans ces jours noirs.

2.4.3. L'apport des archives de Pierre Laborie

Pierre Laborie, avant de décéder le 16 mai 2017, a fait le choix de confier ces archives privées aux Archives départementales du Lot en 2008, au centre Edmond Michelet à Brive-la-Gaillarde et au musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, auprès de Cécile Vast -son élève. Un échange de document a été effectué entre le Lot et Besançon afin de maintenir une cohérence dans les fonds. Ce sont 142 liasses de documents conservées à Cahors, organisées autour de deux axes principaux : les archives rassemblées ou produites dans le cadre de ses missions de correspondant, pour le département du Lot, du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale de 1968 à 1980 et ces travaux de recherche menés pour sa thèse¹³⁷. Ce sont des documents en tout genre : des notes personnelles, des tapuscrits, des manuscrits, des documents officiels, des photographies, des livres, des affiches. Ce fonds est une mine d'or pour tout chercheur ou passionné.

Les cotes les plus pertinentes pour notre investigation sont celles recensant de l'iconographie ou des affiches de propagande. On y retrouve des affiches de la Révolution nationale, certaines destinées aux enfants, des livres imprimés à la gloire du Maréchal Pétain. L'une des cotes plus attrayante est la 74 J 73 « Documents thématiques : Le Lot sous Vichy (1940-1978) ». Ce dossier est composé de plusieurs papiers produits par les autorités françaises concernant l'état d'esprit des Lotois, des notes personnelles sur la situation du marché noir, des tableaux sur le coût de la vie, suivi de calculs. Au-delà des données cruciales rendues par Pierre Laborie, il est intéressant de comprendre sa démarche de recherche par ces petites annotations.

¹³⁶ Lors nos investigations, nous avons présenté cette photographie aux membres de l'association du MRDL afin qu'ils puissent nous renseigner. Agréablement surpris par cette découverte, un membre nous a trouvé le même cliché mais avec des femmes derrière cette même table.

¹³⁷ https://bach.lot.fr/document/FRAD046_74

2.4.4. Une surprise : le fonds Chambon & Marrel

Les Archives départementales du Lot dispose depuis 2016 d'un fonds conséquent issu de la maison Chambon & Marrel, entreprise spécialisée dans les produits locaux périgourdins et quercynois (truffes, noix, canards, *etc.*) Dès 1860, la famille s'intéresse particulièrement à la truffe et s'installe à Souillac. Leur produits dès le XX^e siècle circulent dans l'Europe entière. En 1993, l'entreprise est cédée à Alain Godard, fabricant de foie gras à Gourdon¹³⁸. Nous retrouvons dans ce fonds l'intégralité des archives de l'entreprise (1960-1993) des récépissés, des déclarations, des inventaires, des bilans, des livres comptables, des courriers ou encore des étiquettes de certains produits. Nous nous sommes attardés durant notre recherche sur ces documents donnant à voir un aperçu de l'évolution de la production durant l'Occupation, des envois de colis dans le département ou à l'extérieur ou encore des réquisitions de produits par la Résistance (FFI, FTP) ou encore le CDL. Nous avons trouvé des étiquettes produites durant cette période. La fouille de ce fonds est une véritable surprise dans notre investigation.

2.4.5. Le fonds Étienne Verlhac

Figure de la résistance et de la libération, Étienne Verlhac (1888-1948) a marqué le département du Lot par ces actions militaire et politique aux seins des nouvelles instances politiques de la Libération. Il entretient une activité journalistique où ces sujets sont principalement les CL, les victimes de guerre, les témoignages. Ce sont ces petits enfants qui déposent ses archives en août 2016. Le fonds est composé d'archives familiales ou de proches mais également de documents de fonction, de correspondance ou même de l'iconographie. En effet, dans le fonds 96 J, ce sont principalement des photographies que nous avons consulté dans ce fond. Il est très dur de trouver, pour cette période, des clichés, à cause de la rareté de la matière et de son coût. Ce sont des photographies, des tracts sur la Libération qui nous intéressent.

2.5. La recherche d'iconographie grâce à la série Fi

Pour l'exposition, il est préférable d'utiliser de l'iconographie. Nous avons consulté le fonds des sources figurées et plus précisément la sous-série « 9 Fi ». C'est une grande collection de cartes postales, d'abord classées par l'ordre alphabétique des noms de communes puis critères plus contemporains. Elles sont pour la plupart très intéressantes mais trouver une image en lien avec la donnée alimentaire et notre période étudiée est difficile. Pour cette partie-là, il est

¹³⁸ https://bach.lot.fr/document/FRAD046_94J_Bach

préférable de se tourner vers des collectionneurs privés. Nous avons consulté des cartes géographiques du Lot et de Cahors pour illustrer notre propos lors de l'exposition.

2.6. L'importance de la presse

L'étude des journaux de presse est indispensable. Classés dans la série PER, ils nous offre l'opinion de l'époque, des petites annonces, ou même des dessins de presse. Le journal majeur exploité est *Le Journal du Lot*, créé en 1861. Même si les journalistes prennent un parti pris assumé et revendiqué pour le régime de Vichy et les Allemands, il montre une tendance idéologique d'une partie des Français. Nous avons lu des articles écrits dans les années 1930 pour compléter nos information sur le contexte d'avant-guerre. Nous pensons ici au journal *Le Réveil du Lot* et *Travail du Lot*. La presse collaborationniste a été abondante avec la publication du mensuel *Quercy* (décembre 1941 - novembre 1943). Pour les journaux de la Libération ce sont *La Vie Quercynoise* et *Les Etoiles du Quercy* qui sont les essentiels pour une étude de la presse sur cette période.

3. Les archives de la Ville de Cahors et du Grand Cahors

Les Archives de la Ville de Cahors -mutualisées avec les communes du Grand Cahors- sont situées au 94 avenue Jean-Jaurès, à Cahors. Ce sont majoritairement des actes d'état-civil que nous pouvons retrouver dans des archives communales mais également des archives propres aux institutions publics, aux particuliers, aux associations ou bien même aux entreprises. Leur rôle est crucial depuis 1792 puisqu'ils ont la responsabilité de gérer l'état civil -tenu jusqu'alors par le clergé paroissial. Cahors étant la ville la plus importante du Grand Cahors, c'est à son service d'archives, que les communes du Grand Cahors doivent remettre à date précise différents documents : les états civils de plus de 150 ans, les documents cadastrales de plus de 30 ans ou les autres archives de plus de 100 ans. Le choix peut être fait de donner également aux Archives départementales.

Les Archives communales répondent à un cadre de classement différents de celui des Archives départementales. Toujours définies par des lettres de l'alphabet, les séries anciennes (antérieures à 1790) sont à lettre doublée¹³⁹ et une seule lettre pour les séries modernes¹⁴⁰. Malgré ces

¹³⁹ Nous retrouvons : AA (Actes constitutifs et politiques de la commune, correspondance générale), BB (Administration communale), CC (Finances, impôts, comptabilité), DD (Biens communaux, eaux et forêts, travaux publics, voirie), EE (Affaires militaires), FF (Justice, procédures, police), GG (Cultes, instruction publique, assistance publique), HH (Agriculture, industrie, commerce), II (Documents divers).

¹⁴⁰ Ces séries sont bien évidemment redécoupées -pour la plupart- en sous-séries : A (Lois et actes du pouvoir central), B (Actes de l'administration départementale), C (Bibliothèque administrative), D (Administration générale de la commune), E (État civil), F (Population. Économie sociale. Statistique), G (Contributions. Administrations financières), H (Affaires militaires), I (Police. Hygiène publique. Justice), K (Élections. Personnel), L (Finances de la commune), M (Édifices communaux. Monuments et établissements publics), N (Biens communaux. Terres. Bois. Eaux), O (Travaux publics. Voirie. Moyens de transport. Régime

adaptations du cadre de classement nous retrouvons la série Fi pour les documents figurés et la cotation W pour les archives contemporaines

En nous rendant aux archives municipales de Cahors, nous n'avions pas de réels objectifs dans le futur dépouillement. Souvent les archives municipales sont assez pauvres en source. Or nous avons été agréablement surpris devant la richesse des documents à notre disposition.

Effectivement, nous avons exploité la série 1 D « Conseil municipal » avec les registres de délibérations allant de 1936 à 1951 (1 D 54 à 1 D 60). Nous avons pu observer de façon plus local l'impact du ravitaillement et des problèmes d'alimentation au travers de ces documents. Nous avons par exemple trouver des informations concernant l'établissement d'un restaurant familiale créé par un organisme humanitaire pétainiste à Cahors, proposant à moindre coût des repas sur place ou à emporter pour toutes les familles des travailleurs cadurciens. Ce restaurant est devenue une thématique, dès lors, importante pour notre exposition. Nous avons pu aussi saisir les difficultés pour les agents municipaux de régler ces questions après 1944. De même pour la sous-série 2 D « Actes de l'administration municipale » et plus particulièrement la cote 2 D 8 qui nous a permis de savoir s'il y avait des marchés à bestiaux ou de gros à Cahors, éléments que nous peinons à trouver aux Archives départementales.

À nouveau, à la question des restaurants cadurciens, que nous n'arrivons que très peu à recenser, nous avons trouvé des pistes de réflexions au travers de fiches précises sur les restaurants et leurs activité, les réquisitions. (2 H 06).

La série F est plus attrayante pour notre recherche. En effet, dans la sous-série 4 F « Subsistances », nous avons retrouvé les mercuriale des prix pour la période 1941-1948 et d'autres mesures de fixation des prix (pains, blés, céréales, viandes). Enfin, dans la sous-série 6 F « Mesures d'exception », nous avons pu mettre la main sur un document très important pour comprendre la mise en place de telles mesures de rationnement. Il s'agit du *Guide du rationnement* paru en 1941, détaillant point par point comment opérer, de quelles façons ou de quelles manières, par qui ou par quoi, pour qui et pourquoi. Nous y retrouvons des annexes avec des exemples de cartes d'alimentation, de tickets. C'est un document unique, confié à l'administration préfectorale. Plusieurs éditions sont parues, outre l'alimentation, pour le textile par exemple.

des eaux), P (Cultes), Q (Assistance et prévoyance), R (Instruction publique. Sciences, lettres et arts), S (Pièces n'entrant pas dans les séries précédentes).

Cette difficulté à mettre en place cette politique nouvelle et singulière de rationnement se comprend, par la suite, en étudiant le fonds 6 F 4 où nous retrouvons une lettre du maire de Périgueux -datée de 1941- dépassé par les tournures que prennent cette situation. Il demande des précisions au maire de Cahors. Bien évidemment, nous retrouvons des cartes et des tickets d'alimentation (6 F 10). Nous connaissons également à travers ces archives, les différents magasins d'alimentation à Cahors et leurs horaires d'ouverture (6 F 5). Au-delà des lieux d'archives courants, nous avons fait appeler à notre réseau de collectionneurs privées mais également nous avons collaboré étroitement avec les archives du MRDL.

Chapitre 3 : D'autres collaborateurs à notre investigation

1. L'importance des archives du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

La consultation des archives de l'association du MRDL nous a permis de mettre en lumière quelques zones d'ombres de notre recherche. Ce sont principalement des documents étayant la situation des maquisards et la période de la Libération, comme des photographies de la foule à Cahors ou à Puy-l'Évêque (LIB12 015, LIB18 004, LIB18 010), ou encore des factures alimentaires, des bons de réquisitions des FFI (MAQ1 001, MAQ2 001, MAQ4 005, MAQ4 006). Se dessine une nouvelle image de ces clandestins, qui n'hésite pas à voler les pouvoirs publics et la population pour pouvoir s'en sortir.

Nous avons aussi trouvé des documents originaux pour les informations qu'ils nous communiquent, en témoigne un dossier sur une campagne de récolte de châtaignes d'octobre 1942 (VQC1 002). En effet, nous y apprenons qu'une demande pour la récolte de ses fruits dans les villages est organisée afin d'aider les grandes villes. Pour ce qui est de la question du vin, thématique complexe à travailler face au manque concret de document pour le territoire du Lot, les archives du musée possèdent des documents inédits sur les consommateurs de vin, des bordereaux d'envoi et d'achat (LIB5 012). Également, dans le dossier VIC5 003, nous avons pu mettre la main sur deux numéros de l'Organe de Propagande française, *L'Espoir Français* où l'on retrouve des descriptions de l'état de la France selon les membres du gouvernement de l'État français. Ces magazines nous servent d'élément iconographique pour la recherche avec des cartes de la France coupée en deux, des dessins d'agriculteurs, de femmes au foyer. Ces magazines donnent, également, un point de vue -biaisé- de la situation dans les autres pays européens.

De plus, mon camarade Enzo Delpech, dans sa recherche autour des CDL avait trouvé en ligne « l'appel à la population » lancée en août 1944 par le nouveau préfet Paul et le chef d'État-Major FFI, le Commandant Georges. Ce document sans source sur le web a pu être trouvé en fouillant dans les archives du musée. Cela a été une belle découverte. L'autre surprise fut la découverte de cartes détaillées des maquis du Lot.

Les autres documents que nous avons pu consulter sont principalement des extraits de journaux narrants des exploits de quelques résistants (VQG5 003, VQG4 006, VQG5 001) ou encore des listes de réquisitions des logements par des officiers allemands à Cahors, en particulier pour

l'hôtel Terminus (VQC1 003). Les archives du musée ont été pour nous un appui concret lorsque nous manquions d'éléments précis sur certaines thématiques ou de matières iconographiques.

2. La contribution des collections privées

Nous nous sommes dirigés vers des collectionneurs privés puisque nous rencontrons des difficultés à trouver de l'iconographie sur la période concernant le Lot. L'un des premiers collectionneurs rencontrés en amont de notre stage est Jean-Michel Rivière. Présenté comme l'un des plus grands collectionneurs du Lot et acteur de la recherche, il préside depuis 2016 l'Amicale des anciens élèves du lycée et collège Gambetta en plus d'être secrétaire de l'Association des Collectionneurs Lotois (A.C.L.). Il est très vite enjoué pour participer à notre investigation. Notre difficulté est entendue et comprise, car lui-même peine à trouver de l'iconographie pour les années 1939-1949. Il est parvenu à trouver quelques images dont une qui ressort du lot, un cliché de la mairie de Cahors en 1942. Nous avons aussi une photographie Dancing Robinson -siège de la Gestapo à Cahors entre 1942 et 1944- mais aussi une réclame de l'Hôtel de l'Europe.

Nous nous sommes également tournés vers son neveu Frédéric Rivière, archéologue de formation. Il est depuis l'âge de treize ans collectionneur d'objets produits sous de la Troisième République et de la Première Guerre mondiale. Il ne possède que peu de documents sur la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, une photographie, qu'il possède, est unique. Il s'agit des troupes d'occupation allemandes sous le Pont Valentré à Cahors. Elle nous sert à montrer l'occupation des Allemands dans la cité cadurcien.

Un des grands photographes de Cahors, Léon Bouzerand (1907-1972) a figé Cahors durant de longues années. Ces images prises entre 1930 et 1970 sont conservées dans son atelier, détenu aujourd'hui par un autre photographe cadurcien Jean-Louis Nespoulous. Après nous avoir ouvert ses portes, nous avons pu faire une sélection de trois photographies : une vue sur la rue Wilson où nous remarquons l'Hôtel de l'Europe (rue Wilson), la devanture de pharmacie à l'angle de la rue Wilson et une vitrine du Secours national sur le boulevard Gambetta.

De plus, nous avons fouillé la photothèque de la Société des Études du Lot. À l'aide du travail des bénévoles, nous avons pu consulter ces images numérisés. Ce sont principalement les photographies concernant la ruralité du Lot à la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, les vignobles ou encore les marchés cadurciens. Le travail réalisé par la Société des Études permet une recherche rapide et riche de documents variés.

3. Le concours de la Bibliothèque patrimoniale de recherche de Cahors

La dernière actrice de nos investigations est la Bibliothèque Patrimoniale et de Recherche du Grand Cahors. Bibliothèque monumentale, reprenant les codes de l'architecture du XIX^e siècle, elle conserve plus de 40 000 ouvrages et documents. Cependant, pour la période qui nous intéresse, le fonds n'est que modeste et il n'est pas encore classé. Néanmoins nous avons trouvé les bulletins officiels de la Chambre professionnelle départementale de l'Industrie Hôtelière du Lot entre novembre 1943 et mai 1948. Nous avons pu constater les problèmes rencontrés par le milieu de la restauration lors des rationnement et le soutien proposé. Nous y retrouvons les différentes taxations sur les produits et les coûts du personnel. Nous avons aussi consulté une trentaine d'affiches d'époques. Beaucoup sont des productions de la Libération, mais nous avons trouvé des informations sur le repas organisé par le Secours national et au repas financés par la Légion des Combattants.

Conclusion

En conclusion, nos investigations nous ont amené à travailler majoritairement avec des archives en tout genre. Faire de l'histoire, c'est travailler en toute objectivité où il est nécessaire d'avoir un certain recul critique. Ce n'est pas une science à proprement dit exacte, mais c'est une science humaine où nous pouvons faire face à de nombreux inconnus. La construction de la discipline historique à travers les siècles a permis de construire une méthodologie rigoureuse. En effet, cela a permis d'aller voir au-delà de l'archive, de ce qui est écrit. Dans notre étude, les archives ont été centrales pour comprendre les enjeux dans le Lot durant la Seconde Guerre mondiale. Nous avons rencontré des difficultés à pouvoir mettre des images sur ces ressources. Néanmoins, par le concours de différents collectionneurs et photographie nous avons pu, à la fin de notre période de recherche, rassembler un grand nombre d'informations pour monter l'exposition.

Cependant, dans notre travail, c'est le témoignage qui est la donnée manquante. Nous l'avons vu, l'apport des témoignages peut être avantageux dans la recherche. De ne pas avoir pu compter sur des ressources orales est une déception, mais les différents médias produits pour l'exposition ont permis un mouvement de manifestation. Souvent, la mise en lumière d'un phénomène, d'une histoire amène à faire parler et réfléchir. En histoire, un sujet n'est jamais fini, il évolue par de nouvelles découvertes mais aussi lors de l'application de ces résultats.

Ainsi, après avoir trouvé dans quelle historiographie nous nous plaçons, effectuer les recherches en archives pour cibler les différents thèmes, nous pouvons passer à la présentation de nos résultats.

Partie III – Résultats et appréciations

Introduction

Cette partie III compile une partie des résultats que nous avons pu rassembler au cours des derniers mois. Par ces différentes parties, nous allons présenter la donnée alimentaire dans la vie quotidienne à Cahors entre 1939 et 1949. 1939 sonne le début de la Seconde Guerre mondiale, tant redouté par les Lotois. 1949 résonne comme la fin d'un temps de rationnement. Néanmoins, les temps ont-ils été plus heureux à la Libération du département ? Les Cadurciens manquent-ils de nourriture ? Ce sont, par exemple, ces questions qui animent encore notre réflexion.

Notre mission, au-delà de la création d'une exposition, s'est densifiée, afin de proposer pour l'été une aperçu plus important et plus méditatif sur cette période. Cette expérience auprès de la Maison du patrimoine nous a permis d'acquérir de nouvelles connaissances et d'en améliorer quelques-unes.

Chapitre 1 : La donnée alimentaire à Cahors entre 1939 et 1949

1. Une première moitié de siècle marquée par la guerre et la montée des extrêmes

1.1. Cahors et le Lot à la veille de la Première Guerre mondiale

Les événements de la Révolution Française aboutissent à une refonte totale de l'organisation des territoires. Jugées irrationnelles et beaucoup trop inégales, les anciennes provinces sont dissoutes pour laisser place aux départements dès le 22 décembre 1789. Par un décret du 4 mars 1790, l'ancienne province du Quercy devient le nouveau département du Lot ; toponyme légitimé par la rivière qui le traverse¹⁴¹.

Au niveau économique, le Lot est profondément rural, pauvre, replié sur ces peurs, inscrit dans un clientélisme de tradition et très peu industrialisé¹⁴². Les habitants sont surtout des cultivateurs -ou des métayers- qui pratiquent une agriculture de subsistance. La fin du siècle est marquée par une baisse sensible de la population en raison de crises frumentaires et face à la grande misère des habitants. Entre 1850 et 1906, la population passe de près de 300 000 à 216 000 individus. Les dialectes vernaculaires est fortement utilisés et l'instruction publique peine à se développer. Néanmoins, les habitants du Lot se forment autour d'un important patriotisme et d'une société d'entraide. Á la veille de la Première Guerre mondiale, le département du Lot compte un peu plus de 205 000 habitants dans une France qui n'atteint pas les 42 millions d'individus. Cahors vit principalement grâce à son arrière-pays¹⁴³.

1.2. La Première Guerre mondiale et les premières expériences du rationnement

Le XIX^e siècle forge en France l'importance de la Nation et des valeurs patriotiques. La défaite contre les Prussiens en 1870 marque un tournant décisif. L'Allemagne est dépeinte comme celle qui a spoliée, à la France, une partie de sa nation, qu'il est impératif de reconquérir¹⁴⁴.

¹⁴¹ LARTIGAUT Jean (dir.), *Histoire du Quercy*, Privat, 1993.

¹⁴² VERDET Anne, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p.58.

¹⁴³ LARTIGAUT Jean (dir.), *op. cit.*

¹⁴⁴ Le manuel scolaire *Le Tour de France par deux enfants (1877)* écrit par Augustine Fouillée (1833-1923) résume à lui-seul ce climat. Deux orphelins Alsaciens, André et Julien parcourent la France pour retrouver leur famille. Cette balade leur permettent d'acquérir des connaissances sur la vie quotidienne au XIX^e siècle. L'ensemble de l'histoire est empreinte d'un important patriotisme.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale est le résultat de nombreuses causes, mais l'attentat du couple héritier du trône impérial d'Autriche-Hongrie, à Sarajevo, peut être considéré comme l'élément de rupture. François-Ferdinand et Sophie Chotek sont assassinés par Gavrilo Princip, militant nationaliste serbe, le 28 juin 1914. Dès lors, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. Par des jeux d'alliance entre pays européens, la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre ou encore la France rentrent réciproquement en guerre. C'est une guerre totale qui s'installe en Europe. Décrite comme moderne, c'est l'utilisation des armes chimiques et la guerre aérienne qui viennent marquer le nouveau tournant dans le conflit.

Le Lot, zone à l'arrière, en subit pleinement les conséquences. La perte des hommes au moment des récoltes pose un important problème. Le manque de main d'œuvre est tangible dans l'ensemble du département. Lors des départs à la gare de Cahors, les soldats sont acclamés par d'importantes foules, où la ferveur patriotique se fait ressentir¹⁴⁵. Le bilan est considérable. La Grande Guerre -celle qu'on présente à *posteriori* comme la « *Der des Ders* »- a fait plus de 9 millions de morts ou disparus et plus de 21 millions de blessés¹⁴⁶. Les pertes civiles sont tout autant importante que les pertes militaires. La France perd 1,4 millions d'individus et 4 millions de blessés, de gueules cassées¹⁴⁷. Dans le Lot, c'est près de 8 000 victimes et disparus¹⁴⁸.

Cette nouvelle guerre moderne marque aussi la population par de nouvelles mesures politiques. En effet, les habitudes de consommation sont bouleversées. Dès juin 1915, les prix du pain sont fixés sur l'ensemble du département. La population fait face à une hausse exponentielle des prix des volailles et des œufs dès les premiers mois de la guerre¹⁴⁹. Le prix du chou triple entre 1914 et 1918, le pain passe de 43 centimes de francs à 50 centimes de francs en 1918. L'inflation augmente malgré les tentatives de ralentissement par l'État. Le Lot subit de plein fouet la crise du sucre (1916-1917) suivie par la crise du pain l'année suivante. L'État décide donc de mettre en place des cartes de pain pour certaines communes au milieu de l'année 1918. Les premières victimes de ces hausses des prix restent majoritairement les classes moyennes citadines qui peinent à se ravitailler convenablement. Cahors et les villes alentour ont participé à la mise en

¹⁴⁵ Dans les campagnes, le départ des hommes est davantage à nuancer. Le silence est pesant.

¹⁴⁶ BAUPRÉ Nicolas, *op. cit.*, p. 61.

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ Chiffres estimés à partir des recherches de : LLOSA Marie, « Le recensement des morts pour la France du Lot en 1914-1919 : analyse et constatations », Foissac Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013, p. 267-280.

BEAU Laurent, « Du local au national : une nouvelle approche des pertes de 1914-1918 par département », *Le Mouvement Social*, n° 259, 2017, p. 59-77.

¹⁴⁹ ASSOCIATION DE SOUTIEN POUR L'EXPOSITION DU CENTENAIRE 1914-1918, « 1914 - 2014 : Cahors et le Lot dans la Première Guerre Mondiale », *Catalogue d'exposition 1^{er} août - 16 novembre 2014*, La Primaube, Graphi Imprimeur, septembre 2014, p. 70-71.

place de ces restrictions, comme en témoignent les nombreuses cartes d'alimentation présentes aux Archives départementales du Lot¹⁵⁰.



Figure 1 - Carte individuelle d'alimentation (1918)

© Arch. dép. du Lot - 10 R 157

1.3. Des lendemains empreints aux extrêmes

Le Traité de Versailles, du 28 juin 1919, acte la paix entre tous les belligérants. Les récompenses et les sanctions sont décidées. Allemagne paye un lourd tribut, 132 milliards de marks-or, soit 1 420 milliards d'euros¹⁵¹. Dix ans plus tard, les cours de la bourse de New-York chutent. Le 24 octobre 1929, c'est toute l'économie mondiale qui est touchée, la Grande Dépression débute.

L'Allemagne particulièrement touchée à la suite de la Grande Guerre, peinant à assurer les dommages, rentre dans une crise profonde. Les Allemands brûlent leurs billets afin de pouvoir se réchauffer. Le chômage et la misère gangrènent le pays. C'est ce climat qui facilite la montée du parti national-socialiste des travailleurs allemands, *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* -NSDAP- et la nomination d'Adolf Hitler comme chancelier le 30 janvier 1933. Le NSDAP met rapidement en place un régime totalitaire. Quelques années auparavant, l'Italie fait le choix de porter Benito Mussolini, chef du parti fasciste républicain. La Russie -devenue URSS -Union des Républiques Socialistes Soviétiques- est dirigée par Joseph Staline. Trois régimes totalitaires s'imposent dans une Europe en souffrance. Hitler régit rapidement un régime de terreur où tous les partis politiques et opposants au régime sont traqués et enfermés dans des camps de concentration mis en place dès 1933. Le *Führer* ordonne, en 1935, la violation du Traité de

¹⁵⁰ Arch. dép. du Lot - 10 R 157

¹⁵¹ BERSTEIN Serge, MILZA Pierre (dir.), *Histoire du vingtième siècle. Tome 1 : Un monde déstabilisé (1900-1939)*, Paris, Hatier, 1987.

Versailles en engageant le réarmement du pays et en passant de puissants accords avec Mussolini et Staline. Menant une politique ouvertement raciste et antisémite, les Juifs deviennent les cibles principales. Considérés comme responsables des maux allemands, les violences à leur rencontre sont considérables.

Parallèlement en France, la crise économique est reconnue dès 1931. Le climat politique des pays voisins accentuent les divisions politiques intérieures. Le 6 février 1934 -une des manifestations les plus sanglantes de la III^e République- symbolise également la catharsis des mouvements d'extrêmes droites et royalistes. Cette peur provoquée favorise l'arrivée du Front populaire, en mai 1936. La coalition des gauches permet l'arrivée des socialistes, communistes et radicaux au pouvoir. Semaine de 40 heures, attribution de deux semaines de congés payés sont les mesures phares du Front Populaire.

2. La Seconde Guerre mondiale à Cahors

Les ambitions expansionnistes allemandes sont de plus en plus visibles et sa volonté de faire annexer toutes les populations de « *langue et de sang allemand* » est apposée. En mars 1938, l'Autriche est absorbée par le Reich. Un climat de crainte apparaît dans la diplomatie européenne. La France et le Royaume-Uni décident de conclure un accord pour préserver la paix avec Hitler et Mussolini. Signés le 30 septembre 1938, les accords de Munich actent la paix. La population accueille avec soulagement ce traité. Cette décision fait consensus en France et même dans le Lot où l'on se félicite d'avoir su garantir la paix. Une minute de silence, en faveur de la paix, à 15 heures le 30 septembre 1938, en France, a été décidé. *Le Journal du Lot*, du 2 octobre 1938, indique qu'à plusieurs endroits, dans Cahors, ces actions sont observées, notamment à l'imprimerie et dans les locaux du journal¹⁵².

Néanmoins, le pacte secret Molotov-Ribbentrop ou pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie, du 23 août 1939, scelle le destin de l'Europe¹⁵³. La Pologne est envahi le 1^{er} septembre 1939 par l'Allemagne. Cette violation entraînent la mobilisation de plus de cinq millions de Français. Entre septembre 1939 et avril 1940, aucun réel combat n'est engagé. La « *drôle de guerre* » s'installe. Les Lotois vivent très mal l'entrée en guerre. L'armée française surprise par la traversée allemande dans la forêt des Ardennes est mise en déroute. En quelques semaines, les Allemands sont aux portes de Paris. Le Président du Conseil Paul

¹⁵² *Arch. dép. du Lot* - 1 PER 14 36

¹⁵³ Le pacte porte le nom des ministres des Affaires étrangères allemands et soviétiques.

Reynaud (1878-1966) démissionne et les députés font appel au Maréchal Philippe Pétain (1856-1951) pour trouver une solution à la Débâcle.

2.1. L'installation du régime de Vichy

Le 16 juin 1940, les pleins pouvoirs sont votés au Maréchal. L'armistice est demandée par le gouvernement le lendemain. Situation préoccupante pour les Français mais une majorité est rassurée par l'arrivée de Pétain. Vainqueur de Verdun, il jouit depuis de nombreuses années d'une popularité incontestable. Le 22 juin 1940, l'armistice est signé entre la France et l'Allemagne. Le pays se retrouve divisé en deux : au nord une zone contrôlée par les Allemands et au Sud de la Loire, une zone dite « *Libre* » administrée par le gouvernement de Pétain -qui s'installe à Vichy. C'est Pierre Laval (1883-1945)¹⁵⁴ qui devient progressivement vice-président puis président du Conseil et dauphin de Pétain¹⁵⁵.

L'opinion lotoise est déconcertée, démobilisée, et bon nombre d'individus ne comprennent pas les enjeux du conflit. Le terreau est alors fertile pour le Maréchal qui profite de ce nouvel état d'esprit de résignation et de soumission pour mettre en place un nouveau régime. La République Française est supprimée, pour être remplacée par « État Français ». Cette suppression se comprend dans une volonté, des partisans pétainiste, de mettre à bas la République, qui a - toujours selon eux- menée la France à sa perte. Les causes de la défaite de 1940 sont imputées au Front Populaire et aux congés payés accusés d'avoir produit un relâchement des Français. Les *Principes de la Communauté*¹⁵⁶ supprime la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Au nombre de seize, ils donnent les bases de « l'Ordre nouveau », voulu par Pétain¹⁵⁷. Ils jouent un rôle symbolique en complément de la Révolution nationale. Elle est le marqueur du régime de Vichy, accompagnée par la devise « *Travail, Famille, Patrie* », supplantant « *Liberté, Égalité, Fraternité* ». Le programme de la Révolution Nationale vante les mérites de la femme au

¹⁵⁴ Homme d'État français et fils d'aubergiste, Pierre Laval a su grimpé les différents échelons du monde politique, en passant par de nombreux groupes politiques. Sous la Troisième République, il est maire, parlementaire et plusieurs fois ministre. D'abord présent sur les bancs de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), il s'éloigne très vite de la gauche. Il la combat, notamment dès la création du Front populaire. Après une politique antisémite, autoritaire, il s'enfuit à la Libération en Espagne. Rattrapé, il est arrêté, jugé expéditivement puis condamné à mort pour haute trahison, complot contre la sûreté intérieure de l'État. Il tente de se suicider avec du cyanure mais après intervention médicale, Pierre Laval est fusillé à la prison de Fresnes, le 15 octobre 1945.

¹⁵⁵ Il est l'un des principaux maîtres d'ouvres de la politique de collaboration. Il est d'abord vice-président et dauphin jusqu'à son éviction en décembre 1940. Les dignitaires nazis -ravis de son travail et de sa personnalité- le maintiennent dans la vie politique française et le place sous leur protection, malgré un profond désaccord de Philippe Pétain. C'est le Chef de la Marine française, François Darlan (1881-1942), qui le remplace. Il s'investit pleinement dans la politique menée par Pétain. Il rencontre, lui-aussi, Hitler, pour planifier la collaboration économique et militaire. Face aux insinuations allemandes, Pierre Laval revient en avril 1942, et Darlan reste commandant en chef des forces vichystes. Cependant lors du débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, il se rallie aux Américains, choquant Pétain. Pierre Laval a exercé continuellement une politique pro-allemande, anticipant les désirs nazis, afin de pouvoir obtenir une place de choix dans la future Europe.

¹⁵⁶ PÉTAIN Philippe, *La France nouvelle - Principes de la Communauté - Suivi des appels et messages, 17 juin 1940-17 juin 1941*, Paris, Fasquelle Éditions, 1941.

¹⁵⁷ *Ibid.*

foyer, favorise le retour à la terre et recentre les attentions autour du travail. Il promeut le mythe d'une société rurale, corporatiste et profondément religieuse utilisant le folklore paysan pour servir ses projets culturels. Ces législations permettent de rétablir les délits d'opinion et d'appartenance et par conséquent de traquer tous les opposants au Régime de Vichy. Ce sont les associations des Anciens Combattants qui deviennent les premiers promoteurs de ce nouveau régime.

Un des autres aspects de ce nouveau régime reste sans conteste sa politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Pétain insiste pour rencontrer le *Führer* de passage en France. Le 24 octobre 1940, la rencontre a lieu dans la gare de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher) et acte le début de cette collaboration d'État. Des lois d'exclusion des juifs et des francs-maçons sont promulguées entre août et octobre de la même année. Les citoyens juifs français sont exclus de la fonction publique, de l'armée, de l'enseignement, et de tous les services publics. Le régime de Vichy franchit encore un pas dans l'horreur en organisant, de concert avec les occupants, la traque et la déportation de milliers de juifs vers les camps d'extermination.

Il ne peut être considéré comme totalitaire mais davantage comme autoritaire et hiérarchique¹⁵⁸. Pour les historiens, Vichy est un État autoritaire mais pas fasciste : il n'a ni idéologie officielle, ni parti unique, ni pratique totalitaire¹⁵⁹. C'est un régime réactionnaire. Henry Rousso parle d'un pouvoir « *qui s'inscrit dans une tradition française - le bonapartisme, le boulangisme- mais qui emprunte beaucoup à son époque -le franquisme espagnol, le salazarisme portugais-, régimes assez proches dans leur structure, mais aussi le fascisme italien et le national-socialisme allemand.* »¹⁶⁰ D'autres parlent d'un « *mélange de traditionalisme réfractaire et de populisme.* »¹⁶¹ Nous retrouvons sept caractéristiques¹⁶² : la condamnation de l'individualisme, le refus de l'égalitarisme, l'appel au rassemblement national, la pratique d'une pédagogie anti-intellectualisme, le défi de l'industrialisme, le rejet du libéralisme culturel et l'affirmation d'un nationalisme fermé et ethnocentrique.

2.2. Mise en place progressive du rationnement

La mobilisation des soldats français en septembre 1939 ne conduit pas immédiatement à une politique de rationnement. Le traumatisme de la Grande Guerre et ses chocs ont

¹⁵⁸ Définition de René Gillouin, intellectuel de droite, traditionnaliste et pétainiste. C'est l'idéologue attitré de Vichy.

¹⁵⁹ BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *op. cit.*, p. 75.

¹⁶⁰ BEAUPRÉ Nicolas, *op. cit.*, p. 815.

¹⁶¹ AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, *op. cit.*, p. 170.

¹⁶² *Ibid.*

profondément marqués la population¹⁶³. Par mesure de précaution, le gouvernement Daladier adopte une loi, le 11 juillet 1938, portant sur « *l'organisation générale de la nation en temps de guerre* »¹⁶⁴. L'objectif est d'éviter les erreurs de 14-18 et d'organiser le pays d'une meilleure façon¹⁶⁵. Il est prévu, pour les pouvoirs publics, de prendre en charge intégralement la répartition des biens alimentaires. Néanmoins, dès l'entrée en guerre, le président du Conseil refuse son application, « *considérant qu'il pourrait affecter considérablement le moral de la population* »¹⁶⁶. Le Service du Ravitaillement général est tout de même créé et est placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Sa seule action durant la « *Drôle de guerre* »¹⁶⁷ est sa collaboration avec l'Intendance pour approvisionner l'armée. Aucune mesure n'est prise auprès de la population civile.

Fabrice Grenard parle de cette période comme du premier scandale du ravitaillement, puis qu'il n'a pas existé au cours d'une période où nous avons les premières manifestations de pénuries hivernales 1939-1940¹⁶⁸. La véritable expérience des cartes et du ravitaillement s'opère au printemps 1940, dans quelques villes. Cahors reçoit des cartes d'alimentation en avril 1940. En effet, un décret du 9 mars 1940 impose un recensement en mairie afin d'établir le nombre exacte de carte nécessaire pour le nombre d'habitants. La presse cadurcienne indique que le recensement est prévu pour le 3 avril 1940, où il faut compléter une feuille pour la demande. Les documents doivent être retournés le 8 avril¹⁶⁹. Cependant un mois après, la distribution est interrompue.

Plusieurs problèmes se justifient l'arrêt du rationnement au printemps : la défaite, les réquisitions allemandes, la division du territoire, le désordre politique, l'isolement de la France avec ces voisins et colonies. Ainsi, au lendemain de la Débâcle, la mise en place de ces systèmes est inévitable. C'est l'une des missions les plus urgentes du nouveau gouvernement vichyste. Le 13 août 1940, Pétain affirme que « *la première tâche [...] sera de permettre que tous, pauvres et riches, aient leur juste part des ressources de la nation* »¹⁷⁰.

¹⁶³ Le cas est différent au Royaume-Uni et en Allemagne qui concèdent à appliquer le rationnement dès les premiers instants de la guerre. Le gouvernement de Neville Chamberlain (1869-1940) choisit cette politique afin de proposer des parts équitables à la population.

¹⁶⁴ GRENARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012, p. 15.

¹⁶⁵ Aucune mesure ne sont prises avant 1916, la guerre ayant commencée et impactée la population depuis deux ans déjà.

¹⁶⁶ GRENARD Fabrice, *op. cit.*, p. 15.

¹⁶⁷ En anglais « *phony war* », et en allemand « *sitzkrieg* », ce terme est employé pour définir la période du 3 septembre 1939 au 10 mai 1940. Il est inventé par le journaliste Roland Dorgelès (1885-1973). Durant cette période, les armes se sont fait uniquement face, nous pouvons parler d'état d'attentisme et de quasi-absence d'affrontements. C'est l'offensive allemande qui marque la fin de cette période. S'ensuit une période de guerre éclair ou *Blitzkrieg*. Cette tactique militaire permet la concentration rapide de plusieurs forces offensives dans un espace étroit. C'est la création d'une brèche qui permet de manœuvrer derrière les lignes ennemies, de prendre à revers la défense en la désorganisant.

¹⁶⁸ GRENARD Fabrice, *op. cit.*, p. 16.

¹⁶⁹ *Arch. muni. de Cahors* - 2 H 14

¹⁷⁰ CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

Le 23 septembre 1940 marque l'instauration de la carte d'alimentation, une carte d'identité alimentaire, classée par âge et profession et de l'Administration du Ravitaillement général¹⁷¹. Dès lors, les Français sont classés en plusieurs catégories¹⁷².

Catégorie E	Enfants des deux sexes âgés de moins de trois ans
Catégorie J1	Enfants des deux sexes âgés de trois à 6 ans révolus
Catégorie J2	Enfants des deux sexes âgés de 6 à 12 ans révolus
Catégorie J3	Jeunes de 13 à 21 ans ainsi que les femmes enceintes
Catégorie A	Consommateurs de 12 à 70 ans ne se livrant pas à des travaux de force
Catégorie T	Consommateurs de 14 à 70 ans se livrant à des travaux pénibles nécessitant une grande dépense de force musculaire
Catégorie C	Consommateurs de 12 ans et sans limite d'âge se livrant personnellement aux travaux agricoles
Catégorie V	Consommateurs de plus de 70 ans dont les occupations ne peuvent autoriser un classement en catégorie C

Tableau 3 - Tableau représentant les différentes catégories de la population française entre 1940-1949
© LEROY Charlotte, 2023

Ainsi, chaque Français est classé en fonction de son âge et de sa profession. Chaque carte est nominative et individuelle. Nous y retrouvons la lettre de la catégorie, le domicile, l'état civil et le numéro d'ordre. Pour certifier de la validité de la carte, il est apposé obligatoirement le cachet de la mairie. Certaines denrées sont rationnées et ne sont délivrées que sous présentation de coupons ou de tickets -en plus de paiement. Les tickets sont une sorte de monnaie. Ce sont eux qui permettent de récupérer sa ration chaque jour, chaque semaine ou chaque mois. Une couleur spécifique est attribuée en fonction de la denrée, de la période et de la catégorie du consommateur. « *La carte individuelle d'alimentation devient une véritable carte d'identité alimentaire permettant à son détenteur d'obtenir les rations auxquelles il a droit.* »¹⁷³

¹⁷¹ GRENARD Fabrice, « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 94, 2007, p. 199-215.

¹⁷² Arrêté du 20 octobre 1940, publié au *Journal Officiel* du 23 octobre, 1940.
Journal officiel de la République française. Lois et décrets, mercredi 23 octobre 1940.
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2032124k/f11.item>

¹⁷³ GRENARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012, p. 16.

CARTE INDIVIDUELLE D'ALIMENTATION - Titre 3021

N° 17.574

Valable en catégorie E jusqu'au _____

Valable en catégorie _____ jusqu'au _____

Valable en catégorie _____ jusqu'au _____

Nom : BARATHIER

Prénoms : Christiane Jeanne Marie

Né le : 28.10.1949

à : Cahors

Nationalité : Fr Sexe : F

DOMICILE

Département : Lot

Commune : Cahors

Rue : Camp. Nadallac 8

Délivrée le : 3.11.1949

par la Mairie de **CAHORS**

Signature du Maire : *Hubert*



Figure 2 - Carte individuelle d'alimentation (1949)
© Arch. muni. de Cahors - 6 F 10



RA RB RC RD RE
SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48

RF RG RH RI RJ
SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48

RL RM RN RO
1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48

RP RO RR RS R
1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48

RU RV RX RY R
1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48 1^{er} SEM. 48

FEUILLE TRIMESTRIELLE DE COUPONS 1^{er} Trimestre 1949

CACHET

TITRE N° 4.637

38 12 46 5 9 8 3 6 5 4 3 18 17 16 15 67 66 65 64 63 62 61 60 57 56 55 54 53 52 51 50 49 48 47 46 45 43 42 41 40 39 38 37 36 29 27 26 25

EMISES NORMALES

LA LOI PUNIT DES PEINES LES PLUS GRAVES LA CONTREFAÇON, LE TRAFIC ET LA MISE EN CIRCULATION IRREGULIERE DES TITRES D'ALIMENTATION

Figure 3 - Intérieur d'une carte individuelle d'alimentation (1949)
© Arch. muni. de Cahors - 6 F 10

Le découpage des catégories évoluent pour les enfants, rendant le système davantage complexe pour les mères de familles qui se perdent entre la multitude de coupons et de tickets.

Par exemple, le 21 octobre 1940¹⁷⁴ les rations quotidiennes du pain sont définies ainsi :

- Catégorie E : 150 grammes ;
- Catégories J1 et V : 200 grammes ;
- Catégories J2 et A : 350 grammes ;
- Catégories T et C : 450 grammes.

Les rations vont chuter tout au long de la période. Pour bloquer l'inflation, les prix sont bloqués ou taxés. La réquisition alimentaire allemande pèse lourdement sur la politique de rationnement. L'Allemand est devenu le plus gros consommateur de biens français. Ils prélèvent plus de 400 millions de Francs par jour (1940) puis 300 millions (1941) et 500 millions (1942) puis 700 millions (1944). Les prélèvements allemands sur la production française représente entre 12% et 17% de la production agricole.

2.3. Cahors dans la zone Sud

Par l'instauration d'un ordre nouveau, chaque échelle de l'État devient plus autoritaire. Le préfet dispose alors d'une autorité majeure face aux maires, ne disposant que d'une faible autonomie et suivant les ordres du préfet. Ainsi, l'instauration du régime de Vichy s'accompagne d'une épuration dans l'administration. À la Préfecture du Lot, Jean Cabouat (1898-1969), en poste depuis 1937 est destitué au profit de Maurice Bézagu (1890-1969), en février 1940. Vichy préfère placer un nouvel homme de confiance le 14 novembre 1941, Loïc Petit (1896-1978). Fervent maréchaliste, il obtient rapidement la médaille de l'ordre de la Francisque gallique¹⁷⁵. Il organise de nombreuses réunions au cours desquelles il prononce des discours autour de la gloire du Maréchal et de son régime. Il organise aussi avec zèle la répression contre les premiers maquis. Très tardivement, en janvier 1944, il est relevé de ses fonctions par Laval pour avoir demandé que les exactions de certains miliciens soient réprimées. Il est remplacé par Frédéric Empaytaz (1894-1985) -gérant la préfecture jusqu'en août 1944.

¹⁷⁴ Arrêté du 20 octobre 1940, publié au *Journal Officiel* du 23 octobre, 1940.
Journal officiel de la République française. Lois et décrets, mercredi 23 octobre 1940.
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2032124k/f11.item>

¹⁷⁵ Marque spéciale d'estime au Maréchal Pétain, cette décoration est créée 1941. Elle symbolise la plus haute récompense. L'obtention de la médaille marque pleinement la dévotion à Philippe Pétain.

Parallèlement à la nomination de Loïc Petit, c'est Monseigneur Paul Chevrier (1886-1968) qui est désigné comme nouvel évêque de Cahors. Son prédécesseur Jean-Joseph Moussaron (1877-1956) est sensible, dans un premier temps, aux idées du maréchal. Devenu archevêque d'Albi en 1940, il œuvre, finalement, contre la persécution faite aux Juifs. Il est, depuis 2010, reconnu « Juste parmi les Nations ». *A contrario*, Monseigneur Chevrier ne prend pas position lors des différentes rafles organisés par l'État français. Alors qu'au même moment l'archevêque de Toulouse¹⁷⁶ et l'évêque de Montauban¹⁷⁷ les condamnent fermement au travers de lettres ouvertes et durant leur profession.



Figure 4 - Loïc Petit, préfet du Lot (1941-1944)
© Arch. dép. du Lot - 74 J 70



Figure 5 - Monseigneur Paul Chevrier, évêque de Cahors (1941-1962)
© Archives nationales - 19990252/2

La mairie de Cahors est toujours détenue par Anatole de Monzie (1876-1947), en poste depuis 1919 -sans interruption. Personnalité complexe de la III^e République, de Monzie cumule de nombreux mandats : député de Cahors (1909-1919), sénateur du Lot (1920-1929) avant de redevenir député (1929-1940) puis maire de Cahors (1919-1942) et président du Conseil général lotois (1919-1940). Pacifiste, il est favorable à l'armistice et vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Il jouit d'importantes relations avec les autorités françaises mais également allemandes, comme avec l'ambassadeur du Troisième Reich en France, Otto Abetz (1903-1958). Son esprit indépendant dérange cependant Pétain et Laval. Le 16 février 1942,

¹⁷⁶ Jules Saliège (1870-1956) n'hésite, dès 1942, à prendre position contre le régime de Vichy, où il dénonce la déportation des Juifs, la mise en place du Service du travail obligatoire -STO- ou encore les exactions allemandes. Il ne prend pas part au mouvement de la Résistance à proprement dit, mais il est reconnu « compagnon de la Libération par de Gaulle, et honoré de la distinction « Juste parmi les nations ».

¹⁷⁷ Pierre-Marie Théas (1894-1977) fait également partie des rares membres de l'Église catholique à prendre part contre les mesures antisémites. Il est déclaré « Juste par les nations ».

Laval ordonne sa démission forcée de sénateur-maire. C'est l'avocat Xavier Gisbert qui est nommé comme son remplaçant jusqu'à la Libération.

En somme, la vie cadurcienne à la veille de novembre 1942 est -comme dans l'ensemble du département- profondément partagée. Une partie de la population fait le choix de l'attentisme, d'autre entre en Résistance ou en Collaboration¹⁷⁸. L'hiver 1942-1943 signe le basculement du département vers le soutien des actes de la Résistance¹⁷⁹.

2.4. Cahors après 1942

La fin de l'année 1942 marque un réel tournant dans le conflit. Les Alliés parviennent à arracher des victoires importantes, notamment avec le débarquement en Afrique du Nord – Opération Torch. Face à cette offensive, les autorités allemandes décident, le soir du 10 novembre 1942, le lancement de l'opération Anton. Ainsi, une partie de l'armée allemande marche vers Bordeaux, l'autre vers le centre du territoire. En un jour, les blindés sont aux portes de la Méditerranée. La zone dite « libre » devient un territoire occupé.

Dans le Lot, et plus particulièrement à Cahors, les Allemands arrivent le 11 novembre 1942 à 16h05¹⁸⁰. Ils s'installent d'abord à l'hôtel des Postes -257 rue du Président-Wilson-. C'est plus de 250 hommes qui sont comptabilisés : une majorité de cheminots, une vingtaine de membres de la *Feldgendarmarie*¹⁸¹, et des éléments de l'armée allemande -*Wehrmacht*. Parmi ces derniers, nous avons également des soldats, surnommés par les cadurciens « Mongols », en raison de leur origine géographique¹⁸². Ce chiffre évolue : sont annoncés 1 200 hommes en mars 1944¹⁸³.



Figure 6 - Deux des membres de la troupe des « Mongols »
© Dépôt Central de la Justice Militaire (DCJM), Le Blanc

¹⁷⁸ LABORIE Pierre, *Résistants Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

¹⁷⁹ C'est notamment la mise en place du Service du travail obligatoire, mesures très impopulaires à Cahors, le 16 février 1943 qui provoque ce basculement, et donc l'entrée en clandestinité des réfracteurs, qui forment les premiers maquis.

¹⁸⁰ LABORIE Pierre, *Résistants Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

¹⁸¹ Unité militaire assurant le maintien de l'ordre et organisant la traque des Juifs, des résistants et la répression du marché noir.

¹⁸² Ce sont pour la plupart des Géorgiens ou des personnes issus de pays proches des steppes de Mongolie.

¹⁸³ *Arch. dép. du Lot* - 1180 W 8

Nous pouvons affirmer que seulement la ville de Cahors est occupée continuellement de novembre 1942 à août 1944. La ville devient le siège de l'État-major -*Verbindungsstab*-, administré par celui de Toulouse -*Hauptverbindungsstab*. L'État-major réquisitionne l'hôtel de l'Europe (rue du Président-Wilson) et les cheminots et les *feldgendarmes* à l'hôtel Terminus (en face de la gare ferroviaire). Le reste des troupes se disperse dans la ville dans des logements privés et divers hôtels.

Selon les ordres de l'Allemagne, les soldats stationnés en France doivent répondre à certains respect et contraintes. Il leur est interdit de voler, ou de payer en marks ou de faire pression sur les autorités français¹⁸⁴. Par leur nouvelle vie quotidienne, les Allemands tentent de rapporter des éléments de leurs pays. En témoigne une correspondance du 26 mai 1944, où une demande est faite aux autorités cadurciennes afin de lister toutes les usines ou magasins alimentaire, les huileries dans le Lot, et plus spécifiquement les usines à choucroute et les fabriques de bières.¹⁸⁵

Le paysage cadurcien se meut par l'implantation durable des Allemands. Par leur présence, il augmente le sentiment d'insécurité des Cadurciens. Néanmoins, c'est l'installation de la Gestapo dans le cœur de la vie qui accélère le phénomène. En effet, au mois d'août 1943, une *Aussendienststellen*, une agence auxiliaire au Sipo-Sd¹⁸⁶ de Toulouse s'installe à Cahors. La Gestapo prend place à Cahors. Les agents prennent place dans l'unique dancing de la ville, la villa Robinson. Située au 171 chemin de Peyrolis, en contre-bas de la voie ferrée et de la route vers Toulouse, l'emplacement de l'agence est idéal. Il domine Cahors tout en étant éloigné pour éviter d'être entendu. C'est Heinrich Jensen¹⁸⁷ qui est le chef de cette équipe à partir de novembre 1943. Le 14 avril 1944, les équipes de la Gestapo déménagent dans le centre-ville de la cité cadurcienne à la villa Artigues, au 52 rue Émile Zola. Ce changement peut être dû à la pression exercée par les maquisards aux abords de la villa. Un sentiment d'insécurité se fait ressentir par les gestapistes. Jensen est remplacé le 3 avril 1944 par Frantz Feilmayer.

¹⁸⁴ Arch. dép. du Lot - 1 W 557

¹⁸⁵ Arch. dép. du Lot - 1 W 557

¹⁸⁶ La *Sicherheitspolizei* ou Police de sûreté -abrégée Sipo- est la Police allemande, créée en 1936 et régie par Heinrich Himmler (1900-1945). Elle regroupe deux entités : la Gestapo ou *Gebeime Staatspolizei* (la police politique) et la Kripo ou *Kriminalpolizei* (la police criminelle). Dès 1939, le *Sicherheitsdienst* (SD), le service de sécurité de la SS, et le Sipo sont regroupés au sein du *Reichssicherheitshauptamt*. Dans le langage courant, le Sipo-SD est appelé par l'une de ses sections, la Gestapo. Elle représente l'image de la terreur nazie.

¹⁸⁷ Arch. dép. du Lot - 1 W 197



Figure 7 - Heinrich Jensen, chef de la Gestapo (1943-1944)
© Dépôt Central de la Justice Militaire (DCJM), L. Blanc

Leurs actions sont d'abord centrées sur l'arrestation de personnes soupçonnées de faire partie de la résistance, de participer au marché noir ou de traquer les juifs¹⁸⁸. Elle peut compter sur l'aide de la *Feldgendarmarie* mais aussi sur quelques cadurciens.

Aussi, l'arrivée des Allemands à Cahors s'accompagne de nouvelles réquisitions. Dès le 7 décembre 1942, la Kommandantur demande aux autorités locales sa mise en contact avec une entreprise auprès de laquelle elle pourrait se ravitailler en légumes frais. Jusqu'à la fin du conflit, les occupants vont régulièrement s'adresser aux services préfectoraux afin d'avoir des informations sur les différents commerces¹⁸⁹.

3. Une vie quotidienne mouvementée à Cahors ?

La vie quotidienne des Français -et donc des Cadurciens-, entre 1939-1949, est rythmée par les coupons et tickets multicolores. Il pleut des restrictions et des interdictions. Le blocage du commerce avec les colonies et la perte d'une importante main-d'œuvre réduisent les capacités d'actions. Les habitants vont rapidement mettre en place différents systèmes afin d'alléger leur vie quotidienne pesante : les colis familiaux, les jardins potagers ou même le recourt au marché noir, ou le troc.

3.1. Le coût de la vie dans ces années noires

Ce sont de longues files d'attente devant des magasins peu ou pas approvisionnés qui s'imposent rapidement à Cahors. Ce nouveau système de rationnement amène à bousculer, à

¹⁸⁸ Arch. dép. du Lot - 1180 W 8

¹⁸⁹ La répression allemande est très importante dans le reste du département. Même s'ils ne stationnent pas dans les villages, leurs actions amènent à de lourdes pertes et dégâts. Nous pensons ici aux crimes commis par la *Das Reich*, la 2^e division SS à Gabaudet ou encore Figéac.

nouveau les mentalités. La profusion de nourriture chez certains devient davantage un marqueur de privilèges et de méfiance. Ces longues files d'attentes deviennent des lieux importants de sociabilité où les rumeurs viennent et circulent. La diminution du rationnement dans la vie quotidienne s'analyse comme la transgression d'une vie décente. L'obsession est pour les Cadurciens la nourriture, elle anime les manifestations. Nous pouvons même parler d'un « droit au pain »¹⁹⁰, devenu un minimum vital. En règle générale, la vie quotidienne dans le Lot est soutenable. À Cahors, on souffre d'avantage des pénuries que des restrictions.

Les rations ne cessent de diminuer et fragilisent les apports en calories nécessaires. Le consommateur peut espérer compléter son alimentation avec des denrées non rationnées parfois présentes sur le marché libre : abats, gâteaux sans farine, mais aussi fruits et « nouveaux » légumes, comme les rutabagas et les topinambours¹⁹¹. C'est la diminution de la ration de vin qui est la moins appréciée, si nous regardons les Renseignements généraux¹⁹². La diminution de la ration du vin a particulièrement mécontenté les ouvriers. Certaines questions alimentaires ont dû mal à être solutionnées parfaitement à cause de cet état de choses.

Également, les prix des denrées alimentaires ne cessent d'augmenter. Dès 1939, en une saison, nous passons de ce que nous pouvons appeler une « économie de l'abondance » à une économie de la pénurie. De l'été à l'hiver 1940, la France connaît une grave dépression en raison de la désorganisation générale de la production et des échanges. La pénurie se généralise et s'installe progressivement. L'hiver 1940-1941 est rude et marque les premières réelles difficultés matérielles : rationnement alimentaire conséquent (pain, viande, beurre et corps gras), restrictions du chauffage, du textiles et augmentation du chômage. De 1941 à 1942, nous observons une reprise très relative et inégale grâce à l'impulsion des commandes allemandes. En 1943, l'Allemagne est alors en difficulté à l'Est, il faut que la France participe à son effort de guerre. L'année 1944 implose à cause des sabotages, des bombardements et de la reprise de la guerre sur le territoire français. Dès lors, l'économie va souffrir davantage, pesant sur la phase de reconstruction.

Pour les Cadurciens, le manque de lait se fait profondément ressentir. Ce produit est générateur de profondes inégalités sociales et économiques¹⁹³. Le Lot n'étant pas un producteur de lait, la

¹⁹⁰ VELLON Dominique, « Aux origines de la sous-alimentation : pénuries et rationnement alimentaire », VON BUELTZINGLOEWEN Isabelle (dir.), « Morts d'inanition : Famine et exclusions en France sous l'Occupation », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 31-43.

¹⁹¹ Ils sont très mal accueillis par la population cadurcienne puisqu'ils sont habituellement utilisés pour nourrir le bétail.

¹⁹² Arch. dép. du Lot - 1180 W 1

¹⁹³ Le lait est produit dans les communes limitrophes au Cantal. De plus, face à un réseau routier mal desservi, certains producteurs ruraux de Gorses et de Cavaignac donnent leur lait aux cochons puisque rien n'est prévu pour le faire transporter.

pénurie est fatale et les prix sont exorbitants. À Cahors, si nous voulons du lait -face au manque- il est préférable de réaliser un certificat médical -à 20 francs la visite- pour obtenir son attribution quotidienne d'un demi-litre de lait. De plus, le niveau de vie y est très bas. Le salaire moyen d'un ouvrier cadurcien est de 1 100 francs par mois, pour un loyer fixé au minimum à 400 francs¹⁹⁴. Très vite, les légumes et les fruits atteignent des prix exorbitants sur les marchés. Il est question de 21 francs pour un chou-fleur, 50 francs pour un kilo de cerises¹⁹⁵. En avril 1943, dans le circuit légal, le kilogramme de porc vaut près de 40 francs, le litre de vin (très rare même dans le Lot) 10 francs, le beurre (introuvable) plus de 40 francs les 500 grammes. Dès qu'un produit est soumis à une taxation, il disparaît de la vente.

Pour la population non paysanne, une alimentation convenable est très difficile. La colère des Cadurciens se fait entendre auprès des autorités. Des lettres de protestations sont mêmes envoyées directement au maréchal Pétain -qui les renvoient à la préfecture du Lot. En témoigne la lettre de Mme Duval, du 6 mars 1941.

« Je me permets de vous soumettre des faits qui se passent ici, à Cahors (Lot) et qui ne me paraissent pas être tout à fait réguliers. Nous savons tous que le retour à la terre est urgent, mais cependant, chacun commence à trouver que les paysans exagèrent quant aux prix pratiqués sur les marchés, approvisionnés par de petits cultivateurs-maraîchers des environs de la ville, qui n'ont donc aucun frais de transport car ils viennent soit à pied ou en bicyclette avec petit chariot attelé à leur bicyclette.

[...] En toute sincérité, comment un employé moyen (c'est mon cas, je suis dans une Sté d'Assurance de Paris, repliée à Cahors) peut vivre ? pour qui sont ces prix ? seulement pour les notabilités du pays, eux seuls ont droit aux légumes frais !!

[...] Nous nous demandons avec angoisse, si, ce printemps prochain et cet été, nous nous verrons encore obligés de manger des pâtes et des rutabagas, quand les marchés seront pleins de légumes et que nous serons dans l'impossibilité d'y toucher faute de moyens.

[...] Je gagne net 1 200 francs par mois. Nous sommes deux à vivre dessus ma mère et moi (car il n'existe rien pour les vieux parents à charge d'une femme seule). Ici à Cahors, j'ai un loyer de 300 frs par mois [...] et ici il m'a été impossible de trouver moins cher. [...] je voudrais que vous puissiez penser un moment au sort de mes pareils ... car il ne nous est donné aucune indemnité de déplacement par la Compagnie, je vous prie donc de croire que le sort des paysans est loin d'être aussi triste que le nôtre, et que le mécontentement augmente de jour en jour. »¹⁹⁶

¹⁹⁴ Arch. muni. de Cahors - 5 H 56

¹⁹⁵ Arch. dép. du Lot - 1 W 942

¹⁹⁶ Arch. dép. du Lot - 1 W 942

Cette lettre est très équivoque et elle reflète la pensée de bon nombre de Cadurciens au même moment. Se dessine également le fait que la vie urbaine est en décalage avec la vie rurale. Cette situation devient intenable. Néanmoins, en regardant de plus près, les clivages sont moins nets.

3.2. Parvenir à faire vivre son foyer : le rôle des femmes et des enfants

Une partie de la population est grandement impactée par ces nouvelles politiques. Elles sont très rarement placées au centre de propos historiques. Nous faisons référence ici aux femmes et aux enfants. La femme est encensée par Vichy. Elle se doit de (re)devenir la mère au foyer. Renvoyées dans leur maison, elles doivent être dévouées uniquement à leurs enfants et leurs maris, réduites aux tâches ménagères, et elles ne peuvent pas entraver la place de l'homme travailleur. C'est l'Homme qui subvient au besoin de la famille. La femme devient exclusivement mère et son existence ne se justifie que par la famille. Cette volonté dans la politique nataliste de Vichy amène à mettre les femmes dans une position d'infériorité. La loi du 11 octobre 1940 interdit « l'embauche ou le recrutement de femmes mariées dans les emplois des administrations »¹⁹⁷.

Néanmoins, Vichy utilise grandement l'image de la femme dans sa propagande, sur les billets. L'État français va célébrer la Fête des mères¹⁹⁸ avec une résonance et une solennité toute particulière. C'est la création d'un nouvel instrument du natalisme. Des cérémonies sont organisées dans tous les départements. Des médailles de bronze sont décernées pour celles ayant cinq enfants, d'argent pour huit et d'or pour dix enfants et plus. Pour le Lot, sont ajoutés aux médailles, du chocolat (allant de 2,5 kg à 0.75 kg), du sucre, du charbon, de la faïence et du savon¹⁹⁹.

Leur vie est brumeuse et leur sacrifice et leur dévouement font partie intégrante de la vie quotidienne. Bien évidemment, ce n'est pas le même pour toutes. Certaines jouissent de positions privilégiées, où ces situations ne les concernent pas. Néanmoins, la majorité des femmes est enfilée dans des problèmes du quotidien. Elles font la queue devant les mairies pour obtenir les cartes et les tickets d'alimentation, tous les mois et toutes les semaines. Elles sont devant les vitrines des magasins, en espérant pouvoir repartir avec de quoi nourrir leur famille le soir.

¹⁹⁷ Plusieurs lois endiguent la liberté et les droits des femmes et d'autres appuient sur son rôle de nourricière de la France. Nous pensons ici à la loi du 11 octobre 1940 donnant l'interdiction d'embaucher des femmes mariées dans les services de l'État, les collectivités locales ou territoriales, et les femmes ayant plus de 50 ans doivent se retirer (suspendue en septembre 1942) ou encore la loi du 29 mars 1941 portant sur l'allocation dite de « mère au foyer » -remplacée par un salaire unique et étendue aux femmes d'artisans et agriculteurs. Le 15 février 1942, l'avortement est déclaré comme « un crime contre la sûreté de l'État ».

¹⁹⁸ Ce n'est pas le maréchal Pétain qui crée la Fête des mères. Il la reprend afin de lui donner plus de reconnaissance.

¹⁹⁹ *Arch. dép. du Lot* - 1 W 112

Suroccupées, la situation tend à s'améliorer courant 1943, lorsqu'elles ont pris le pli des démarches.

Malgré tout, la grogne est générale à Cahors. Les renseignements généraux compilent plusieurs témoignages de leurs agacements²⁰⁰ : « *Les mères insistent sur le fait que le gouvernement qui demande aux Français d'avoir des enfants, ne semble faire aucun effort pour aider les mères de famille à les élever.* » ; « *les ménagères indiquent que si elle ne font pas le marché noir, elles ne peuvent nourrir leurs famille pendant une semaine* » ; « *Les ménagères se plaignent* » Dans le Lot, la question du lait demeure angoissante pour l'avenir. Leur mécontentement augmente face à la diminution des denrées sur les étals.

Par ailleurs, être un enfant dans la période 1939-1949, c'est subir les réalités du conflit. Les enfants oscillent entre pénuries alimentaires, privation d'instructions et nécessité de participer à la main-d'œuvre agricole. Pourtant, Vichy place les enfants au cœur de sa politique. Il est question pour l'administration vichyste de former de « vrais jeunes », sains de corps et d'esprit et habités par le nouvel ordre. Ce sont eux qui pourront assurer la pérennité de la Révolution nationale au travers de structures conçues spécialement pour eux. En 1942, pour lutter contre cette situation, des goûters pour les enfants sont mis en place dans les écoles de Cahors et dans tout le département. Le Secours national subventionne cet évènement. Chaque écolier a le droit à un goûter chaud chaque jour. Le 30 janvier 1942, les écoles de Cahors servent un potage aux pommes de terre et aux légumes, du riz préparé au bouillon de légumes, un œuf sur le plat et des noix. Certains enfants y découvrent le chocolat²⁰¹.

3.3. Comment pallier à l'absence de nourriture ?

Pour pallier les manques de nourriture ou l'augmentation des prix, certains empruntent des marchés parallèles. Marché noir, trocs, système D sont des réponses aux décisions politiques stricts. Nous sommes dans ce que Pierre Laborie appelle « les stratégies de contournements »²⁰² :

*« dans cette conjoncture, mais jamais revendiqué de façon explicite, des pratiques de dissimulations, des stratégies de contournement, traduisent une sorte de culture du « double » où le jeu masqué de l'être et du paraître devient une règle de survie, pour certains, une règle de vie tout court »*²⁰³.

²⁰⁰ Arch. dép. du Lot – 1180 W 1

²⁰¹ Arch. dép. du Lot - 8 W 31

²⁰² LABORIE Pierre, « Vie et mort des Français dans la Deuxième Guerre mondiale », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

²⁰³ *Ibid.*

3.3.1. Le recours au marché noir et aux trocs

« Marché clandestin où les objets sont vendus à un prix supérieur à la taxe » tel est décrit le marché noir dans *Le Petit Larousse* de 1942. Il est durant la période de Vichy, la forme de délinquance la plus courante. Dans le Lot, le marché noir n'est que très minoritaire en tous points : proportion, nombre, volume²⁰⁴. Ce sont surtout les volailles et les cochons qui se vendent sur le marché. Une donnée est à prendre en compte, lorsque nous travaillons sur une économie souterraine comme ce marché : « [il] présente en effet la particularité de ne pas laisser de traces et, a priori, il devrait être très peu présent dans les archives. [...] à la fois fuyant et discret tout en étant partout présent. »²⁰⁵

Tout est trafiqué : les aliments, les vêtements, les matériaux, le charbon, *etc.* Il alimente toutes les conversations et les fantasmes. Ces différentes pratiques du marché noir franco-française rassemblent également les petits trafics ayant pour simple but d'améliorer le quotidien (abattages clandestins, achats directs dans les fermes, trocs). Dans certains cas, nous pouvons percevoir ce marché noir comme la véritable riposte face aux insuffisances du ravitaillement. Il suscite des sentiments contradictoires. D'un côté, une partie de la population accuse les trafiquants de s'enrichir et, sous un angle différent, ces derniers estiment avoir fait leur devoir de résistance. Selon eux, sans leurs actions, il aurait été impossible de survivre pour les populations urbaines²⁰⁶. Les prix du marché noir atteignent des sommets. De septembre à octobre 1943, la douzaine d'œufs passe de 50-60 à 70-80 francs et les pommes de terre de 12 à 15 francs le kilo²⁰⁷.

Plus de 4 000 Français sont condamnés à la prison en 1942 et plus du double est poursuivi en 1944. La dénonciation du marché noir est l'un des rares points communs entre le régime Vichy, les collaborationnistes et les résistants. Vichy s'y oppose en raison de la menace contre le ravitaillement. Les fascistes, profitant des largesses allemandes, y voient la main des Juifs ou des francs-maçons. Seuls les résistants estiment que ces pratiques sont le fait du pillage de l'occupant.

À Cahors, des cas de condamnation pour « marché noir » sont avérés, mais il s'agit souvent de règlements de compte. À l'inverse, le système de troc est majeur dans les campagnes. Pour les Cadurciens ayant des connaissances ou de la famille dans les campagnes peuvent bénéficier de ce troc. Les gens des villes venant chercher des vivres à la campagne.

²⁰⁴ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 36.

²⁰⁵ GRECARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008, p. 10.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 8.

²⁰⁷ *Arch. dép. du Lot* - 1 W 808

« Les gens de Cahors qu'on connaissait venait acheter [à Montdoumerc, 22km] ce qu'ils pouvaient, en voiture ou à vélo – avec une remorque ! – quand ils n'ont plus eu d'essence. Des pommes de terre, du lard, quelques canards. Les citadins connaissent toujours quelqu'un à la campagne ... »²⁰⁸

Certains découvrent de nouveaux cousins.

3.3.2. Les solutions les plus utilisées : les ersatz et la débrouillardise

« Ersatz : « produit de remplacement » tantôt à « succédané, employé plutôt dans l'alimentaire [...] concept indissociable de la pénurie dont il est la contrepartie »²⁰⁹ Ce germanisme permet de contrer quelques les pénuries. En effet, la France -mais aussi d'autres pays- pallie à l'absence ou l'insuffisance de matières premières en fabriquant de nouveaux produits. Ces derniers remplacent bien souvent imparfaitement d'autres aliments, plus rares et plus chers. La chicorée remplace le café, la margarine, le beurre ou encore la saccharine qui se substitue au sucre. Ils sont souvent très faibles en vitamines et en minéraux mais se conservent davantage.²¹⁰

Le service en charge du ravitaillement se dote d'un Bureau central des recherches afin d'élaborer de nouveaux aliments. Des produits de substitution sont mis en place comme le « café aux pois chiches brûlés » ou encore le « café aux glands et aux racines d'endives torréfiés ». Aucune de ses substances ne recenser comme étant utilisées à Cahors ou dans le Lot. Également, la saccharine²¹¹ devient peu à peu le produit de remplacement du sucre. Pour récupérer ce glucose, des campagnes de ramassage de féculs comme le marron d'Inde par les enfants sont lancées. L'huile de pépins de raisin fait aussi son apparition.

Pour les légumes, face aux manques de pommes de terre, ce sont de « nouveaux » légumes qui se retrouvent sur les étals du marché comme les topinambours et les rutabagas. Ils sont très peu appréciés et raillés puisque réservés communément aux bétails. Cependant, ils sont à certains moments les seuls disponibles.

Dans le Lot, les Renseignements Généraux soulignent la grande ingéniosité des Cadurciens pour s'adapter²¹². L'heure est à la débrouillardise et au système « D », débrouillard. La pénurie a nourri l'esprit inventif. Les chaussures sont faites avec des semelles de bois par exemple²¹³. L'exploitation d'un jardin potager est primordiale en cette période. En 1942, l'Éducation

²⁰⁸ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 140.

²⁰⁹ VEILLON Dominique, « Une politique d'adaptation spécifique : les ersatz », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 59.

²¹⁰ *Ibid.* p. 59-74.

²¹¹ Il s'agit d'un édulcorant artificiel, créé en laboratoire. Elle ne contient ni calories ni glucides.

²¹² *Arch. dép. du Lot* - 1180 W 1

²¹³ Une paire est présente dans le fonds du musée.

nationale propose à chaque département, la mise en place de jardins potagers, exploités par les enfants et leurs instituteurs. La récolte sera distribuée aux nécessiteux, pour les soupes populaires, pour le goûter des enfants ou pour le Secours national²¹⁴. Il est difficile de pouvoir mesurer l'impact et l'utilisation de ses systèmes parallèles. Le manque de témoignages quant aux modes de vie, à l'approvisionnement quotidien ne rend pas réellement possible la compréhension de la période. Cependant, les archives permettent de mettre en relief l'action complexe des commerçants et des restaurateurs grâce aux arrêtés, aux condamnations et aux lettres.

3.4. L'influence des professionnels : commerçants et restaurateurs

Les commerçants souffrent de la difficulté à remplir les stocks. Ils se sont très vite trouvés dans la tourmente. En effet, ce sont eux qui jouissent d'un statut complexe, car ils se trouvent au cœur du problème existentiel, l'alimentation. Ils sont accusés explicitement lors des hausses des prix ou même des raréfactions des produits. Leurs attitudes sont structurées mais leur revendication est souvent écoutée par les politiciens. L'État se sert d'eux comme pourvoyeur et contrôleur de la vie quotidienne. « **16 avril 1944** : [...] *Pour la viande de boucherie, la rumeur court que la viande mise en vente à Cahors le 15 avril provient des animaux tués lors de l'attentat du 6 avril 1944.* »²¹⁵

Les commerçants sont très vite pointés du doigt et accusés des pires méfaits. Par exemple, au début de l'année 1942, un boucher de Cahors, M. Richard est accusé par ses confrères, dans une lettre commune, de vente sans tickets, de hausse illicite et de tromperie sur la qualité.

« Les soussignés, désireux de collaborer à l'œuvre de Révolution de Mr le MARECHAL, se voient dans l'obligation de signaler à votre bienveillante attention, la façon dont est faite la répartition de la viande à la Boucherie de CAHORS.

Cette répartition n'est pas faite au prorata des quantités vendues en 1938, en outre, le Collègue [...] s'attribue un excédent de viande en sus du contingentement auquel il a droit. [...]

Cette situation constitue un monopole de fait au Boucher, répartiteur, et ce au détriment d'une certaine partie de la population ainsi qu'à nos intérêts. [...] »²¹⁶

En lisant les quelques procès-verbaux des accusateurs et des clients, nous comprenons que la jalousie règne dans ce conflit. M. Richard est surtout accusé d'avoir donné un peu plus à ces

²¹⁴ Arch. dép. du Lot - 1 W 295

²¹⁵ Arch. dép. du Lot - 1180 W 1

²¹⁶ Arch. dép. du Lot - 1109 W 963

clients afin de les satisfaire. Il est condamné à plusieurs mois de détention. À la Libération, il devient chef de l'organisation des bouchers cadurciens.

À l'image des commerçants, les restaurants subissent des contraintes supplémentaires. Leurs menus sont classés en fonction du tarif : A de 35 francs 10 à 50 francs, B de 25 francs 10 à 35 francs, C de 18 francs 10 à 25 francs et D égal ou inférieur à 18 francs²¹⁷. Il est impératif pour les restaurateurs d'afficher à partir de 10 heures, le menu mais aussi la valeur des tickets à remettre par les clients. La composition des menus est déterminée par le Gouvernement : pas souvent de poissons, pas de salades contenant des œufs. Le beurre et le sucre ne doivent pas être laissés à leur disposition. Les restaurateurs peuvent servir des huîtres, des oursins, des moules froides, des crevettes, des escargots, ou encore du caviar. Il ne peut être servi qu'un maximum de 90 grammes de viande. Une même viande ne peut être servie tous les jours. Ils doivent varier entre la charcuterie, les triperies, les volailles, les lapins et même le gibier. Les RG cadurciens notent les différents problèmes rencontrés par ces professionnels à la suite de ces impératifs : « *Les restaurateurs cadurciens ont été satisfaits des distributions de poissons qui ont eu lieu la semaine dernière, ce qui leur a permis de constituer leurs menus avec un plat de légumes en moins.* »²¹⁸ À partir de mai 1940, les restaurants des grandes villes ferment à 23 heures contre 22 heures pour les autres communes. Ceux qui enfreignent les règles sont passibles de peines allant de 6 jours à deux mois de prison, de 16 francs à 2 000 francs d'amendes, ou encore de la fermeture de leur établissement pendant un certain temps²¹⁹.

Dès 1941, le vin est rationné, jusqu'à disparaître du menu. La diminution de la ration de vin n'a pas été favorablement accueillie et en particulier la suppression du vin dans les restaurants aux repas du soir. La diminution de la ration du vin a particulièrement mécontenté les ouvriers qui prennent leurs repas dans les restaurants²²⁰. Dès l'arrivée des forces allemandes à Cahors, ce sont les hôtels-restaurants qui sont réquisitionnés en majorité car ils disposent de tous les équipements et sont disponibles immédiatement. La présence des Allemands dans ces lieux amène à des grands aménagements intérieurs comme une salle pour entreposer des armes et une autre pour les provisions. De nombreuses dégradations sont signalées à la Libération. Les hôteliers demandent réparation au nouveau gouvernement. Les professionnels, ont, pour certains, profiter pleinement de la situation, laissant les plus démunis, davantage sur le côté.

²¹⁷ AMOUROUX Henri, *La vie des Français sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1961, p. 146.

²¹⁸ *Arch. dép. du Lot* - 1180 W 1

²¹⁹ AMOUROUX Henri, *op. cit.*

²²⁰ *Arch. dép. du Lot* - 1180 W 1

3.5. Le Secours national : l'État à la gérance de l'entraide

Le Secours national est une organisation humanitaire fondée le 4 août 1914, seulement trois jours après la déclaration de la Première Guerre mondiale. Elle est chargée de venir en aide aux militaires, à leurs familles ainsi qu'aux victimes civiles. Ce sont principalement des vêtements chauds qui sont envoyés au front. Le Secours national est remis en fonction dès le début de la Seconde Guerre mondiale par le gouvernement Daladier. En juillet 1940, le maréchal Pétain réaffirme l'utilité publique de cette aide auprès des préfets. C'est le 19 octobre qu'un décret institue le Secours national. Philippe Pétain place le Secours National sous sa haute autorité et décide la coordination de ses opérations au sein de succursales départementales²²¹. Cet organisme d'entraide dispose d'un budget de plus d'un milliard et demi de francs et devient un puissant instrument de propagande vichyste. Ces recettes sont issues des gains de la Loterie nationale²²², de dons divers des particuliers et des bons de solidarité²²³. Cette structure s'appuie également sur la somme des confiscations et des ventes des biens juifs.

À Cahors, le Secours National œuvre grâce à différentes structures d'aide et de secours et coordonne ses actions depuis ses bureaux situés au 54 rue Émile-Zola. Le délégué départemental est choisi le 16 janvier 1940 par le préfet du Lot. Il s'agit de Paul Orliac²²⁴. Les différentes structures de Cahors sont par exemple « *La maison du Prisonnier* », l'« *Association des femmes et mères de prisonniers de guerre* ». Face à la nécessité de leur action sur l'ensemble du département, des réseaux d'entraide sont mis en place. Dès l'hiver 1941, sont mis en place une cantine scolaire, des soupes populaires et des repas d'entraide durant les hivers (également à Figeac).

Les enfants sont à l'honneur dans les actions du Secours national lotois. En mai 1942, un « *parrainage d'enfants malheureux* » est mis en place. Il est question de récolter des biens pour le ravitaillement des cantines scolaires cadurciennes afin de soulager « *des enfants sous-alimentés [de Cahors] [...] sont plus nombreux que dans les communes rurales* »²²⁵. Pour les plus nécessiteux, un foyer municipal est ouvert toute la journée pour proposer des soupes populaires. Rue Frédéric-Suisse,

²²¹ *Journal officiel de la République française. Lois et décrets*, samedi 19 octobre 1940.
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2032120x?rk=21459:2>

²²² Fondée en juillet 1933, elle vient en aide aux invalides de guerre, aux anciens combattants. En 1938, son existence est menacée face au danger moral des jeux d'argent. Néanmoins, malgré les pénuries de papiers, la Loterie nationale perdure durant la Seconde Guerre mondiale, sous l'égide de l'État français.

²²³ Ce sont des billets n'ayant aucune valeur monétaire mais leurs ventes permettent de financer des repas pour les plus nécessiteux.

²²⁴ Il est médecin, conseiller général pour le département du Lot, président de la chambre de commerce de Cahors et président de la commission départementale. *Arch. dép. du Lot* - 1 W 120

²²⁵ *Arch. dép. du Lot* - 1 W 295

l'établissement est chauffé, meublée et met à disposition des activités. Il est sous la direction de la mère supérieure des Sœurs Noires²²⁶.

Chargée de la distribution des repas, le Secours national se dote d'un nouvel instrument : un restaurant. Le 21 novembre 1942, un « Restaurant familial » est ouvert à l'Hôtel Laporte, au 13 rue Nationale. Pour son ouverture, le Secours national prête 20 000 francs à la municipalité cadurcien pour le lancement du restaurant. La somme est utilisée pour couvrir les travaux et les réparations nécessaires²²⁷. En effet, lors de la séance du 30 novembre 1942 du conseil municipal cadurcien, nous apprenons les détails de fonctionnement du restaurant :

« Séance du 30 novembre 1942 : Création d'un restaurant familial à prix réduits

[...] Cet établissement dont M. le Préfet du Lot nous avait demandé création par lettre du 4 novembre 1942 a ouvert ses portes le 21 novembre à l'Hôtel Laporte rue Nationale. Il facilitera le ravitaillement des classes pauvres de la population au cas où les conditions du ravitaillement s'aggravaient cet hiver. Nous avons ainsi servi dans cette voie le Gouvernement qui, pour améliorer le sort des classes laborieuses, attache la plus grande importance à l'intervention des Pouvoirs Publics dans l'organisation des repas collectifs.

Déjà fonctionnent à Cahors une Cantine scolaire, des soupes populaires et des repas d'entraide qui ont rendu de réels services durant l'hiver dernier.

Mais ce restaurant s'adressera à une catégorie de consommateurs plus familiale que celle qui va aux cantines et moins déshéritée que celle qui va aux soupes populaires. [...] »²²⁸

Les prix proposés défient les autres restaurants de la ville. En effet, l'établissement sert matin et soir, à prix coûtant, des repas complets à consommer sur place à 9,50 francs. Il propose également des repas à emporter à 6 francs, pouvant comprendre une viande et deux plats de légumes. Ce restaurant est réservé aux ouvriers, aux employés et aux fonctionnaires de la ville, accompagnés de leur famille. Il s'adresse donc à une catégorie de consommateurs moins défavorisés que celle qui fréquente les soupes populaires. En juillet 1943, ce sont 77 577 repas qui sont servis, soit une moyenne de 350 repas par jour²²⁹. Ce dernier est de plus en plus sollicité et ne doit pas proposer des tarifs équivalents aux autres restaurants. Il est également indiqué, au cours de ces délibérations, que la situation du Restaurant familial de Cahors est unique :

²²⁶ Ou couramment appelées les sœurs de la Miséricorde.

²²⁷ Arch. muni. de Cahors - 1 D 56

²²⁸ Arch. muni. de Cahors - 1 D 55

²²⁹ Arch. muni. de Cahors - 1 D 56

« Les Inspecteurs du Ravitaillement sont venus à plusieurs reprises, et ont trouvé normal le fonctionnement du Restaurant. Un Inspecteur des Restaurants Communautaires et Légionnaires a déclaré que la situation du Restaurant Familial de Cahors était unique : par la modicité de ses prix 10 Frs et 6F50 (16 Frs à Brive, 16 Frs à Toulouse et à Paris) »²³⁰.

Cependant, au regard de l'augmentation des prix et des taxes, le restaurant est dans l'obligation d'augmenter ses tarifs au cours de l'année 1943. Il y a d'abord une petite augmentation : sur place 9,50 francs à 10 francs et à emporter 6 francs à 6,50 francs. La boisson (vin ou bière) est supprimée, provoquant une économie de plus de 3 500 francs par mois²³¹. Pour les aider, ils obtiennent à nouveau des subventions. Mais au regard de la séance du 14 mars 1944, le Restaurant familial peine à fonctionner économiquement. De nouvelles subventions sont votées et les tarifs atteignent leur maximum : 13 francs le repas sur place. Cette augmentation est très mal perçue par plusieurs élus locaux²³² qui tiennent à rappeler la situation économiques des Lotois. Les subventions sont doublées²³³. L'établissement est aidé par le conseil municipal cadurcien et par des organismes privés comme la Légion. Le Restaurant familiale disparaît progressivement à la Libération, mais les soupes populaires et les repas d'entraide perdurent.

En somme, le Secours national œuvre en continuité pour les plus démunis, les plus touchées par les nouvelles politiques alimentaires. Les nombreuses actions servent la propagande pétainiste, où le maréchal apparaît comme « le Sauveur ». Les magasins ayant bénéficiés d'une aide du Secours national, se voient apposer sur leur vitrine des messages à la gloire de Pétain.



Figure 8 - Vitrine d'une boutique, boulevard Léon-Gambetta à Cahors, faisant la publicité pour le Secours national
© Photographie Léon Bouzerand, Cahors – Archives Jean-Louis Nespoulous, Cahors

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ *Ibid.*

²³² *Ibid.* Il est indiqué qu'un ouvrier Lotois gagne en moyenne 1 050 francs par mois en 1944.

²³³ *Ibid.*

4. La Libération du Lot : des jours plus heureux ?

4.1. La Libération de Cahors

À partir des débarquements Alliés de l'été 1944²³⁴, le Conseil national de la Résistance²³⁵ -CNR- appelle à la libération générale de la France. Au même moment, dans le Lot, la situation est à la quasi-insurrection. Les Allemands, ne s'attendant pas au Débarquement de Normandie, se replient promptement vers le Nord. Celui de Provence oblige certains à partir vers la côte méditerranéenne. Ainsi, des villes sont libérées sans combat avec l'occupant²³⁶. Les résistants rentrent dans les villes dès les départs afin de prendre position. Ces agissements sont soumis à de profonds débats entre l'héroïsation des actions résistantes et le simple départ des Allemands. Certains historiens sont parvenus à mettre en évidence la prise des villes par les clandestins sans engager des combats²³⁷. *A contrario*, les témoignages sont actes de récits plus glorieux où le départ des occupants est dû à la pression des maquis.

Ainsi, dans le Lot, les actions de soulèvement sont attestées dès la fin du mois de mai 1944. A Cahors, le 26 juin 1944, le chef de la Milice est abattu en pleine rue. Sa famille fuit le Lot dès le 30 juin, sous crainte de représailles²³⁸. Les clandestins coupent les lignes ferroviaires, les communications téléphoniques et télégraphiques. Ils tiennent la Route Nationale, relient Cahors et Brive. Dès le 16 août, les groupes armés encerclent la ville. Ils sont plus de 700 hommes sous le commandement du colonel Georges, Robert Noireau (1912-1999)²³⁹. Les Lotois craignent revirement des tirs allemands vers la population. Ils décident d'attendre. Pour certains, c'est la pression des maquis qui a pu favoriser la fuite des nazis.

Le 17 août 1944, les Allemands quittent Cahors à 13 heures, pour rejoindre Montauban. Vers 19 heures, ils franchissent la frontière sud du département²⁴⁰. Les Résistants rentrent alors dans

²³⁴ Nous faisons référence ici au Débarquement de Normandie (Overlord) le 6 juin 1944 et au Débarquement en Provence (Dragoon) le 15 août 1944.

²³⁵ Le Conseil national de la Résistance (CNR) est mis en place par Jean Moulin (1899-1943) le 27 mai 1943. Il coordonne les différents mouvements des forces intérieure françaises. Il repose sur un programme et prévoit un plan d'action et une liste de réformes sociales et économiques. Le vote des femmes est compris dans le projet.

²³⁶ Nous pensons ici à Brive-la-Gaillarde, Toulouse, Périgueux ou encore Rodez,

²³⁷ Nous retrouvons cette pensée dans les ouvrages de Nicolas Beaupré, José Cubéro, Pierre Laborie ou encore Harry Roderick Kedward.

²³⁸ LABORIE Pierre, *Résistants Vichyssois et autres : l'évolution de l'opinion et des comportements dans la Lot de 1939 à 1944*, CNRS, Paris, 1980, p. 325.

²³⁹ Nordiste, il est honoré du titre de « Compagnon de la Libération ». Son engagement débute en 1940 à Paris. Face à la pression de la Gestapo, il s'exile dans le Sud où Engagé dès 1940 à Paris dans la poursuite de la lutte contre l'occupant allemand, la pression de la gestapo le contraint à s'exiler dans le sud où il exerce ses activités dans le Gard et dans l'Aveyron. Dans le Lot, il devient le lieutenant-colonel Georges. Remarquable soldat, il est reconnu pour ses talents d'organisateur : il remanie l'ensemble du maquis lotois.

²⁴⁰ CUBÉRO José, *La Résistance à Toulouse et dans la Région 4*, Luçon, Sud-Ouest, 2005, p. 302.

la ville. Les forces de la Résistance font leur entrée dans la ville libérée. Un extrait du journal *Les Étoiles du Quercy*²⁴¹ métaphorise la Libération de Cahors :

« Le boulevard Gambetta a vu bien des cortèges, lamentables ou heureux, tristes ou [...]. Gambetta assiste du haut de son socle de pierre à ce ressac des foules portant dans leurs rangs, tour à tour la fidélité et le reniement de sa grande leçon. Mais son cœur de bronze n'a-t-il point battu le jour d'août où, pour la première fois depuis deux années bien longues, une troupe de partisans véritables a défilé devant lui, portant le drapeau tricolore ? Défi permanent à l'abdication et à la complaisance, Gambetta fut pour Cahors le signe de la Résistance et de la continuation occulte de la lutte, et ce drapeau tricolore de fortune a semé sur tous les hauts sommets de Cahors les flammes françaises revenues sur notre horizon. Qui oublierait ces pancartes de bois où s'inscrivaient en lettres gothiques les noms des services hitlériens ? Les barbelés et les chevaux de frise, les chicanes où veillaient des visages de cuivre cernés par l'uniforme vert ? Fermons les yeux, pensons que ce décor qui fût trop longtemps celui de la vie cadurcienne, évoquons les tristes figurants du spectacle, sa lugubre toile de fond ? Ces ombres sont chassées désormais, mais ont-elles fini de nous hanter ? [...] Il n'y a plus de couvre-feu ; à leur place d'où furent délogées les voitures d'Hitler, les feuillages prêtent leurs ombres aux couples. L'homme qui veille aux portes de la ville reconquise n'oublie pas l'étoile des routes du Lot, l'immense étoile des routes de France, les roues de fer qui ont meurtri sa terre natale mais qu'il a su broyer de sa main. »²⁴².

4.2. Nouvelles pénuries et augmentation des prix

Dès lors, de nouvelles formes de gouvernances s'installent afin d'assurer une transition entre le régime de l'État français et le retour de la République. Le Comité Départemental de la Libération -CDL- est mis en place²⁴³. Un nouveau préfet est élu, Robert Dumas (1894-1970)²⁴⁴, surnommé « le préfet des bois ». Il a pris son poste avant-même la Libération, le 11 août 1944, à Alviagnac (proche de Gramat)²⁴⁵. C'est le CDL s'occupe de la mise en place des nouvelles commissions chargées par exemple de l'épuration ou de la vie quotidienne lotoise. La question du ravitaillement est prise très au sérieux. Le 24 août 1944, lors de la réunion du CDL lotois, il est décidé d'augmenter la ration journalière de pain. Également, des distributions

²⁴¹ *Les Étoiles du Quercy* est une revue fondée à la Libération de Cahors par Jean Lurçat (1892-1966), artiste ayant basé sa notoriété sur ses tapisseries. Un premier numéro est tiré en août-septembre 1944. Ce sont principalement des écrivains quercynois, proches du territoire ou qui ont combattu pour la libération du Lot qui rédigent des poèmes ou des textes.

²⁴² *Les Étoiles du Quercy*, n° 2, Imprimerie Coueslant, Cahors, 1944.

Arch. Dép. du Lot - 3 PER 4 2

²⁴³ Pour plus d'informations, se référer à DELPECH ENZO, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et des liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1948 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

²⁴⁴ Originaire de l'Ardèche, il entre en résistance en janvier 1941. Connu sous le pseudonyme « Paul », il devient rapidement commandant. Surnommé le « préfet des Bois », il entre officiellement dans ses fonctions le 18 novembre jusqu'en janvier 1946.

²⁴⁵ LABORIE Pierre, *op. cit.*, p. 321.

supplémentaires sont prévus concernant les haricots secs, les fromages ou encore la semoule de maïs²⁴⁶.

La situation dans le département dans les jours et les mois qui suivent la Libération de Cahors est très complexe. Pierre Laborie explique que la population est encore soumise à des angoisses, des craintes et surtout le sentiment de terreur n'est toujours pas parti²⁴⁷. La ville de Cahors est encore coupé de toutes communications durant les premiers jours. Déjà quelques semaines auparavant, la situation du ravitaillement est catastrophique. En effet, les Cadurciens sont privés de légumes, et de pommes de terre jusqu'à la fin du mois de juin. La ration de pain a diminué de moitié et les réserves gaz commence à s'épuiser. En juillet, il n'y a plus de charbon²⁴⁸. Ainsi les Cadurciens rentrent dans une nouvelle période -voulue plus prospère- en étant dans une situation alimentaire désastreuse. Le premier rapport des Renseignements Généraux, du 11 septembre 1944 -post Occupation-, fait ressortir des éléments de cette situation singulière :

« Les mesures prises en matière de ravitaillement ont été favorablement accueillies, mais l'on souhaite encore une amélioration. Dans certaines localités, le ravitaillement en viande laisse à désirer, alors que le département a d'assez grandes disponibilités dans ce domaine. »²⁴⁹.

Le sujet principal reste l'alimentation même si les troupes allemandes sont parties. Néanmoins, la situation semble se fixer quelque peu :

« Cependant il est indéniable et chacun se plaint à le reconnaître, que d'une façon générale, le ravitaillement s'est amélioré, toutefois la population est loin d'être satisfaite et s'étonne d'apprendre que les départements voisins sont beaucoup plus favorisés. »²⁵⁰.

La population vit au jour le jour et manifeste des attitudes contradictoires au regard de cette situation extraordinaire. Nous pouvons penser que la Libération marque le début de jours plus heureux. Or, il en est tout autre. Les pénuries n'ont pas cessé. Le Gouvernement provisoire tente de supprimer les tickets de pain en mai 1945, mais face à un échec total, ils sont rétablis à la fin de l'année. Entre 1945 et 1948, la population cadurcien voit les prix augmenter de 6,5²⁵¹. L'huile de table passe de 22 francs 50 le litre en 1943 à 85 francs 10 le litre à la fin de 1944. La population cadurcienne doit se restreindre davantage, privilégiant des cuissons vapeur à cause

²⁴⁶ Arch. dép. du Lot - 1 W 87

²⁴⁷ LABORIE Pierre, *op. cit.*

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 324.

²⁴⁹ Arch. dép. du Lot - 1 W 946

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ Arch. dép. du Lot - 74 J 73

Voir annexe « Graphique des prix » (Cf. p. 152)

du manque d'huile. Elle essaye également de substituer certaines denrées trop chères par d'autres, tels que le riz et les pâtes alimentaires. Le CDL tente d'endiguer les problèmes. Il crée, par exemple, le 16 mars 1945 une carte spéciale pour les « Travailleurs » afin qu'ils puissent être prioritaire sur la qualité des produits et elle leur donne le droit de priorité pour l'accès aux magasins²⁵². Par ailleurs, les Renseignements généraux insistent sur le mécontentement grandissant des habitants de Cahors dès le mois de février 1946. Seulement 500 kilos de choux, quelques carottes, poireau et noix doivent contenter les consommateurs. Cette situation encourage la direction départementale du ravitaillement général à procéder à des distributions exceptionnelles de sucre entre le 15 juillet et le 11 août de la même année²⁵³.

Peu à peu, la vie politique française reprend une forme régulière. Les problèmes de ravitaillement commence aussi à se tasser. Ainsi, début avril 1948, le sous-secrétaire d'État à l'Agriculture informe la préfecture du Lot que la direction du ravitaillement lotoise doit être supprimée, pour être rattachée à celle du Tarn-et-Garonne. De vives polémiques enflent alors²⁵⁴. Au même moment, la production agricole redémarre doucement grâce à l'aide américaine du Plan Marshall²⁵⁵. Le 1^{er} décembre 1949, les derniers tickets de rationnement sur le sucre, l'essence et le café disparaissent en même temps que la IV^e République supprime le haut-commissariat au ravitaillement²⁵⁶.

5. Les villes ont-elles plus soufferts que les campagnes ?

En définitive, nous pouvons nous demander si les Cadurciens ont a davantage souffert de cette situation que les ruraux lotois. Ce qui est certain, c'est que la politique économique de l'État français repose sur le « *corporatisme* » où l'on glorifie une organisation sociale et économique fondée sur des solidarités. L'activité paysanne est alors au cœur des préoccupations vichystes qui souhaite un retour à la terre. Ces actions ont favorisés l'interdépendance entre les villes et les campagnes. Sans la production du monde rural, la vie en ville est encore plus complexe.

Ces années-là n'ont certainement pas été noires pour tout le monde. Bien évidemment, les catégories les plus défavorisées sont celles soumises aux persécutions raciales et politiques. Néanmoins, le rationnement en ville est vécu plus durement en raison de l'absence de certains

²⁵² Arch. muni. de Cahors - 2 D 8

²⁵³ Arch. dép du Lot - 1 W 106

²⁵⁴ Ibid.

²⁵⁵ Le plan Marshall, ou European Recovery Program, est un programme américain d'aide économique pour l'Europe, prévu pour quatre ans et adopté en avril 1948. Il permet aux pays européens, membres du projet, de voir un rééquilibrage de leurs comptes et de pouvoir recouvrer leur indépendance économique et financière. Les États-Unis accordent des prêts gratuitement (à 85 %) aux pays. La contrepartie est l'importation de marchandises américaines à la hauteur des prêts souhaités.

²⁵⁶ Arch. dép du Lot - 1 W 106

produits ou face au retard de livraison. Comme nous l'avons vu précédemment, les Renseignements généraux lotois font régulièrement état des nombreuses plaintes de citadins faces aux actions des agriculteurs ou face aux manquements. font état de nombreuses plaintes de citadins face à cette situation. Pour un nombre de gens, cette situation devient intenable et elle renforce des clivages entre la campagne et la ville. Certains vont jusqu'à porter préjudice sur le monde rural, les accusant de tous les maux et les faisant responsable de la situation -et non le gouvernement.

Pour le Lot, 80 % de la population vit dans les campagnes entre 1939 et 1949. Les ruraux basent leur économie sur de la polyculture d'auto-consommation, avec en moyenne deux cochons et quelques vaches par foyer²⁵⁷. En définitive, ce n'est pas réellement le rationnement qui pèsent lourd mais davantage les réquisitions. Á Gourdon, au nord-ouest de Cahors, la situation du ravitaillement est vu comme suffisante, voire très bonne pour certains villages²⁵⁸. Des réseaux d'entraide se mettent progressivement en place. Nous sommes dans ce qu'Anne Verdet appelle « *la logique du non-consentement* »²⁵⁹, ou le refus de l'oppression par la mise en place de nouvelles armes, « *mais [où] tout commence par un non* »²⁶⁰.

Par ailleurs, le manque de viande est insoutenable en ville. Mais dans les campagnes, la viande n'occupe qu'une faible importance dans l'alimentation quotidienne de la ruralité. Ainsi, plutôt que d'aller vendre leurs bêtes sur les marchés à des prix trop bas, certaines familles consomment directement leur production où vend directement aux consommateurs.

En définitive, nous pouvons affirmer que les citadins sont plus mal lotis que les ruraux dans cette période. Les femmes des campagnes souffrent moins de l'inquiétude à nourrir leurs enfants que celles des villes. Néanmoins, nous pouvons subdiviser le problème en portant en opposition le citadin ayant des connaissances dans les campagnes et celui qui n'en a pas. C'est alors moins l'opposition « *villes* » et « *campagnes* » qui fait problème mais davantage l'opposition des jeux de relations. Il n'en est pas de même des célibataires, étudiants ou employés, qui, ne disposant pas de circuits parallèles, ou n'ayant pas de temps à consacrer à attendre dans les files d'attente, en sont réduits à tromper leur faim²⁶¹.

²⁵⁷ VERDET Anne, *op. cit.*

²⁵⁸ Arch. dép du Lot - 891 W 21

²⁵⁹ VERDET Anne, *op. cit.*

²⁶⁰ *Ibid.*, p. 23.

²⁶¹ ROUSSO Henry, *Les années noires, vivre sous l'Occupation*, Évreux, Gallimard, 1992.

Il développe également l'ambivalence entre communes moyennes non rurales, entre régions défavorisées, et entre régions disposant d'un environnement favorable.

Chapitre 2 : La mise en place de l'exposition

La réalisation d'une exposition s'entend d'abord par la réalisation d'un programme muséographique. Il faut réfléchir à « *l'agencement des choses dans l'espace* »²⁶² pour que le visiteur se projette immédiatement dans le sens de l'exposition. Nous avons donc réfléchi à un discours et à une organisation spatiale de l'exposition. Le visiteur doit pouvoir comprendre nos objectifs et plus particulièrement notre intention. Pourquoi ce sujet et pourquoi aujourd'hui ? À quel public nous adressons-nous ? Qu'est-ce que nous voulons transmettre ?

1. Le choix d'une structuration : scénarisation de l'exposition

C'est tout d'abord le travail d'écriture, de synthétisation et de réécriture de notre corpus scientifique qui nous permet d'obtenir une certaine organisation intellectuelle pour pouvoir cerner des thématiques. C'est dès lors que l'exposition commence à s'articuler dans un cheminement spatial.

Notre scénario est né du constat qu'il est nécessaire de replacer notre exposition dans un contexte précis. Nous pensons connaître la Seconde Guerre mondiale mais elle reste très floue pour un grand nombre lorsque nous rentrons en profondeur dans le sujet. Il est alors décidé de prendre le temps d'expliquer sur six panneaux le contexte historique et économique du Lot, de la Première Guerre mondiale, des crises politiques et économiques des années 1930 en Europe. Les deux derniers panneaux portent sur la Débâcle qui a plongé la France dans le temps des restrictions et sur la mise en place du rationnement. Cette partie sert de mise en bouche pour rentrer dans le cœur du sujet. Dans la salle suivante, il est prévu sur dix-huit panneaux d'exposer les différentes thématiques qui ressortent de notre recherche : la place des enfants et des femmes, le marché noir, le ravitaillement des maquis, le rôle des commerçants, l'arrivée des Allemands dans le Lot, *etc.* Nous avons réalisé un découpage scénaristique de notre recherche naturellement. C'est en fouillant dans les archives et par nos lectures que les thèmes forts sont apparus. Ainsi pour structurer cette exposition nous avons fait le choix de partir sur une présentation chronologique, voire chrono-thématique. C'est le moyen le plus privilégié pour présenter des informations à caractère historique -mais elle ne doit pas s'imposer. Par conséquent, le visiteur suit un déroulement chronologique du fil de l'histoire.

²⁶² GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 174.

Au-delà de cette suite chronologique, nous avons fait le choix de proposer trois panneaux thématiques : un centré sur la géographique du Lot et la cartographie de Cahors, un second qui porte un regard sur la situation alimentaire durant la guerre dans d'autres pays. Le dernier panneau est davantage un élément scénique. Nous avons reproduit une table à plat avec des éléments impactant : des magazines pro-vichyste, le journal, des tickets de rationnement, des cahiers d'école. Nous avons voulu mettre en scène l'exposition au travers de cette table.



Figure 9 - Reproduction d'une table (1943)
© LEROY Charlotte, 2023

En somme, la visite commence dans la petite salle de gauche baptisée « D'une guerre à l'autre 1914-1939 » où nous retrouvons notre contexte, puis elle se poursuit dans la salle de droite intitulée « Les difficultés du quotidien », le cœur du sujet. Enfin, la salle centrale, où la personne s'occupant de la médiation se trouve, est l'endroit pour les repères géographiques ainsi que celui de la reconstitution de la table. Après avoir construit ce parcours, il convient de procéder à l'écriture des textes.



Figure 10 - Entrée de l'exposition avec les deux salles
© LEROY Charlotte, 2023

2. Les textes dans l'exposition

Le texte est indispensable dans une exposition et dans un musée, pour l'accueil ou pour l'orientation. Il permet aux visiteurs de saisir les informations indispensables. « *Certains affirment que les textes sont inutiles, encombrants, dirigistes, offensants et que le mieux est d'en épargner la lecture aux visiteurs.* »²⁶³ C'est souvent la longueur des textes et des panneaux qui découragent les visiteurs à entrer dans les expositions, pensant ne pas être la cible. Les personnes ne viennent pas pour se poser afin de lire un livre ou un catalogue mais pour déambuler, s'arrêter pour observer. Il faut que le texte joue le rôle de guide²⁶⁴. Il est nécessaire de donner assez d'informations tout en ne perdant pas le visiteur dans des paragraphes soporifiques et trop longs. L'exposition est l'art de la synthèse.

Il y a plusieurs types de textes, ceux qui participent à la signalétique, ceux qui exposent des faits, ceux qui documentent sur un objet ou qui procurent des informations complémentaires. Il faut donc prévoir une diversité des formes. C'est au moment du graphisme et de la mise en page que cela se construit.

Ainsi nous avons passé plus d'une semaine à rédiger les textes de nos trente panneaux. Ils sont relus, par la suite, par quatre personnes différentes : Laure Courget, Geneviève Dreyfus-Armand, Emmanuel Carrère et Jean-Luc Couderc. Il est nécessaire que tous les acteurs du futur musée puissent prendre part dans la conception de notre projet. Cette collaboration est le résultat d'une négociation scientifique, muséographique et même scénographique. Tous les questionnements ou précisions à apporter ont permis de densifier notre propos tout en le rendant accessible pour tous. Nous avons voulu une qualité scientifique, tout en l'adaptant à une cible, le tout public.

Nous avons trois catégories de textes. D'abord, les titres, qui sont murement réfléchis afin que son rôle informatif soit impactant. Nous en avons pour chacun des panneaux. Leur taille, dans la conception graphique, est plus importante que pour les textes puisqu'ils doivent être vus de loin. Le visiteur doit saisir le propos. Ensuite, le texte informatif vient donner l'argumentaire de notre exposition. Nous avons différents panneaux de différentes tailles, donc la longueur du texte est calculée et est proportionnelle aux dimensions. Ils sont tous structurés en paragraphe. Dans l'idéal, chaque panneau peut être vu de façon indépendante. Nous sommes environ à 1 500 caractères (sans les espaces) pour les panneaux mesurant 2 mètres sur 1 mètre. Nous

²⁶³ WEISS Hélène (dir.), *op. cit.*, p. 281.

²⁶⁴ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 188.

avons essayé de nous maintenir sous la barre des 1 500 voir des 1 200. Mais en fonction des thématiques, il peut être dur de condenser un propos. Pour les panneaux de 1 mètre sur 1 mètre nous n'avons pas dépasser les 1 000 caractères (sans les espaces) par panneaux²⁶⁵. Il faut que la lecture soit rapide tout en étant intelligible. La lecture ne doit pas excédée plus de 2 minutes pour chaque panneau, dès lors nous perdons le visiteur.²⁶⁶ Notre exposition finit par une conclusion ouverte, afin d'inviter le visiteur à poursuivre sa réflexion ou à venir en discuter avec la personne chargée de la médiation. Enfin, nous avons des cartels, ces paragraphes qui accompagnent chaque objet. Les informations précisées sont la dénomination, une datation - quand elle est possible- et la collection. N'étant pas face à des œuvres, il n'est pas nécessaire de préciser la technique de réalisation, l'auteur, le lieu.

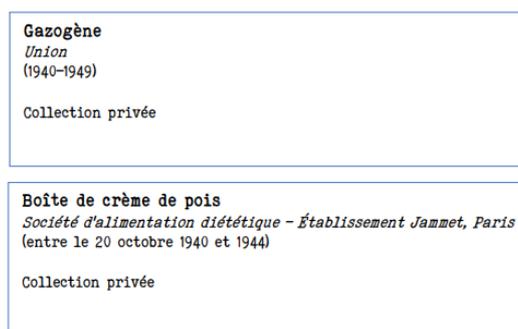


Figure 11 - Exemples de cartels employés
© DELPECH Enzo & LEROY Charlotte, 2023

L'intégralité de nos textes sont en français. Nous fermons possiblement la lecture à des visiteurs étrangers, mais le premier public auquel s'adresse l'exposition est le natif du département. Si nous avions multiplier les langues, la scénographie aurait pu être confuse²⁶⁷.



Figure 12 - Intérieur de la salle de gauche « Les difficultés du quotidien »
© LEROY Charlotte, 2023

²⁶⁵ Voir annexe « Exemples de panneaux » (cf. p. 153 **Erreur ! Signet non défini.**)

²⁶⁶ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 191.

²⁶⁷ Il existe plusieurs moyens pour contourner ces traductions : l'utilisation de traducteur en direct via le téléphone ou bien l'implantation de QR code sur chaque panneau qui renvoie vers une traduction proposée par l'établissement.

Aussi, le discours de l'exposition s'appuie sur un langage particulier, au-delà des objets exposés et des textes. Il peut s'agir d'éléments verbaux, ou non verbaux (visuels, auditifs, tactiles, ou même gustatifs). Le langage de l'exposition se comprend dans un environnement donné et une combinaison particulière²⁶⁸. À travers ce discours, nous pouvons transmettre aux visiteurs une réalité d'une époque ou même d'une personne qui ne peut être perçue en détails dans un lieu muséal. Dans le cas précis de notre exposition, nous ne pouvons pas téléporter le visiteur en 1942 par exemple, mais nous pouvons raconter la vie quotidienne à travers des objets, des substituts, du texte ou des éléments sonores (chanson ou discours radiodiffusé)²⁶⁹. L'exposition se doit d'être une construction mentale. Ainsi le langage de l'exposition doit être rapidement compris par le spectateur pour décoder.

3. La nécessité d'exposer des objets

Pour pouvoir donner à voir, au-delà des textes, il faut proposer un contenu visuel pour le visiteur. Les objets « authentiques »²⁷⁰ sont des éléments indispensables car ils touchent à la sensibilité et à l'émotion. Ils permettent de faire ressortir des souvenirs ou susciter une imagination. Ce sont des témoins muets de notre exposition mais ils dégagent un discours. Placés dans l'exposition, sous une certaine forme, c'est le lieu qui les fait parler.

« L'objet, en entrant dans l'exposition, change de statut et devient l'élément d'un ensemble, le composant d'une mise en scène. [...] il est dorénavant objet d'un monde du langage. Son statut et sa signification seront donc définis par [...] les autres objets de l'exposition. »²⁷¹

Les premiers musées du XIX^e siècle ont très vite pris le parti de l'accumulation des objets. Il fallait tout montrer mais surtout donner à voir la richesse des collections. Ainsi, ces musées se sont transformés en dépôt d'antiquité où l'objectif d'instruire était noyé dans les pierres, les silex ou les pièces. Aujourd'hui, avec le développement des réserves, les vitrines ne sont plus autant saturées. Le choix de présenter certains objets -que d'autres- s'insèrent dans un projet particulier. En fonction de leur pertinence, de leur fonction, de leur qualité esthétique, des objets ressortent des collections. Ainsi pour traiter de la donnée alimentaire durant les années 1939-1949, nous nous sommes tournés vers les collections du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot et à un collectionneur privé²⁷².

²⁶⁸ *Ibid.*, p 167.

²⁶⁹ Nous n'avons pas pu présenter des éléments sonores lors de notre exposition à cause des droits d'utilisation.

²⁷⁰ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 180. Ou « vraies choses ».

²⁷¹ DAVALLON Jean, *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1986, p. 304.

²⁷² Le recours à un collectionneur privée est nécessaire, dans notre cas, puisque le musée ne dispose que de très peu d'éléments sur notre sujet. Il y a d'avantage d'objets autour de la vie militaire.

Nous disposons de deux vitrines dans notre exposition, une pour chaque salle. Elles protègent contre le vol, la dégradation mais aussi elles permettent de mettre en valeur les objets. Elles sont faites en bois brut, avec un couvercle transparent en plexiglas²⁷³. Pour la première salle, les collections sont exposées sur une petite surface permettant de concentrer l'attention sur un seul sujet. Enfin la seconde, plus grande, dans la deuxième salle, présente plusieurs objets du quotidien, au-delà de l'alimentation.

3.1. La collection du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

Après avoir consulté l'inventaire numérique du musée²⁷⁴, nous nous sommes arrêtés sur un choix d'objets intéressants et mettant en perspective notre propos.

Objets indispensables pour traiter de notre thématique, les tickets de rationnement ont une place centrale dans l'exposition. Nous avons fait le choix de les regrouper -sans mélanger les fonds- dans une seule et même vitrine et de schématiser la profusion. Nous avons trouvé l'ensemble de nos tickets dans les fonds du musée. Nous avons rajouté des ciseaux cigogne²⁷⁵ pour imaginer la scène de la découpe et de la préparation des tickets ainsi que des pièces de francs Bazor frappées à l'effigie des attributs du Maréchal Pétain²⁷⁶.

- Lot de tickets de rationnement et d'une carte individuelle d'alimentation dans un porte-ticket (Fonds MRDL - 2018.0.737) ;
- Porte-tickets (Fonds MRDL - 2018.0.788.26) ;
- Carte individuelle d'alimentation, carte de vêtements et d'articles textiles, ticket de rationnement (Fonds MRDL - 2018.0.744).

Nous avons trouvé aussi des éléments s'éloignant de la donnée alimentaire mais se conjuguant dans la vie quotidienne des Français de l'époque.

²⁷³ Son emploi est moins coûteux que le verre. Plus souple, il se raye très vite et attire la poussière.

²⁷⁴ Ce travail d'inventorisation numérique des collections du musée a été entrepris en 2018, sur le logiciel de *Mobydoc*.
<http://www.mobydoc.fr/produits/micromusee-details.htm>

²⁷⁵ Utilisés à l'origine pour fixer et maintenir le cordon ombilical des bébés, ils sont aujourd'hui couramment employés dans la couture, pour leur finesse. La cigogne est le symbole de la natalité et de l'arrivée de l'enfant dans le foyer.

²⁷⁶ La monnaie frappée par l'État français est assez reconnaissable. En aluminium, elle est très légère. Nous retrouvons une francisque au manche étoilé, flanquée de deux épis de blé et au revers des branches de chêne de chaque côté de la valeur faciale. La nouvelle devise « Travail, Famille, Patrie » est aussi apposée comme la nouvelle appellation « État français ». Cette pièce, comme les billets produits, se veut être les marqueurs d'un retour aux valeurs « traditionnelles » de la France : travail de la terre, la paysannerie et la natalité.

La francisque, une double hache utilisée entre le IV^e et le VIII^e siècle, est reprise par le régime de Vichy comme « symbole du sacrifice et du courage et rappeler une France malheureuse renaissant de ses cendres ».

MÉNESTREL Bernard, « Comment un officier de réserve dessina la francisque du Maréchal », *Le Matin*, 11 mars 1942, p. 1-4.

- Savon « ersatz »²⁷⁷ (Fonds MRDL - 2018.0.573) ;
- Paire de chaussures aux semelles de bois²⁷⁸ (Fonds MRDL 2018.0.23).

Enfin, nous avons souhaité utiliser de la vaisselle pour la scénographie de notre exposition.

- Assiette du III^e Reich, Manufacture Royale de porcelaine de Berlin²⁷⁹ (Fonds MRDL - 2018.0.203).



Figure 13 - Vitrine de la salle de droite portant sur les tickets de rationnement
© LEROY Charlotte, 2023

3.2. Le recours à une collection privée

Comme précisé précédemment, nous avons eu recours à l'utilisation d'objet provenant d'une collection privée. Un musée, n'ayant pas de but lucratif, peut rencontrer des difficultés pour enrichir ces collections. *A contrario*, il est plus simple pour les collectionneurs de s'enrichir. Le collectionneur « n'exerce pas d'action patrimoniale véritable »²⁸⁰. Néanmoins, lorsqu'il est possible pour construire une exposition, le recours aux collectionneurs privés est capital. Dans notre cas, nous manquons d'éléments pouvant mettre en scène la vie quotidienne lors de la Seconde Guerre mondiale. Nous sommes à la recherche d'éléments pouvant susciter de l'émotion au

²⁷⁷ En raison du manque de matière et des restrictions, des entreprises de cosmétiques élaborent de nouveaux savons, sans corps gras. L'arrêté du 10 janvier 1942 autorise en vue de la vente au public la fabrication industrielle et artisanale à partir de corps gras ou résiniques, de savons, de produits à base de savon et de produits de remplacement. Nous utilisons alors des os, du marron d'Inde ou encore du lierre.

²⁷⁸ À nouveau face aux restrictions et au manque d'approvisionnement, le semelage de bois devient à la mode, dès 1941. Elles sont chantés par Maurice Chevalier, « *La Symphonie des semelles de bois* ». Des professionnels de la mode confectionnent des chaussures « hors rationnement », avec l'emploi de matières non contingentées comme les cuirs artificiels, le bois, la paille, le raphia... Certaines femmes reviennent à l'utilisation des sabots de bois que l'on enfle avec une paire de chaussons.

²⁷⁹ Assiette en porcelaine datant de 1942, elle est frappée par le symbole de la Kriegsmarine, la marine allemande entre 1935 et 1945, du le Troisième Reich.

²⁸⁰ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 109.

visiteur mais aussi réveiller des souvenirs. Nous avons donc rencontré un collectionneur privé qui nous a ouvert ses portes et où l'utilisation des objets peut se faire gratuitement²⁸¹.

Nous avons donc à notre disposition des éléments iconiques des cuisines des années 30-40.

- Grande boîte cylindrique en métal pour 500 cubes de « Bouillon Kub »²⁸², destinée aux anciennes épiceries Maggi pour la vente des cubes à l'unité. (1920-1940) ;
- Petite boîte carré de « Bouillon Kub » (1930-1950) ;
- Boîte de « Viandox »²⁸³ (avant 1944).

Nous avons aussi trouvé des éléments moins connus.

- Boîte en carton de confiseries (1930-1950) ;
- Boîte de crème de pois (après le 20 octobre 1940-1944) ;
- Sachet d'arôme de fleur d'oranger (avant septembre 1939 mais en vigueur entre 1940 et 1945) ;
- Pastilles de saccharine soluble²⁸⁴ (1940-1945) ;
- Coloration Solteint²⁸⁵ (années 1930-1940) ;
- Charbon de gazogène²⁸⁶ (1940-1949).



Figure 14 - Vitrine de la salle de gauche portant sur des objets du quotidien
© LEROY Charlotte, 2023

²⁸¹ Ce n'est pas toujours le cas. Certains collectionneurs font payer très cher le prêt d'objet d'exposition.

²⁸² Le bouillon Kub est commercialisé par l'entreprise Maggi dès le début du XX^e siècle. Produit déshydraté, il permet d'agrémenter certains plats.

²⁸³ Le Viandox est lancé au début des années 1920 par la marque Liebig. C'est une sauce salée contenant un peu d'extrait de viande, destinée à aromatiser des plats. Nous pouvons la retrouver sous forme solide et liquide.

²⁸⁴ Les pastilles sont produites par la société Rhône-Poulenc. C'est un groupe pharmaceutique d'origine française issu en 1928 du rapprochement de la Société chimique des usines du Rhône et des établissements Poulenc frères.

²⁸⁵ C'est une coloration pour les jambes qui remplace les collants. Durant ces années, l'entreprise parisienne Roger & Gallet inonde le marché de produits servant à imiter les collants en nylon féminins. Les femmes se maquillent les jambes avec du thé ou se dessinent parfois les jambes au crayon pour donner l'illusion des coutures d'un collant.

²⁸⁶ Le gazogène, inventé au XIX^e siècle, est un appareil permettant de produire un gaz grâce à la combustion de bois, ou d'anthracite. À cette période, l'essence étant rare et rationnée, ce système est alors utilisé pour pallier l'absence.

4. Sélectionner une iconographie : problèmes de droit à l'image

Après les textes, les objets, nous devons nous sélectionner des images impactantes pour accompagner l'exposition. Par iconographie, nous entendons la reproduction de documents ou de photographies. Nous pouvons aussi utiliser des reproductions comme substitut à un élément de la collection difficilement exploitable à cause de leur fragilité ou de leur taille. Nous pensons ici à l'étoile juive portée par les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale que le MRDL possède. Pour ne pas l'abîmer, nous avons fait le choix de réaliser une photographie pour pouvoir la présenter. De même pour des cartes de visites des restaurants cadurciens. L'iconographie vient compléter le texte, en s'incorporant dans les panneaux. Toutefois, elle est aussi le moyen de faire transmettre le sujet de l'exposition. Toutes les images doivent jouer un rôle et amener une particularité.

Certaines des images utilisées servent à parer les murs, comme un geste graphique. Au-dessus du bureau de la personne chargée de la médiation, nous avons placé une image de 2 mètres sur 1 mètre, représentant des femmes en train de donner des tickets d'alimentation. C'est une photographie marquante qui signale aux visiteurs dès son entrée la tournure que prend l'exposition.

Néanmoins, avant de pouvoir valider l'iconographie, nous avons fait face à un problème qu'on ne connaissait pas réellement : le droit à l'image, le droit d'auteur²⁸⁷. En effet, avant de vouloir utiliser une photographie, un dessin, il est nécessaire de s'assurer si cela est possible. Il faut vérifier les utilisations : conditions fixées par des licences, CGU, marchés publics, conditions non connues ou licence libre. Nous avons rapidement trouvé des photographies sur internet pour illustrer nos contextes pensant pouvoir les utiliser à bon escient. Or tous contenus disponibles en libre accès sur internet, notamment, ne signifient pas que nous avons le droit de le reproduire ou de le diffuser sans autorisation. Malgré le fait que nous mentionnons parfaitement la source de l'image, certains documents nécessitent l'autorisation des détenteurs des droits. Il arrive de tomber sur des documents sous licence libre (comme Creative Commons). Alors l'utilisation et l'autorisation sont données par avance. Même si des images sont libres de droits, des conditions peuvent être apposées : pas de retouches, de corrections. Pour les images soumises à des droits d'auteurs, il n'est pas toujours obligatoire de payer des

²⁸⁷ Toutes les informations concernant le droit à l'image ou le droit d'auteur sont issues des documents produits par le Gouvernement français.

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/apie/propriete_intellectuelle/publications/utiliser_contenu_et_apes_essentielles.pdf
<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32103>

redevances. Ces droits sont d'autoriser ou non l'utilisation de son œuvre mais rien n'exclut la gratuité. En France, les droits patrimoniaux sont temporaires et sont actifs pendant la vie de l'auteur et après les 70 ans qui suivent sa mort, -s'il n'y a pas eu rachat des droits. Au-delà de cette période, plus aucune autorisation est nécessaire.

Face à ce problème, nous réalisons une liste de l'intégralité des images que nous avons choisi et nous vérifions leur droit d'utilisation. La grande majorité des images choisies est libre de droit, tombée dans le domaine public. Néanmoins, durant deux semaines, nous nous sommes occupées de contacter les agences de presses -disposant de certaines photos-, des institutions (Archives nationales, la Bibliothèque Nationale de France). Nous avons abandonné certaines image via à via du coût demandé par des agences de presses²⁸⁸. Aucune des photos utilisées a coûté de l'argent. C'est par exemple au MRDL que nous avons trouvé nos solutions de replis, comme avec une carte du Lot représentant les maquis ou encore une photographie de résistants.

Pour toutes les images utilisées nous avons décidé d'utiliser le logo « copyright » même s'il n'a pas d'application dans le droit français. En effet, présent dans le droit anglo-américain, le copyright est tombé dans l'usage pour identifier les auteurs. Il fait sens pour le public.

En somme, nous avons essayé de varier les éléments iconographiques : documents d'archives, photographies, reproductions d'objets, affiches. Plusieurs partenaires nous ont aidé à disposer d'images libres de droit et singulières. Le MATOU -Musée de l'affiche de Toulouse- nous a assisté dans notre recherche pour trouver une affiche sur le marché noir. La première que nous avons trouvé est encore soumise à des droits d'auteurs très importants. Les Archives départementales des Hauts-de-Seine ont scannés et mis en ligne plusieurs affiches de la Seconde Guerre mondiale inédites. L'un de nos partenaires majeurs est le CHRD -Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon- nous a gracieusement envoyé plus de dix documents scannés à notre demande. Leur collection étant extrêmement riche, ils sont une grande source d'approvisionnement en image. En effet, le MRDL manque dans ses fonds d'affiches sur la donnée alimentaire. De plus, comme rappelé précédemment, nous avons fait appel à des collectionneurs privées, également, pour l'iconographie.

²⁸⁸ Pour une photographie unique de Pétain en 1940 dans les vignes du Beaujolais, l'agence de presse demande plus de 180 € pour une utilisation couvrant uniquement deux mois de présentation.

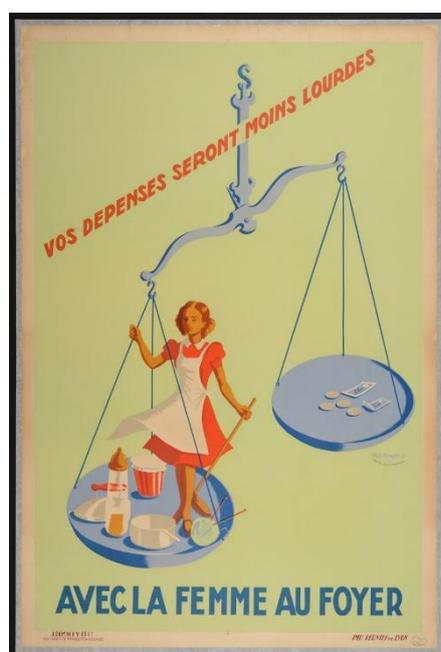


Figure 15 - Affiche de propagande pétainiste (1941)
© Archives départementales des Hauts-de-Seine – 23 Fi 603

5. La conception graphique

Ainsi, les textes, les images et les objets façonnent une exposition, mais il faut donner à voir par la réalisation d'un design précis. Avec mon camarade, nous avons réfléchi et réalisé l'ensemble de la conception graphique de l'exposition. À partir d'Adobe InDesign et Photoshop²⁸⁹, nous avons réalisé le traitement de toutes nos informations textuelles et visuelles. Il faut réaliser un ensemble cohérent tout en articulant une scénographie particulière.

Nous avons choisi un certain motif pour notre exposition : le carreau vichy. Au-delà de sa résonance avec la nouvelle capitale de l'État français, le carreau vichy nous est apparu comme une évidence pour symboliser la donnée alimentaire. Présent chez toutes les grands-mères sous forme de nappe, serviette, torchon, ou encore tablier, ce tissu évoque pour beaucoup de nombreux souvenirs. Ainsi, il est présent sous forme de bandeaux en haut et en bas de chacun de nos panneaux, mais aussi en toile de fond pour les vitrines. Il est aussi présent dans les différents médias que nous avons produits : voile-plume²⁹⁰, affiche²⁹⁰, carton d'invitation²⁹¹, plaquette, livret-jeux. Nous avons déployé notre charte graphique sur tous nos supports. Elle forme l'identité de notre exposition.

²⁸⁹ Par notre master en Histoire, nous avons suivi des cours sur ces logiciels. Nous avons ainsi quelques bases mais la pratique intensive pour la réalisation de cette exposition nous a permis de développer nos compétences sur ces logiciels.

²⁹⁰ Voir annexe « Affiche de l'exposition » (cf. p. 155 **Erreur ! Signet non défini.**)

²⁹¹ Voir annexe « Invitation au vernissage » (cf. p. 156 **Erreur ! Signet non défini.**)



Figure 16 - Visuels des motifs vichy employés
© DELPECH Enzo & LEROY Charlotte, 2023

Chaque couleur correspond à une thématique particulière :

- Bleu : pour le contexte
- Rouge : pour la mise en place du régime de Vichy
- Vert : pour les éléments sur la vie quotidienne
- Violet : pour des thématiques plus précises
- Rose : pour la Résistance et la Libération
- Jaune : pour les grands panneaux informatifs

Pour ce qui est de la typographie, nous nous sommes appuyés sur la charte visuel du PAH, avec l'emploi de police d'écriture spécifique mais aussi d'une écriture tapuscrite semblable au machine à écrire. Nous avons choisi de mettre en couleur les mots les plus importants afin de capter l'attention du public et de jalonner le propos.

ALIMENTATION

Alimentation

Alimentation

Figure 17 - Exemples des typographies employées
© DELPECH Enzo & LEROY Charlotte, 2023

Au-delà de la conception graphique, de la sélection des images, l'ensemble de ces choix sont des éléments tangibles de la médiation. Il faut d'abord interpeller le visiteur pour ensuite faire passer des informations. Nous avons pour cela plusieurs médias de diffusions.

Chapitre 3 : Apport méthodologiques et théoriques

1. La médiation culturelle : enjeux et perspective

Dès lors que notre exposition était prête à l'envoi chez l'imprimeur, nous avons réalisé aux différents outils de médiation. Plusieurs supports sont réalisés afin de développer hors les murs le sujet. La médiation doit être au cœur des actions menées.

La médiation culturelle se révèle, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, très importante. En effet, nous faisons alors face à plusieurs mouvements populaire reprenant en main un champ culturel passéiste proposé par l'État français. Il y a une grande volonté à éduquer les plus jeunes pour éviter de mêmes évènements. Il faut apprendre de son passé pour apercevoir son futur. En 1959, avec André Malraux²⁹² à la tête du ministère des Affaires Culturelles, un nouveau dynamisme opère. En retard sur son temps, les évènements de mai 68 viennent mettre à bas les nouvelles politiques culturelles. Jugées élitistes, les soixante-huitards manifestent contre les manques de moyens donnés à la culture et souhaitent démocratiser cela. De nouveau courant de pensée naissent, dans cette objectif de repenser la culture et sa transmission. Ainsi, la médiation commence à prendre une place importante dans ces questionnements. Du fait de sa temporalité, elle n'est pas éducation mais elle doit apporter un savoir²⁹³. La refonte des textes de lois sur les musées de France en 2002 précise à nouveau la place centrale à accorder à la médiation : « *Chaque musées de France dispose d'un service ayant en charge les actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles.* »²⁹⁴.

Lorsque nous parlons de médiation culturelle, nous sous-entendons l'ensemble des actions autour d'une proposition culturelle ou d'une œuvre face à un public. Plusieurs outils sont possibles. Les acteurs de cette médiation sont généralement les lieux culturelles (office de tourisme, musées, théâtres, lieux à caractère patrimoniaux, *etc.*), des services publics et des associations²⁹⁵. Notre exposition est régie par des institutions extérieures, la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, par l'objectif de préfiguration du futur musée -constaté précédemment.

²⁹² André Malraux (1901-1976) est un homme politique et résistant français.

²⁹³ BORDEAUX Marie-Christine, CAILLET Élisabeth, « La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques », *Culture & Musées*, Hors-série, 2013, p. 139-163.

²⁹⁴ Article 7 de la loi n° 2002-5.

²⁹⁵ ABOUDRAR Bruno Nassim, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », Paris, 2022.

1.1. Des outils de médiation : plaquette d'exposition, livret-jeux et dossier pédagogique

Ces outils prennent la forme de médiations écrites. Ce sont les plus couramment utilisées, leur rayonnement étant plus important. La forme la plus employée est le cartel. Ce texte servant à présenter l'objet exposé peut être accompagné d'un paragraphe replaçant l'œuvre dans son contexte ou en donnant plus de précisions. Nous avons fait le choix, dans notre exposition, d'ajouter un cartel, dans la seconde vitrine, pour préciser et justifier l'exposition d'objets hors alimentation. Nous donnons à voir une vie quotidienne plus élargie avec la place du textile, de l'essence ou encore du cosmétique.

Le deuxième outil que nous réalisons est une plaquette d'exposition²⁹⁶. Il s'agit d'une synthèse de notre travail où nous présentons les grandes thématiques et proposons une nouvelle iconographie. À nouveau, nous avons travaillé à partir des logiciels InDesign et Photoshop. Le motif Vichy est toujours présent, ainsi que les différentes typographies déjà employées pour les panneaux. Cette plaquette est offerte gratuitement pour les visiteurs qui la désire. Ainsi, par un pliage en portefeuille, ce sont huit pages qui présentent l'exposition et elles sont organisées comme l'exposition. Après la première page, la plaquette s'ouvre sur deux pages mobiles : « D'une guerre ... », « À l'autre ... ». Nous reprenons le contexte exposé : la Grande Guerre, la naissance des régimes totalitaires allemand, russe et italien, les années 30 française et les accords de Munich ; puis le début de la Seconde Guerre mondiale, la rapide défaite française, l'installation de Pétain au pouvoir et la mise en place du rationnement. Puis, la plaquette s'ouvre sur quatre pages où nous retrouvons certaines des thématiques avec des photos inédites :

- Première page : l'évolution du coût de la vie et des graphismes montrant l'explosion des prix ;
- Deuxième page : la place des ersatz, le rôle du marché noir, l'action des restaurateurs et commerçants et la question du vin ;
- Troisième page : le ravitaillement au sein des maquis, les nouvelles pénuries après la Libération ;
- Quatrième page : les différences entre les villes et les campagnes.

Ce petit catalogue d'exposition permet aux visiteurs de garder un souvenir mais il peut être aussi un support pour qui voudrait entreprendre des recherches plus approfondies. Pour ceux qui nous pas pu et voulu lire l'exposition entier, c'est aussi le moyen d'avoir un condensé.

²⁹⁶ Voir annexe « Plaquette d'exposition » (Cf. p. 157 *Erreur ! Signet non défini.*)

Troisième outil mis à la disposition du public durant la visite, le livret-jeu est une ressource pour faire venir le jeune public, la cible prioritaire²⁹⁷. Il faut qu'ils puissent s'amuser tout en apprenant. Nous avons donc préparé plusieurs activités ludiques et accessibles. La Seconde Guerre mondiale n'étant abordé qu'en classe de CM2, il faut trouver des moyens de capter les plus jeunes. En effet, c'est au cycle 3, en CM2, dans le thème n° 3 « la France, des guerres mondiales à l'Union Européenne » que les enfants commencent à aborder les guerres. Nous n'avons pas voulu proposer un support enfantin mais plutôt des activités en lien avec les attendus de l'Éducation Nationale. Nous avons donc réalisé un support de douze pages pour les 7-12 ans.

En nous aidant de livret-jeu déjà existant et de nos expériences, nous avons monté une histoire autour de résistants devant enrayer des actions allemandes : l'enfant -souhaitant jouer- doit faire équipe avec un résistant Ange afin d'obtenir la confiance de Georges, le chef des maquis²⁹⁸. Tout d'abord, il est question de replacer sur la carte du département du Lot, les noms des villes qui ont été effacés, puis il faut replacer des événements historiques sur une frise chronologique. Nous nous insérons alors dans les domaines de compétences des cycles 3 et 4 : « se repérer dans le temps : construire des repères historiques » et « se repérer dans l'espace : construire des repères géographiques ». Nous ne mettons pas de côté les ressorts éducatifs, car les parents sont attentifs à ce que leurs enfants font. Il est donc préférable de se placer dans cette perspective. Après ce sont plusieurs jeux qui sont proposés, avec en fil rouge son entrée dans la résistance. Nous avons réalisé un labyrinthe, un jeu de mot mêlé, de décryptage, *etc.* Pour pouvoir réaliser les jeux en liant avec certains panneaux de l'exposition, nous avons placé une médaille sous certaines images pour signaler aux enfants les aides. Aussi, sur le livret, les numéros des panneaux correspondants aux activités sont inscrits.

De plus, nous avons écrit des précisions, sur quelques pages, pour étayer le propos sur des données de contextes, des précisions sur le vocabulaire. Par exemple, nous expliquons l'école dans les années 40 où l'histoire n'était par écrite de la même façon qu'aujourd'hui

Enfin, nous sommes en train d'élaborer un dossier pédagogique destiné aux collégiens, ayant pour but de présenter la vie quotidienne dans le Lot par le prisme de l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale. Pour mener à bien ce projet, nous avons d'abord échangé avec Caroline Mey-Fau, 9^{ème} vice-présidente du département du Lot, en charge du Patrimoine

²⁹⁷ Voir annexe « Livret-jeu » (Cf. p. 158 *Erreur ! Signet non défini.*)

²⁹⁸ Ce sont de vrais résistants lotois que nous avons choisi : Georges est le véritable alias de Robert Noireau (chef des maquis du Lot) et Ange est Ange Arizat, instructeur des maquis lotois.

historique, de l'Archéologie préventive et des Archives départementales. Mais également avec Sophie Brenac-Lafon, notre directrice d'étude. Elle réalise également des dossiers pédagogiques pour les Archives départementales du Lot, ainsi que des ateliers pédagogiques sur des sujets précis. L'aide d'anciens professeurs d'Histoire-Géographie est aussi important, pour cela, nous travaillons conjointement avec Christiane Bouat. Notre objectif est de pouvoir réaliser un dossier pédagogique ancré géographiquement en fonction des établissements scolaires. Les élèves cadurciens pourront travailler sur des archives autour de Cahors, et des élèves figeacois sur Figeac. Il est important que pour les enfants saisissent le propos qu'ils puissent être connectés géographiquement avec le lieu.

1.2. Une médiation à deux voix

Notre objectif est que nos médias puissent être le moment d'une transmission de connaissances²⁹⁹. Laure Courget nous a missionné pour réaliser des visites guidées ainsi qu'une conférence. Ces outils sonores doivent réussir à capter le public en proposant des explications claires et succinctes. Ce sont deux challenges nouveaux pour nous mais nos expériences nous permettent une certaine sérénité.

Ainsi, le mardi 4 juillet à 18h30 dans la salle Henri-Martin de l'Hôtel de Ville, Enzo Delpech et moi-même avons présenté notre sujet devant une soixantaine de personnes. Nous avons présenté nos missions au sein de la Maison du patrimoine, notre phase de recherche (lectures, archives, iconographies) et comment nous avons réalisé l'exposition (choix structurel et conception graphique). Enfin nous avons exposé un éventail de notre investigation. Notre conclusion a porté sur les apports et les difficultés rencontrés. Une visibilité a été accordée à notre conférence, nous sommes passées sur les journaux locaux, comme la *Vie Quercynoise* ou encore *La Dépêche*³⁰⁰.

Par ailleurs, on nous a confié la tâche de réaliser la visite mémorielle « lieux et événements de la Seconde Guerre mondiale à Cahors » le jeudi 17 août à partir de 15 heures. Jour symbolique pour Cahors puisqu'il s'agit le 79^{ème} anniversaire de la Libération de la ville. Normalement, la visite est confiée à Emmanuel Carrère, mais en raison de congés, nous le remplaçons à la demande de Laure Courget. Cette excursion dans Cahors doit durer 2h30. Elle commence en haut du boulevard, devant le monument aux morts de la place De-Gaulle où nous revenons sur la Première Guerre mondiale, et ses conséquences. Nous nous déplaçons vers la place Bessières pour évoquer l'ancienne caserne et le futur musée. L'objectif est ensuite de descendre vers la

²⁹⁹ ABOUDRAR Bruno Nassim, MAIRESSE François, *op. cit.*

³⁰⁰ Voir annexe « Article de presse » (Cf. p. 159 *Erreur ! Signet non défini.*)

cathédrale Saint-Etienne. Cette expédition nous amène à passer rue Émile-Zola, pour aborder la Gestapo et le Secours National, puis rue Wilson pour évoquer le siège de la *Kommandantur* au sein de l'Hôtel de l'Europe. Arrêt obligatoire devant l'Hôtel de Ville, nous présentons les mesures politiques prises ou encore les problématiques de l'Épuration, après 1944. Nous descendrons encore pour atteindre les anciens locaux du « Café du Midi », aujourd'hui pompes funèbres, pour évoquer la résistance. Enfin, nous finirons rue de la Halle puis devant la Cathédrale pour présenter les difficultés alimentaire. Le but final est de finir dans l'exposition afin de présenter notre travail.

1.3. L'accueil du public : une nouvelle expérience

Face à des difficultés pour trouver des personnes motivés pour s'occuper de la médiation des expositions pour l'été 2023, Laure Courget nous a proposé d'officier avec Enzo Delpech à l'accueil de celles-ci, du 1^{er} août au 17 septembre. Nous avons accepté car c'est pour nous une nouvelle opportunité professionnel et pour développer de nouvelles compétences.

La Prévôté, lieu de notre exposition, est ouvert du mardi au vendredi de 10 h 30 à 13 h et de 15 h à 18 h 30 et le samedi, de 15 h à 18 h. Les visiteurs sont français, étrangers et de tout âge. Nous avons pour but de les amener à la découverte des questions alimentaires pour la population lotoise durant la Seconde Guerre mondiale. Pour la première fois, nous sommes confrontés aux réactions que peut faire susciter notre exposition. Pour le moment, nous avons un grand nombre d'avis positifs. Des personnes nous donnent également des témoignages vécus personnellement ou issus des discussions avec leur famille. Les objets permettent de provoquer des discussions et même des interrogations. Dans les appréciations reçues, ce qui revient majoritairement est notre volonté de mettre en contexte le sujet. La première salle permet aux gens de se souvenir d'anciens cours d'histoire, ou d'anecdotes. Le panneau sur la situation dans les autres pays intéressent particulièrement les visiteurs étrangers qui peuvent alors s'assimiler à l'exposition. La reproduction de la table, également, interroge. Les gens circulent autour et font attention aux détails.

Également, nous avons un retour direct sur nos médias. Il est assez amusant de voir de jeunes enfants réaliser nos activités. Les retours à nouveau sont très positifs. La plaquette d'exposition plaît autant visuellement que théoriquement. Nous avons autant de Lotois que de touristes qui viennent visiter le lieu. La clarté de notre travail et la qualité de notre iconographie sont mises à l'honneur, dans les observations reçues. Ce stage nous a permis de développer nos compétences et de nous confronter à quelques obstacles.



Figure 18 - Bureau d'accueil pour la médiation
© LEROY Charlotte, 2023

2. Critiques réflexives sur notre mission

2.1. De nouveaux acquis ...

Notre mission de réaliser une exposition sur la donnée alimentaire dans le Lot entre 1939 et 1949 a été très enrichissante, d'un point de vue professionnel et personnel. La tâche effectuée s'est déroulée sous les meilleurs auspices. Nous sommes accompagnés par une équipe encourageante et pleine de ressources. L'actualité culturelle du Lot, de Cahors et nationale a joué en notre faveur. La création du futur musée nous a permis de nous insérer dans les activités de préfiguration, jusqu'à en proposer d'autres. Également, l'année prochaine est le 80^e anniversaire de la Libération de la France, du Débarquement. Nous sommes donc dans une période de bouillonnement intellectuel pour cette période.

De plus, nous avons été particulièrement bien encadré par Laure Courget. Sa confiance et sa rigueur nous a permis de progresser tout au long des semaines. Elle nous a donné carte blanche pour la réalisation de l'exposition et nous l'en remercions. Son expérience professionnelle nous a permis de prendre du recul et de réfléchir à des problématiques encore inconnues : l'agencement scénographique, les détails dans la mise en page des textes, *etc.* La création de l'exposition de A à Z par nous-même nous a permis de consolider notre expérience sur ces logiciels de graphisme PAO. Il a fallu réussir à dompter les raccourcis, connaître des astuces. Les retours que nous avons eu, auprès de graphistes ou de personnes du milieu, sont très positifs et encourageants.

Par notre nouvelle formation « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés (GVCS) », nous avons développé nos compétences au regard de la patrimonialisation, des politiques publiques. C'est

le cours d'œnologie, dispensé par Dominique Alvarez qui nous a permis de nous orienter vers des activités en cohésion avec le jeune public.

Par ce stage, nous avons enrichi nos travaux personnels. Travaillant sur le XIX^e siècle, la Préhistoire et le patrimoine, la donnée alimentaire ne sont pas au cœur de mes préoccupations. Nous l'avions abordé au cours de notre cursus universitaire à Limoges au travers de l'histoire des familles, de l'histoire économiques, mais jamais en détails. À l'issue de ce stage et de ce mémoire, nous allons poursuivre nos recherches sur ce sujet. Nous avons d'ores et déjà des propositions pour réaliser à deux voix des conférences mais aussi pour écrire des publications. Ce stage nous a permis d'être à la fois chercheur, graphiste, scénographe et muséographe. Nous avons ouvert notre champ d'action qui ne peut être que favorable pour nos futurs employeurs. Également, notre réseau professionnel s'est diversifié, dans les politiques publiques et dans le milieu scientifique et associatif.

En somme, la possibilité de pouvoir prendre part dans ce nouveau projet de restructuration de musée est un fait important. Nous avons entraperçu la difficulté de refonder un musée et de travailler avec plusieurs protagonistes.

2.2. ... face à des difficultés notables

Ainsi, malgré une riche expérience de stage, nous avons fait face à certaines difficultés. Réaliser des actions de préfiguration pour le futur musée n'est pas chose aisée. Il faut parvenir à capter l'attention d'un public qui ne connaît que très peu les fonds du MRDL et dont beaucoup de préjugés circulent. Aussi, nous avons manqué de ressources pour plusieurs thématiques, notamment pour les questions liées au monde viticole lotois entre 1939 et 1949. En effet, nous avons pourtant contacté la Maison Baldès (Clos Triguedina, basée à Vire-sur-Lot), l'Union interprofessionnel du vin de Cahors (UIVC) et la Fédération des vignerons indépendants du Lot³⁰¹, sans résultats. Également, nous avons peu de témoignages directs sur la vie quotidienne. Nous souhaiterions obtenir des sources orales de personnes ayant vécu ces restrictions ou même de leurs enfants. Ces données peuvent enrichir notre exposition et la recherche. Aussi, nous n'avons pas pu traiter de la place des Juifs dans ces questions alimentaires. Nous savons que dans les grandes villes, les Juifs ne peuvent faire leurs courses selon des plages horaires précises, mais nous n'avons pas trouvé plus d'informations pour le Lot. Nous avons rencontré Christelle

³⁰¹ Créée en 1982, la Fédération des vignerons indépendants du Lot a pour rôle de « défendre les intérêts spécifiques de chaque vigneron en cave particulière, de préserver l'indépendance du vigneron et d'assurer à l'ensemble de ses adhérents un positionnement fort face aux pouvoirs publics. »
<https://vigneron-independant-lot.com/>

Bourguinat -membre du comité scientifique du futur musée et spécialiste des Juifs dans le Lot-. Elle ne possède pas d'informations concernant ce sujet.

Aussi, comme rappelé précédemment, l'obstacle le plus important de notre recherche est le droit à l'image. Nous avons voulu créer des panneaux autour de la musique et des films. Or il n'est pas concevable -avec notre budget- de pouvoir diffuser ou même simplement afficher les pochettes des vinyles et les affiches du film. Il y a pourtant une grande production de musique à cette époque, « les chansons rationnés ». Ces chansons chantés par Fernandel, Maurice Chevalier ou encore Georgius manient le double-sens et détournent la vie quotidienne. Les tickets de rationnement, le troc, les rutabagas, les cochons deviennent des sujets de prédilections pour ces chanteurs. Pour les films, certains traitent en détails l'alimentation comme l'incontournable « *La traversée de Paris* » (1956) par Claude Autant-Lara D'autres font des références aux restrictions et aux tickets comme Gérard Jugnot dans « *Papy fait de la Résistance* » (1983), par Jean-Marie Poiré. Nous aurions réellement aimé pouvoir présenter ces films et ces musiques dans un coin de l'exposition.

Enfin, une des difficultés que nous faisons face en médiation est la faible affluence de notre lieu d'exposition par rapport aux autres lieux de Cahors. En effet, malgré le fait qu'elle soit juste à côté de l'entrée de la cathédrale, la Prévôté ne jouit pas de la même affluence. Les touristes vont directement dans la cathédrale sans regarder autour d'eux, malgré les affiches, les panneaux d'indications et les voiles-plumes. Ce n'est pas liée à notre exposition, depuis de nombreuses années, la Direction du patrimoine a remarqué ce phénomène. Nous sommes environ à 40 personnes par jour contre plus de 150 pour le deuxième lieu d'exposition de la Maison du patrimoine -se trouvant à l'intérieur du cloître de la cathédrale-. Néanmoins, les personnes qui visitent donnent de très bon retours.



Figure 19 - Entrée de la Prévôté
© LEROY Charlotte, 2023

Conclusion

En définitive, nos investigations dans une bibliographie riche et nos recherches dans les différents lieux d'archives, nous ont permis de rassembler d'importantes données informatives. Nous avons donc essayé de répondre aux questions posées sur la donnée alimentaire dans la vie quotidienne des Cadurciens. Leur vie est brumeuse, rythmée par des coupons, des tickets, des cartes d'alimentation, des files d'attente ou encore par l'absence de produits. Cahors a souffert des pénuries. L'arrivée des Allemands dans la capitale rabat les cartes de leur vie. La présence des uniformes allemands dans le paysage cadurcien façonne une nouvelle vie politique mais également elle remet en suspens leur sort. Nous voulons particulièrement faire comprendre que la fin de la guerre en France ne sonne pas comme la fin des restrictions et des problèmes alimentaires.

De plus, nous avons pris un réel plaisir à monter cette exposition, à réaliser sa conception graphique ou encore à calibrer notre texte pour qu'ils puissent être compris par tous. La création d'outils de médiations est aussi une grande première expérience. Nous sommes particulièrement ravis de l'ensemble de retour que nous avons. Les gens prennent le temps de lire, d'observer et surtout de réfléchir à cette période -qu'ils ont connu jeunes, ou à travers des témoignages, ou pas du tout.

Nos résultats ne peuvent qu'être à nouveau approfondis. En effet, nous n'avons pas pu fouiller toutes les archives possibles et disponibles. Nous avons eu, durant ces recherches, des sujets qui se sont dégagés et dont nous voulons poursuivre dans le futur. Nous pensons ici au rôle du Secours national ou encore à la place des femmes dans ces années noires. Également, nous n'avons pas pu aborder certains sujets, faute de manques ou d'absences d'archives ou même de temps pour approfondir au maximum. Il serait intéressant d'observer la vie quotidienne des Juifs et leurs rapports à l'alimentation dans cette période ou même dans les colonies françaises. Nous savons que les rationnements et les restrictions sont appliqués, mais comment, de quelles manières ? Ainsi, ce sujet ne peut être qu'enrichi par de nouveaux savoirs et des recherches inédites.

Conclusion générale

En définitive, l'exposition autour de la donnée alimentaire dans le Lot entre 1939 et 1949 que nous avons réalisé, conjointement avec mon camarade Enzo Delpech, au cours de notre stage auprès du Service patrimoine de la Ville de Cahors est concluant. En effet, durant ces six mois, nous sommes parvenu à réaliser des recherches bibliographiques, en archives, à proposer du contenu et à créer des outils de médiations.

À cet égard, nous avons compris l'enjeu des structures d'accueil. Unies dans une mission commune, celle de la transmission d'un savoir, nous avons combiné entre les volontés de chacun pour parvenir à réaliser un projet de préfiguration : faire un musée « hors les murs ». Par notre parcours universitaire en Histoire, ajouté à nos nouvelles connaissances acquises dans le Master 2 Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés, nous dégagons des enjeux professionnels autour de cette commande. Pour ce faire, nous nous sommes également appuyés sur une recherche bibliographique conséquent. Nous avons varié les thématiques afin d'engendrer un maximum de connaissances. Il est plus que nécessaire de maîtriser son étude pour pouvoir le transmettre de la meilleure des manières à un large public. Nous pensons aux ouvrages de Cécile Vaissié, Pierre Laborie, Fabrice Grenard ou Dominique Veillon.

Pour creuser ce sujet, l'apport des archives est primordial. La méthodologie historique de recherche nous permet penser placidement la recherche et donc l'exposition. En effet, première expérience de composition d'une exposition, nous avons dû réfléchir à nos choix de textes, d'iconographies. La scénographie a pris une place importante dans notre démarche. Il ne faut pas se précipiter dans la création mais davantage prendre le temps pour éviter des erreurs importantes, comme la vérification des droits à l'image. Nous avons élaboré également des outils de médiations, pour accompagner l'exposition, comme une plaquette ou encore un livre-jeux à but pédagogique. Nous avons pu nous placer dans une autre démarche, et d'adapter nos propos en fonction du médias et du public. Par exemple, la conférence est aussi un enjeu important dans la transmission d'un savoir, à l'image de la visite et de la médiation sur le terrain. Nous avons donc fait face à différents publics, sous différentes formes, ce qui nous permet une plus-value professionnelle conséquente.

Ainsi, nous avons axé notre propos dans ce mémoire sur la vie quotidienne des Cadurciens et des Cadurciens entre 1939 et 1949. Nous sommes obligés de nuancer nos propos puisque nous ne pouvons pas apposer un unique discours pour l'ensemble de la population. En fonction des jeux de relations, de son niveau de vie, le vécu de cette période n'est pas le même. Néanmoins,

nous pouvons affirmer que les Cadurciens ont souffert des pénuries plus que des restrictions, à l'inverse des ruraux. Le manque de viande, de matières grasses ou encore de lait est insoutenable. Même après la Libération, la majorité des citadins peinent à mener une vie convenable. La bouleversement de la vie quotidienne, par l'apparition de tickets multicolore, de cartes individuelles d'alimentation pour tous les membres de la vie, est vécu durement par certaines femmes. Ce sont les premières à payer le prix des conséquences des nouvelles politiques.

Ainsi, nos recherches et ce stage nous ont permis de s'engager vers de nouvelles opportunités professionnelles. Nous avons touché à une branche professionnelle qui nous intéresse grandement. Elle allie à la fois la recherche et la médiation, la transmission de l'Histoire. Aujourd'hui nous pouvons révéler que la confiance accordée par la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors va s'étendre sur des missions de recherches et de l'accompagnement pour le prochain musée.

Bien évidemment, notre travail n'échappe pas aux obstacles et aux limites. Notre manque de sources et ressources pour étudier le monde viticole n'est pas à négliger. Également, nous sommes défaillant dans l'apport de témoignages. Il nous permet de fournir la recherche par des anecdotes, ou de percevoir leur réalité des faits. De même pour les outils de médiations, nous n'avons pas de problème avec la plaquette, mais le livret-jeux peine à être utilisé par les enfants. Devons-nous nous diriger vers des outils numériques au travers de QRcode ou de bornes tactiles ? Toutes ses interrogations doivent nous servir pour la suite.

Afin d'élargir ce travail, nous pouvons l'enrichir en adoptant un regard plus diversifiée sur la vie quotidienne dans les colonies françaises à la même époque.

Bibliographie

A. Supports méthodologiques

CROIX Alain, GUYVARC'H Didier, (dirs.), *Guide de l'Histoire locale. Faisons notre Histoire !*, Paris, Seuil, 1990.

DESVALLÉES André, MAIRESSE François (dirs.), *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Paris, Armand Colin, 2011.

PERCOT Marie, *Histoire locale : rencontres d'Ancenis*, Nantes, Siloë, 2000.

THUILLIER Guy, TULARD Jean, *Histoire locale et régionale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992.

❖ **L'historiographie du temps présent et de la mémoire**

BOURSIER Jean-Yves, « Le territoire, la mémoire, l'histoire et l'État », *Tumultes*, n° 16, 2001, p. 145-161.

FARGE Arlette, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Seuil, 2013.

GARCIA Patrick, « L'histoire du temps présent : une histoire comme les autres ? », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°48-2, 2018.

HOFFMANN Élisabeth, « La mémoire de la « Résistance » », *Revue d'Alsace*, n° 145, 2019, p. 363-376.

LAURENTIN Emmanuel (dir.), *À quoi sert l'histoire aujourd'hui ?*, Paris, Bayard, 2010.

ROUSSO Henry, « L'histoire du temps présent, vingt ans après », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 75, juillet 2000.

❖ Muséologie et patrimoine

ABOUDRAR Bruno Nassim, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », Paris, 2022.

AUDRERIE Dominique, *Questions sur le patrimoine*, Bordeaux, Confluences, 2003.

BABELON Jean-Pierre, CHASTEL André, *La notion de patrimoine*, Paris, Éditions Liana Levi, 1994.

BADET Claude, COUTANCIER Benoît, MAY Roland (dirs.), *Musées et patrimoine*, Paris, CNFPT, 1999.

BORDEAUX Marie-Christine, CAILLET Élisabeth, « La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques », *Culture & Musées*, Hors-série, 2013, p. 139-163.

CAPRONNIER Jean-Charles, MARGUIN-HAMON Elsa, SMITH Paul, « Le Patrimoine de la Grande Guerre », *In situ. Revue des patrimoines*, n° 25, 2014.

CHAUMIER Serge, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*, Paris, Armand Colin, 2013.

DE ALMEIDA Fabrice, « Musée d'histoire, histoire dans les Musées », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, n° 37, janvier-mars 1993, p. 148-150.

DOUVILLE Judith, « La mémoire passe à table », *Continuité*, n° 130, 2011, p. 32-35.

GAWIN Geoffroy, « Les évolutions des médiations testimoniales dans différents musées de la Résistance : du présentiel à l'audiovisuel », Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Michèle GELLEREAU, Lille 3, École doctorale Sciences de l'homme et de la société, 2017.

GOB André, DROUGUET Noémie, *La muséologie. Histoire, développements, enjeux actuels*, Paris, Armand Colin, 2021 [2005].

HERBIN Frédéric, « Introduction. « De la crise du musée à la critique institutionnelle : les circonstances de l'analyse de l'institution muséale au tournant des 1960-1970 » », *Journée d'étude : « Les artistes face à l'institution muséale (fin des années 1960 – années 1970) »*, In TRM, Tours, Université François Rabelais de Tours, 2010.

LAVORELLE Marie, « Une écriture à caractère patrimonial : Le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère », *Culture & Musées*, n°20, 2012, p. 121-142.

LE MAREC Joëlle, *Publics et musées*, Paris, L'Harmattan, 2007.

POULOT Dominique, « Le musée d'histoire en France entre traditions nationales et soucis identitaires », *Anais do Museu Paulista*, São Paulo, vol. 15, n° 5, juillet-décembre 2007, p. 293-316.

POULOT Dominique, « Musées et collections : pour une histoire de la patrimonialité », *Histoire de l'art*, n° 62, avril 2008, p. 3-9.

POULOT Dominique, *Musée et muséologie*, Paris, La Découverte, 2009.

SIRE Marie-Anne, *La France du Patrimoine. Les choix de la mémoire*, Paris, Gallimard, 1996.

WAHNICH Sophie, « Introduction - Réfléchir l'histoire des guerres au musée », *Culture & Musées*, Arles, Actes Sud, n° 20, 2012, p. 13-21.

WEISS Hélène (dir.), *La Muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989.

B. Ouvrages généraux sur l'alimentation et le vin

ARON Jean-Paul, *Le mangeur du XIX^e siècle. Une folie bourgeoise : la nourriture*, Paris, Les Belles Lettres, 1976.

BIRLOUEZ Éric, *Histoire de l'alimentation des Français*, Rennes, Ouest-France, 2022.

CRONIER Emmanuelle, LE BRAS Stéphane, « Nourrir Paris : modernités alimentaires à l'époque contemporaine », *Raison présente*, 2020, n°213, p. 51-60.

FLANDRIN Jean-Louis, MONTANARI Massimo, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996.

LACHIVER Marcel, *Vins, vignes et vigneron. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1997.

QUELLIER Florent, *Histoire de l'alimentation. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Belin, 2021.

WILLIOT Jean-Pierre, FUMEY Gilles, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021.

C. Ouvrages généraux sur la période

❖ **Le quotidien des civils dans la Première Guerre mondiale (1914-1918)**

ALARY Éric, *La Grande Guerre des civils*, Paris, Perrin, 2018.

LLOSA Marie, « La conserve alimentaire au service du soldat : une production de guerre ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, 2008, p. 80-83.

❖ **La Seconde Guerre Mondiale en France (1939-1945)**

AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires : De la défaite à Vichy*, t. 1, Paris, Seuil, 2000, [1993].

AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires : De l'Occupation à la Libération*, t. 2, Paris, Seuil, 2000, [1993].

BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012.

BECKER Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2011, [1988].

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre (dirs.), *Histoire du vingtième siècle : 1939-1953, la guerre et la reconstruction*, t. 2, Paris, Hatier, 1987.

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome III : 1945-1958*, Paris, Complexes, 1991.

COLLECTIF, « Objectif : Sedan », *Journal de la France - les années 40*, n° 97, Paris, Tallandier, 1971.

COLLECTIF, « Les prisonniers », *Journal de la France - les années 40*, n° 124, Paris, Tallandier, 1971.

MICHEL Henri, « Aspects politiques de l'Occupation de la France par les Allemands (Juin 1940 – Décembre 1944) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 14^e année, n° 54, 1964, p. 1-40.

❖ Le Régime de Vichy (1940-1944)

BARUCH Marc-Olivier, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.

BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE, *La propagande sous Vichy*, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, Paris, 1990.

COLLECTIF, « Pétain : chef de l'État français », *Journal de la France - les années 40*, n° 113, Paris, Tallandier, 1971.

COLLECTIF, « Darlan », *Journal de la France - les années 40*, n° 125, Paris, Tallandier, 1971.

COLLECTIF, « La légion des combattants », *Journal de la France - les années 40*, n° 127, Paris, Tallandier, 1971.

LE CROM Jean Pierre, « L'avenir des lois de Vichy », DURAND Bernard, LE CROM Jean-Pierre, SOMMA Alessandro, *Le droit sous Vichy*, Francfort, Klostermann, 2006, p. 453-478.

LE CROM Jean Pierre, « Droit de Vichy ou droit sous Vichy ? Sur l'historiographie de la production du droit en France pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 9, septembre-décembre 2009.

PAXTON Robert, *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

ROUSSO Henry, *Vichy : l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

ROUSSO Henry, *Le régime de Vichy*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.

❖ La vie quotidienne en France durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1944)

ALARY Éric, VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, GAUVIN Gilles, *Les Français au quotidien (1939-1949)*, Paris, Perrin, 2009, [2006].

AMOUROUX Henri, *La vie des Français sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1961.

AMOUROUX Henri, *Quarante millions de pétainistes (juin 1940 - juin 1941)*, T. 2, *La Grande histoire des Français sous l'Occupation (1939-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1977.

BÉDARIDA François, AZÉMA Jean-Pierre, *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992.

BOUDOT François, « Aspects économiques de l'Occupation allemande en France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 14^e année, n° 54, 1964, p. 41-62.

BOUSSARD Isabel, « Principaux aspects de la politique agricole française pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 34^e année, n° 134, 1984, p. 1-32.

COLLECTIF, « Les femmes dans la guerre », *Journal de la France - les années 40*, n° 129, Paris, Tallandier, 1971.

LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990.

LABORIE Pierre, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

LABORIE Pierre, *Les Français sous Vichy et l'Occupation*, Paris, Milan, 2003.

LABORIE Pierre, « Vie et mort des Français dans la Deuxième Guerre mondiale », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

ROUSSO Henry, *Les années noires, vivre sous l'Occupation*, Évreux, Gallimard, 1992.

VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 2003.

❖ La donnée alimentaire en France pendant la Seconde Guerre mondiale

BACHELIER Christian, « De la pénurie à la vie chère, l'opinion publique à travers les premiers sondages 1944-1949 », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°32-33, mai 1996, p. 479-500.

CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

CÉPÈDE Michel, *Agriculture et Alimentation en France durant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris Génin, 1961.

FLONNEAU Jean-Marie, « Légalisation et organisation économiques au temps des restrictions (1938-1949) », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°32-33, mai 1996, *Le temps des restrictions en France (1939-1949)*, p. 43-58.

LUCAND Christophe, *Le vin et la guerre. Comment les nazis ont fait main basse sur le vignoble français*, Paris, Armand Colin, 2017.

MARGAIRAZ Michel, « L'État et les restrictions en France dans les années 1940 », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, 1996, p. 25-41.

TARTAKOWSKY Danièle, « Manifester pour le pain, novembre 1940 - octobre 1947 », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 465-478.

VEILLON Dominique, « Une politique d'adaptation spécifique : les ersatz », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 59-74.

❖ Les questions du rationnement et du ravitaillement en France

DUPIN Henri, « Évolution des habitudes alimentaires et de la ration alimentaire des Français », *Ethnologie française, nouvelle série*, t. 10, n° 3, 1980, p. 319-324.

GRENARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

GRENARD Fabrice, « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Presses de Sciences Po, n° 94, 2007, p. 199-215.

VEILLON Dominique, « Aux origines de la sous-alimentation : pénuries et rationnement alimentaire », VON BUELTZINGLOEWEN Isabelle (dir.), « *Morts d'inanition : Famine et exclusions en France sous l'Occupation* », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 31-43.

❖ Le Marché Noir en France

COLLECTIF, « Marché noir », *Journal de la France - les années 40*, n° 133, Paris, Tallandier, 1971.

GRENARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008.

Kenneth Mouré, *Marché noir : The Economy of Survival in Second World War France*, Cambridge, Presses Universitaires de Cambridge, 2023.

❖ **Les Résistances en France entre 1940 et 1945**

COLLECTIF, « Les maquis », *Journal de la France - les années 40*, n° 149, Paris, Tallandier, 1971.

CUBÉRO José, *La Résistance à Toulouse et dans la Région 4*, Luçon, Sud-Ouest, 2005.

KEDWARD Harry Roderick, *À la recherche du maquis. La Résistance dans la France du Sud (1942-1944)*, Paris, Cerf, 1999.

❖ **La Libération de la France (1944-1945)**

BUTON Philippe, GUILLON Jean-Marie, (dirs.), *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994.

FOULON Charles-Louis, « Prise et exercice du pouvoir en province à la Libération », *La Libération de la France*, Paris, Éditions du CNRS, 1976.

MADJARIAN Grégoire, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, Paris, 10/18, 1980.

❖ **La France des Trente Glorieuses (1945-1973)**

GÆTSCHÉL Pascale, TOUCHÉBŒUF Bénédicte, *La IV^e République : la France de la Libération à 1958*, Paris, Le livre de Poche, 2004.

LEJEUNE Dominique, *La France des Trente Glorieuses. 1945-1974*, Paris, Armand Colin, 2015.

RIOUX Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. t. 1 : L'ardeur et la nécessité (1944-1952)*, Paris, Seuil, 1980.

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, DELACROIX Christian, *La France du temps présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010.

D. Ouvrages de contextualisation sur le Lot

❖ Généralités

BRENAC-LAFON Sophie, *Vignoble et vin de Cabors de 1650 à 1850*, Pessac, MSHA, 2021.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU LOT, *Histoire de l'économie lotoise*, Chambre de Commerce et d'Industrie du Lot, 1994.

FOISSAC Patrice, GRISET Pascal, LABORIE Léonard, *Vins de Cabors et du Quercy : Un recueil sur l'histoire des hommes, des lieux et des produits*, Pessac, MSHA, 2021.

LARTIGAUT Jean (dir.), *Histoire du Quercy*, Toulouse, Privat, 1993.

MAZIERES B., « Étude géographique de l'alimentation dans le département du Lot entre 1840 et 1880 », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 25, fascicule 4, 1954, p. 293-312.

❖ Témoignages

BERTAUX Pierre, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973.

CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

NOIREAU Robert, *Le Temps des partisans*, Évreux, Flammarion, 1978.

PICARD Raymond, CHAUSSADE Jean, *Ombres et espérances en Quercy. Armée secrète et Groupes Vény du Lot, 1940-1945*, Toulouse, Privat, 1980.

THAMIER Henri, *Le Rouge et le Cœur*, Cahors, Tardy Quercy, 1988.

❖ La Première Guerre mondiale dans le Lot

ASSOCIATION DE SOUTIEN POUR L'EXPOSITION DU CENTENAIRE 1914-1918, « 1914 - 2014 : Cahors et le Lot dans la Première Guerre Mondiale », Catalogue d'exposition 1^{er} août - 16 novembre 2014, La Primaube, Graphi Imprimeur, septembre 2014.

ASSOCIATION RACINES, *Le canton de Gramat (1914-1918)*, Brive-la-Gaillarde, Ver Luisant, 2014.

CAMBON Didier, VILLES Sophie, *1914-1918. Les Lotois dans la Grande Guerre, tome II : L'arrière*, Cahiers historiques du Grand Cahors, 2010.

CAMBON Didier, « Été 1914, le consentement des Lotois à la guerre ? », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

JOYEUX Isabelle, « L'adaptation d'une société rurale à la guerre : l'exemple du Lot entre 1914 et 1918 », mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le-Mirail, sous la direction de Pierre LABORIE, 1994.

VILLES Sophie, « 1914-1918 : le Lot, un département rural dans la guerre », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

❖ Le Lot dans la Seconde Guerre mondiale

ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Le Musée de la Résistance, de la Déportation, de la Libération*, Cahors, France-Quercy, 1993.

ASSOCIATION RACINES, *Bulletin*, n°19, Association Racines, Alvignac-les-Eaux, 2014.

ASSOCIATION RACINES, *Bulletin*, n°24, Association Racines, Alvignac-les-Eaux, 2019.

LABORIE Pierre, *Résistants Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

VAISSIÉ Cécile, *Cahors et le Lot sous l'Occupation. Résistance, collaboration, épuration*, Orthez, Gascogne, 2016.

VERDET Anne, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

VERDET Anne, « Les paysans du Lot sous l'Occupation : un engagement sous-estimé », PIOT Céline (dir.), *Figures paysannes en France. Mythes, regards et sociétés, t. 2*, Nérac, Éditions d'Albret, 2016, p. 133-156.

E. Approches régionales

❖ **L'Aveyron**

DELHEURE Émilie, « Les femmes collaboratrices en Aveyron (1942-1945) », Mémoire de Master 1 Histoire moderne et contemporaine, sous la direction de Sylvie CHAPERON, Université Toulouse Jean-Jaurès, UFR Histoire, Arts et Archéologie, septembre 2020, p. 58-60.

FONT Christian, « Une enquête orale menée en Aveyron », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°32-33, mai 1996, p. 503-526.

MARCY Jean-Philippe, « Le marché noir en Aveyron vu à travers la presse », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996.

❖ **Le Cantal**

MARTRES Eugène, « Le Cantal », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 119-133.

❖ **La Dordogne**

COCULA Anne-Marie, LACHAISE Bernard, (dirs.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*, Aubas, Éditions Fanlac, 2020.

VIAUD Marie-Thérèse, « La Dordogne », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 135-151.

❖ **Le Gers**

FITAN Jacques, « Le Gers », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, *Le temps des restrictions en France (1939-1949)*, p. 153-167.

F. Approches internationales sur l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale

BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, *Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1948)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2017.

COLLINGHAM Elizabeth M., *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, Londres, Allen Lane, 2011.

DRUELLE-KORN Clotilde, *Food for Democracy ? Le ravitaillement de la France occupée (1914-1919), Herbert Hoover, le Blocus, les Neutres et les Alliés*, Bruxelles, Peter Lang, 2018.

GERHARD Gesine, *Nazi Hunger Politics: A History of Food in the Third Reich*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2015.

G. Mémoires non publiés

DELPECH Enzo, « De l'engagement aux engagements : itinéraire d'un boulanger du Lot (1917-1959) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2021.

DELPECH Enzo, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et des liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1948 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

LEROY Charlotte, « Le Périgord au temps des Mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

Corpus de sources

A. Archives départementales du Lot

❖ Série BR (Bibliothèque de Recherche)

BR 1 584 : BAUX Etienne, *La Résistance dans le département du Lot*, entre 1981 et 1990.

BR 1 1017 : SAUTERON Arlette, SAUTERON François, *Au pied de mon arbre : Chronique du village de Faycelles, Lot, de la guerre de 1870 à 1939 suivi de la seconde Guerre mondiale, la Résistance et la Libération*, Faycelles, 2004.

BR 1 1090 : GARRIGOU Xavier, « Le département du Lot durant la Seconde Guerre mondiale », Mémoire de D.E.A « Pouvoirs et représentations » à l'Université de Paris X Nanterre, sous la direction de Didier MUSIEDLAK, Paris, 2005.

BR 1 1592 : ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Les chroniques du musée de la Résistance*, Tome 1, Cahors, Musée de la Résistance, Colorys, 2006.

BR 1 1593 : ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE Les chroniques du Musée de la Résistance. Tome 2, Cahors, Musée de la Résistance, Colorys, 2006.

BR 1 1594 : ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE Les chroniques du Musée de la Résistance. Tome 3, Cahors, Musée de la Résistance, Colorys, 2006.

BR 2 295 : LAVAL Paul, *Le Ségala et la Résistance dans le Lot : études géographiques, touristiques, économiques, politiques, sociales*, Aurillac, Gerbert, 1954.

❖ Série EDT (Archives communales déposées)

EDT 088 83 : Douelle. Ordre de mobilisation générale (1939).

EDT 120 38 : Gindou. Guerre de 1939-1945. Économie de guerre, administration militaire, propagande, résistance, réfugiés, agriculture, assistance et secours, administration communale (1935-1949).

EDT 129 28 : Gréalou. Viticulture, déclaration des récoltes et stocks de vin (1929-1968).

EDT 130 1Q1 : Grézels. Délibération du bureau de bienfaisance de la commune.

EDT 201 3 (non classé) : Montcuq. États Généraux de Montcuq (1945).

EDT 268 136 : Saint-Géry. Archives communales déposées. Économie de guerre, rationnement et ravitaillement (1940-1949).

❖ **Série Fi (Cartes, plans et autres documents figurés entrés par voie extraordinaire)**

2 Fi 117 : Lot, carte économique, agriculture, commerce, industrie hydraulique, tourisme. Dressée par Jean GRIFFON, préfet du Lot. Cahors, Chambre de commerce du Lot (1920).

2 Fi 171 : Carte du département du Lot d'André LESOT, Paris, Éditions géographiques, (1920-1951).

5 Fi 20 : Philippe Pétain : imagerie du maréchal, imprimée à Limoges (1942).

9 Fi 152 : Photographie de Bagnac-sur-Célé : Maison Lacombe Louis « l'heure de l'apéritif », J. Laborie éditeur, *Le Lot pittoresque* (1904-1949).

9 Fi 310 : Photographie de Cahors : Boulevard Gambetta, Jean Girma éditeur (1904-1915).

9 Fi 361 : Photographie de Cahors : Place des Petites-Boucheries, édition Dreuilhe (1914-1939).

9 Fi 553 : Photographie de Cahors : École normale d'institutrices, E. Delsaud éditeur (1904-1949).

9 Fi 554 : Photographie de Cahors : École normale des jeunes filles, phototypie des Docks, (1914-1939), *Le Lot pittoresque*, 2013.

9 Fi 555 : Photographie de Cahors : École normale d'institutrices de Cahors : la véranda (1904-1949).

9 Fi 1109 : Photographie de Figeac : le Grand hôtel, la terrasse (1904-1949).

9 Fi 2176 : Photographie de Puy-l'Évêque : École de jeunes filles, *Le Lot pittoresque* (1904-1949).

9 Fi 3107 : Lot : première carte du département, Angoulême éditions, 1792 [1990].

34 Fi 1 27 : Fonds Léon Mailhol : Première et Seconde Guerres mondiales, coupures de presse de l'époque réunis par Léon Mailhol (1915-1940).

34 Fi 2 2223-2292 : Fonds Léon Mailhol : Album photographique "Folklore" : patrimoine ethnographique (sans date).

Série J (Archives d'origine privée (entrées par voie d'achats, dons, legs ou dépôts) sauf documents figurés, sonores et audiovisuels)

J 2539 : Guerre 1939-1945. Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (1944-1950)

J 2797 : Chambre départementale des pharmaciens du Lot : rationnement du sucre, demande de création d'une pharmacie à Saint-Céré et demande d'inscription à la Chambre pour M. Dufour (1942-1944).

J 2936 : Guerre 1939-1945, papiers personnels de Marcel Rescoussié : cartes et tickets de rationnement et de tabacs (1948-1949).

64 J 23 : Fonds de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française, section du Lot, collecte de documents d'archives portant sur la propagande de guerre (1943-1944).

73 J 68 : Fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance, Photographies de groupes de soldats et de résistants (1943-1945)

73 J 72 : Fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance Photographies de la fête de la Libération à Cahors. (1944)

73 J 73 : Fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance, Photographies de la Libération du Lot (1944-1952)

73 J 90 : Poster d'exposition constitué de portraits de résistants, photographies d'actions de la Résistance et de la Libération dans le Lot et en France, noir et blanc (sans date).

74 J 62 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : affiche « Révolution nationale » par Ph. H. Noyer (1940).

74 J 63 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : affiche « Une Surprise au Maréchal. La France que le Maréchal aime tant » (1940).

74 J 64 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : affiche « La surprise des moins de 16 ans au Maréchal, représentez le coin de la France que vous aimez le mieux » (1940).

74 J 65 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : documents imprimés (1940-1944).

- 74 J 66 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : documents et tracts (1940-1949)
- 74 J 70 : Fonds Pierre Laborie, tirages photographiques concernant le département du Lot et hors département (1942-1945).
- 74 J 73 : Fonds Pierre Laborie, documents thématiques : Le Lot sous Vichy (1940-1978).
- 94 J 463 : Chambon & Marrel - Fédération nationale des syndicats de conserve de produits agricoles (1942-1946).
- 94 J 468 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : Bureau national de répartition des conserves alimentaires et conseil des industries de la conserve (1941-1943).
- 94 J 469 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : Bureaux et direction du ravitaillement des conserves alimentaires (1941-1951).
- 94 J 639 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : Cartes postales commandes – France (1893-1979).
- 94 J 704 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : étiquette « Truffes Chambon & Marrel, Souillac-Périgord (France), foies gras, truffes fraîches, provenance exclusive des meilleurs crus du Périgord, prix courant » (1904-1939).
- 94 J 751 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : étiquette « Haricots blancs assaisonnés, Chambon & Marrel, conserves alimentaires, fabrication 1940 ».
- 96 J 9 : Fonds Étienne Verlhac : photographies (1912-1947).
- 96 J 33 : Fonds Étienne Verlhac : propagande, documents (1940-1946).
- 96 J 34 : Fonds Étienne Verlhac : propagande, fascicules imprimés (1930-1948).
- 96 J 35 : Fonds Étienne Verlhac : propagande, ouvrages (1946-1949).
- 100 J 370 : Famille Fournié, vie quotidienne : (...) tickets et bons pour le pain, le tabac, le fromage et les matières grasses, les produits détersifs, la viande et charcuterie, l'essence (1940-1961), carte provisoire de vêtements et d'articles textiles appartenant à Rosalie Méja (sans date), quittances pour René Méja prisonnier matricule 39018 (1942), inventaires de colis transmis à René Méja au Stalag XVII-B (1942) (1940-1961).

Série M (Administration générale et économie (1800-1940))

6 M 337 : États mensuels des prix moyens au détail des denrées de première nécessité (1934-1940).

6 M 355 : Commission consultative des blés et farines : procès-verbaux des réunions ; révision des prix de la farine et des primes de mouture et de panification ; questions diverses intéressant la boulangerie (1926-1940).

6 M 356 : Prix du pain et de la farine : arrêtés préfectoraux (1926-1940).

6 M 372 : Bétail et viande de boucherie et de charcuterie : instructions et correspondance ; arrêtés de taxation ; tableaux des prix (1934-1940).

Série PER (Presse)

1 PER 14 38 : *Le Journal du Lot* [du 25 février 1940 au 24 juin 1944] (18 mars 1942, 14 novembre 1942)

1 PER 21 17 : *Le Réveil du Lot* [du 16 janvier 1937 au 17 juin 1939](1^{er} octobre 1938)

1 PER 52 1 : *Le Travail du Lot* [1933-1936] (2 mai 1936)

1 PER 68 1 : *La vie Quercynoise* [1944-1948] (28 juillet 1945, 30 novembre 1946, 1^{er} février 1947)

3 PER 3/1 : *Quercy* n°1 (1941-1943).

3 PER 3/2 : *Quercy* n°2 (1941-1943).

3 PER 3/3 : *Quercy* n°3 (1941-1943).

3 PER 4 : *Les Étoiles du Quercy* (1944, 1944-1945).

Série R (Affaires militaires, organismes de temps de guerre (1800-1940))

1 R 985 : Déclaration d'état de siège et mobilisation générale (1914).

10 R 157 : Cartes individuelles d'alimentation (1918).

Série W (Archives publiques postérieures au 10 juillet 1940 entrées par voie ordinaire)

1 W 10 : Secrétariat général : circulaires, correspondances et notes (1940-1944)

1 W 49 : Propagande officielle du gouvernement de Vichy (1940-1944).

1 W 71 : Redressement économique et industriel (1943).

1W 87 : Situation dans le département après la Libération (1944-1949).

1 W 92 : Municipalités : états et notices de renseignements, instruction et correspondance (1941-1945).

1 W 103 : Consignes à la presse, attitude des journaux (1940-1944).

1 W 106 : Ravitaillement (1945-1949).

1 W 110 : Voyages officiels (1940-1941).

1 W 112 : Fête de Noël, fête des Mères (1942-1948).

1 W 120 : Secours national (1939-1944).

1 W 197 : Rapports de police ; Rapports du commissaire de police spéciale ; Gestapo de Cahors, (1944-1945).

1 W 295 : Correspondance entre le préfet et l'inspecteur d'académie intéressant l'Éducation nationale (1941-1954).

1 W 557 : Rapports franco-allemands concernant notamment les affaires économiques (1941-1944).

1 W 732 : Indice du coût de la vie (1940-1953).

1 W 757 : Poissons et coquillages (ravitaillement, marchés, organisation) (1941-1949).

1 W 762 : Produits de basse-cour (arrêtés, circulaires) (1941-1946).

1 W 763 : Pommes de terre (1940-1949).

1 W 764 : Légumes secs (1940-1949).

1 W 770 : Fabrication et vente de la pâtisserie et confiserie – Pâtisserie (1940-1949).

1 W 776 : Rationnement (1946-1949).

- 1 W 777 : Vin (1940-1946).
- 1 W 778 : Vins, alcool (1941-1947).
- 1 W 779 : Vin (1940-1953).
- 1 W 780 : Alcool (1941-1945).
- 1 W 791 : Généralités – impôt métal (1941-1945).
- 1 W 795 : Organisation générale du service du ravitaillement (1941-1946).
- 1 W 799 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1940-1941)
- 1 W 800 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1942)
- 1 W 801 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1943)
- 1 W 802 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1944)
- 1 W 803 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1945)
- 1 W 808 : Répressions des infractions économiques et internements administratifs : organisation du service (1940-1944).
- 1 W 811 : Contrôle des prix et marché noir (1941-1943).
- 1 W 817 : Réglementation - Instruction générale sur le rationnement du 10 avril 1941, instruction préfectorale du 16 juillet 1942 sur le régime de la vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique (Loi n°656 du 27 juin 1942), (1941-1942)
- 1 W 819 : Titres de rationnement (1945-1949)
- 1 W 832 : Approvisionnement en denrées diverses : règlements et taux, états récapitulatifs – vin (1940-1944).
- 1 W 838 : Statistiques des bureaux de bienfaisance et établissements d'assistance et de bienfaisance publics, reconnus ou autorisés (1940-1943).
- 1 W 922 : État d'esprit des populations dans le Lot : rapports depuis la Libération jusqu'au mois de décembre 1947 (1945-1947).
- 1 W 926 : Propagande anglaise et gaulliste, propagande antimilitariste et antinationale (1939-1944)

- 1 W 927 : Internés pour marchés noir : dossiers individuels A-J (1941-1947).
- 1 W 928 : Internés pour marchés noir : dossiers individuels L-P (1941-1944).
- 1 W 929 : Internés pour marchés noir : dossiers individuels R-Z (1942-1946).
- 1 W 942 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot (1940-1943).
- 1 W 943 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot (1942).
- 1 W 944 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot (1942-1943)
- 1 W 945 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot : état d'esprit avant la Libération (1944).
- 1 W 946 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot : état d'esprit après la Libération (1944).
- 6 W 38 : Organisation et fonctionnement des services départementaux des réquisitions allemandes, 1943-1945 ; Logement et cantonnement des troupes allemandes : instructions, 1942-1944 ; Logement et cantonnement des troupes allemandes : réquisitions opérées et inventaires des lieux, correspondance (1942-1945).
- 6 W 41 : Circulaires ministérielles relatives aux réquisitions effectuées par ou pour les troupes d'occupations, 1940-1942 ; Paiement des indemnités de réquisitions allemandes : circulaires, 1941-1942 ; Paiement des dépenses de logement et de cantonnement des troupes d'occupation : circulaires, 1940-1942 ; Conditions de travail des employés et ouvriers indigènes travaillant dans les entreprises et services allemands ou les entreprises françaises assimilées des territoires de la France occupée avant le 10 novembre 1942 : ordonnance, 1943 ; Paiement des indemnités de réquisition d'hôtel : correspondance, états des chambres occupées par les troupes allemandes dans les hôtels de Cahors et indemnités dues aux hôteliers, état des sommes à reverser au Trésor : sommes perçues en trop par les hôteliers réquisitionnés (1940-1944).
- 8 W 31 : Cantines, goûters (1942).
- 891 W 21 : Notices des communes : situation politique, sociale, économique, administrative (1943).
- 1109 W 963 : Ravitaillement : dossier de procédure d'un boucher, fournisseur de l'armée (vente sans tickets, hausse illicite, tromperie sur la qualité) (10 janvier 1942 - 5 juin 1942).

1180 W 1 : Rapports hebdomadaires ou journaliers des renseignements généraux (1942-1945).

1199 W 179 : Sous-préfecture de Figeac : opposition au régime (1940-1944).

1627 W 10 : Sous-préfecture de Figeac : Ravitaillement, suivi général, correspondance, documentation, liste des principaux apiculteurs du Lot, rapports mensuels d'information (1944) ; commission cantonale : instructions générales [1944] ; fixation des prix : programme communal, copie d'arrêtés régionaux, bulletin officiel, projets d'arrêtés (1943) ; gaz : correspondance (1944) ; dépôt de lait : situation des dépôts de lait, correspondance (1944) ; carburant, déclaration de stocks : bon, correspondance, tableaux (1944) ; plan de soudure : correspondance, listes des boulangeries du canton, liste des présidents des comités de soudure, plan de répartition du contingent de soudure (1944) ; production forestière : circulaire, correspondance, documentation ; taxation des légumes : copie d'arrêté régional (1944) ; taux de rations de matières grasses : extrait du registre des arrêtés de la préfecture (1943) ; transport d'animaux de boucherie : circulaire (1942). (1940-1945)

B. Archives municipales de Cahors

1 D 54 : Délibération du conseil municipal (1936-1940)

1 D 55 : Délibération du conseil municipal (1940-1943)

1 D 56 : Délibération du conseil municipal (1943-1945)

1 D 57 : Délibération du conseil municipal (1945-1946)

1 D 58 : Délibération du conseil municipal (1946-1948)

1 D 59 : Délibération du conseil municipal (1948-1949)

1 D 60 : Délibération du conseil municipal (1949-1951)

2 D 8 : Registre des arrêtés du maire (1937-1946)

2 H 06 : Fixation des prix (sans date)

2 H 20 : Organisation de la production laitière (1940-1942)

2 H 22 : Carte d'alimentation - fiches individuelles (sans date)

3 F 28 : Organisation d'une milice pour la protection des récoltes (1943)

4 F 1 : Foires et marchés (1882-1967)

4 F 2 : Mercuriales des prix (1941-1948)

4 F 3 : Approvisionnement et rationnement (1920-1949)

4 F 4 : Pain (1882-1956)

4 F 6 : Viandes (1888-1948)

4 F 7 : Ravitaillement en viande de boucherie (1940-1946)

6 F 1 : Carte d'alimentation (1939-1948)

6 F 10 : Carte d'alimentation (1942-1949)

6 F 11 : Carte d'alimentation (1945-1949)

6 F 12 : Carte d'alimentation (1945)

6 F 13 : Vols de carte d'alimentation (1947)

6 F 14 : Carte d'alimentation et de textile (1944-1945)

6 F 2 : Ravitaillement, rationnement (1921-1949)

6 F 3 : Ravitaillement général (1944-1946)

6 F 4 : Ravitaillement (1945-1949)

6 F 5 : Magasin alimentation (1941-1945)

6 F 6 : Affaires sur des tickets (1943-1949)

6 F 7 : Ravitaillement général (1939-1940)

6 F 8 : Carte d'alimentation (1941-1942)

6 F 9 : Carte d'alimentation (1941-1947)

2 Fi 29 : Affiche sur la distribution de viande de boucherie (1940)

21 Fi 62 : Affiche sur la taxe officielle viande de boucherie (1940)

C. Archives du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

COM2 018 : Lot de six carnets manuscrits évoquant le quotidien de M. Roman WAWRZYNIEC (1942-1959)

COM10 031 : Journal *Le Patriote du Sud-Ouest*, organe du Front National (1944-1948)

DDG9 001 : Extraits du journal *Paris-Soir* (26 septembre 1939)

LIB5 012 : Dossier de factures et de reçus concernant les F.F.I. (1945)

LIB10 004 : Dossier des marchandises non payées par le Service du ravitaillement de la Résistance (1944)

LIB12 010 : Association du Musée de la Résistance de la Déportation et de la Libération du Lot, quelques renseignements sur l'Hôtel de l'Europe (1942-1944)

LIB12 015 : Photographies de la Libération de Cahors

LIB18 004 : Photographies de la Libération de Cahors

LIB18 010 : Photographies de la Libération de Puy-l'Évêque

MAQ1 001 : Dossier de factures et de reçus concernant les F.F.I (1944-1945)

MAQ2 001 : Coupons de marchandises destinés au Groupé Vény et blâme pour avoir volé du sucre (27 juillet 1944)

MAQ2 011 : Reproduction d'une photographie et trois négatifs du groupe Montal au pont de Cabessut à Cahors (1943-1946)

MAQ4 005 : Bons de réquisition et factures pour le ravitaillement des F.F.I. (1944-1945)

MAQ4 006 : Aide de la population civile pour le ravitaillement de la 3^e compagnie (sans date)

VQG1 002 : Préfet du Lot (Loïc Petit) - Campagne des châtaignes (1942-1943)

VQG1 003 : Lot de quatre affiches de réquisition des logements des officiers allemands à l'hôtel Terminus (16 novembre 1942)

VQG1 004 : Fiche de recensement de consommateur de vin (entre 1946 et 1947)

VQG4 006 : Extraits du journal *La Victoire* (27 octobre 1944)

VQG5 001 : Extraits du journal *Le Patriote* (26 juillet 1943)

VQG5 003 : Extraits du *Journal du Lot* (25 juillet 1941)

VIC1 013 : Morance, Analyse du communiqué publié à l'issue du dernier conseil des ministres (13 octobre 1943)

VIC1 014 : Morance, Généralités politiques et militaires (20 octobre 1943)

VIC1 021 : Morance, Correspondances au sujet des actualités (13 octobre 1943)

VIC5 003 : Dossier constitué de deux numéros de l'Organe de Propagande Française (*L'Espoir Français*) traitant de « la déclaration radiodiffusée du Président Laval » (5 juin 1943) ainsi que « d'un an de gouvernement Laval » (avril 1942-1943)

D. Bibliothèque Patrimoniale de recherche de Cahors

❖ Documentations

N° 37 – *Bulletins officiel de la Chambre Professionnelle Départementale de l'Industrie Hôtelière du Lot*, novembre 1943, décembre 1943, janvier 1944, février 1944, mars 1944, avril 1944, mai 1944, décembre 1944, janvier 1945, février-mars 1945, avril 1945, juillet 1945, novembre 1945, décembre 1945, janvier-février 1946, mars-avril 1946, juillet 1946, octobre 1946, novembre 1946, mars-avril 1947, mai-juin 1947, juillet-août 1947, septembre 1947, janvier 1948, février-mars 1948, mai 1948.

N° 42 – *Assemblée Nationale des C.D.L. des 15 et 16 décembre 1944 – Résolutions et Vœux*, lettre d'information de 1945.

N° 69 – *Agriculteurs. Voici ce qu'en un an du Gouvernement du Maréchal a fait pour vous*, tract du ministère de l'Agriculture, 1941.

N° 95 – *Aux artisans de France*, tract de 1942.

(Non classé) – *Bulletin officiel publié par le Comité Départemental du Front National du Lot – Congrès départemental du 25 et 26 novembre 1944*, 1944.

(Non classé) – *Programme de l'Union des Comités des Femmes de France*, 1944.

❖ Affiches (1939-1945)

N° A.8 « Établissement confisqué au profit de la Nation et administré sous son contrôle par M. ... »

N° A.40 « L'exposition F.F.I. de Toulouse »

N° 161/1 « Allocution radiodiffusée prononcée par Monsieur le Maréchal Pétain – Chef de l'État français, le 30 octobre 1940 »

N° 162/2 « Aux habitants du Lot »

N° 163 « Appel aux Travailleurs. Discours prononcé par le Maréchal Pétain le 1^{er} mars 1941 à Saint-Etienne »

N° 165 « 1^{er} mai – Fête du Travail. Je tiens les promesses mêmes celles des autres »

N° 166/1 « Fête de Jeanne d'Arc »

N° 167 « Jeanne d'Arc »

N° 168 « Ici le 18 janvier repas légionnaire en faveur du Secours national »

N° 169 « Secours national – Croisade d'hiver – 18 janvier : repas légionnaire »

N° 194 « Ménagères – Grande assemblée patriotique »

(Non classé) « Boire un apéro de plus c'est financer le fonds vieillesse »

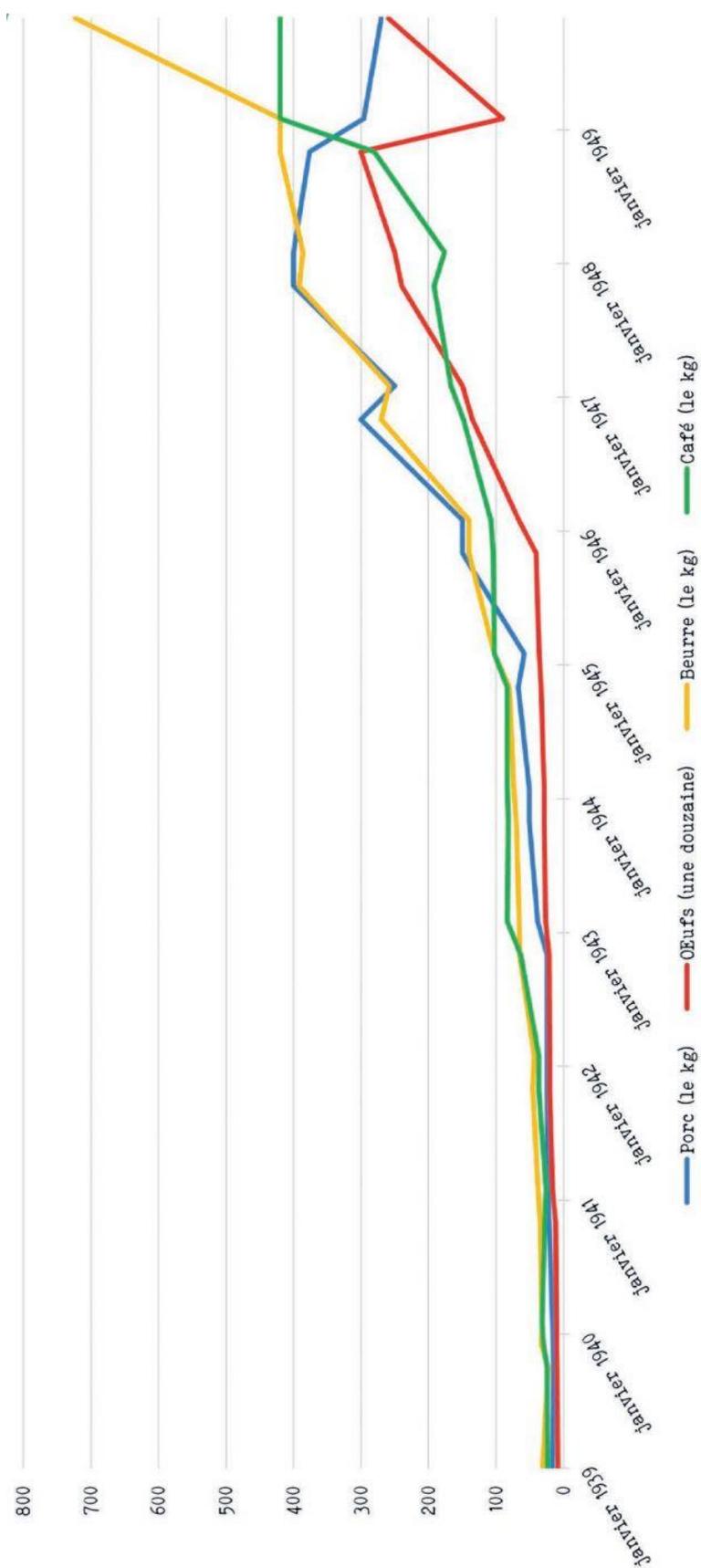
(Non classé) « Habitants du Lot – Le Comité départemental de Libération du Lot

(Non classé) « Mairie de Souillac. Le mercredi 28 février à 21 heures. Conférence publique par M. Jean Lurçat »

Annexes

A.	Graphique des prix (en franc) portant sur certains produits alimentaires entre janvier 1939 et novembre 1949	151
B.	Exemples de panneaux.....	152
C.	Affiche de l'exposition	154
D.	Invitation vernissage	155
E.	Plaquette d'exposition	156
F.	Livret-jeux	157
G.	Article de presse	158

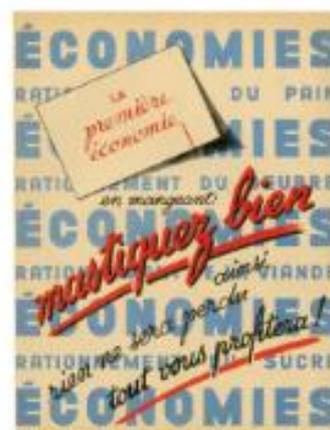
A. Graphique des prix (en franc) portant sur certains produits alimentaires entre janvier 1939 et novembre 1949



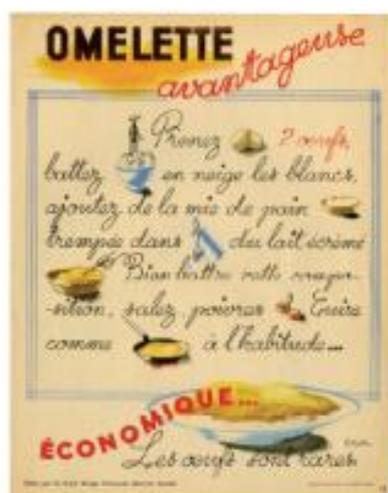
B. Exemples de panneaux

ERSATZ & SYSTÈME D

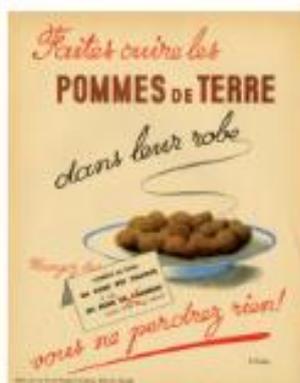
L'Ersatz est indissociable de la pénurie. Il désigne un « produit de remplacement » comme le « café aux pois chiches brûlés » ou le « café aux glands et aux racines d'endives torrifiées ». La France pallie à l'absence de matières premières en créant ou en remettant au goût du jour de **nouveaux produits**. Ces derniers remplacent imparfaitement d'autres aliments, plus rares et plus chers. Ils sont souvent très faibles en vitamines mais se conservent davantage.



Michette du Service social de la Croix-Rouge française, illustrée par R. Roche. Collection particulière - Photo Pierre Verrier © CHRD Lyon



Affichette du Service social de la Croix-Rouge française, illustrée par R. Roche © Collection particulière - Photo Pierre Verrier



Affichette du Service social de la Croix-Rouge française, illustrée par R. Roche © Collection particulière - Photo Pierre Verrier

C'est le cas des nouveaux légumes comme les **topinambours** et les **rutabagas**, très peu appréciés puisque réservés communément au bétail. La **saccharine** remplace le sucre et l'**huile de pépins de raisin** fait son apparition sur les marchés. Fin juillet 1940, l'Etat Français impose aux boulangers la vente de pain rassis pour l'économiser.

L'heure est à la **débrouillardise**, au système « D ».

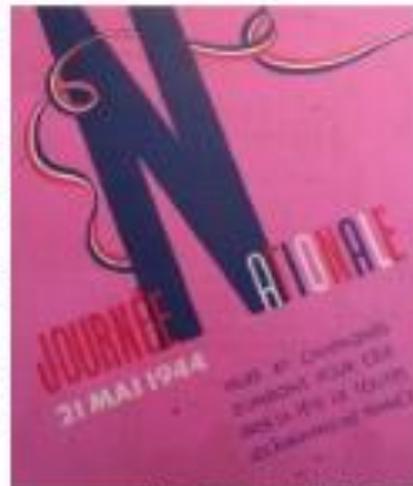
LE RÔLE DES «MÉNAGÈRES»

Encensée par l'État français, la femme devient exclusivement mère et son existence ne se justifie que par la famille et par son foyer. La politique nataliste amène à sanctuariser la femme au travers d'une iconographie importante.

La loi du 11 octobre 1940 interdit « l'embauche ou le recrutement de femmes mariées dans les emplois des administrations ».

Le régime maréchaliste célèbre la Fête des mères avec une solennité toute particulière. Des cérémonies sont organisées dans tous les départements.

Des médailles de bronze sont décernées pour celles ayant cinq enfants, d'argent pour huit et d'or pour dix enfants et plus. Pour le Lot, sont ajoutés aux médailles, du chocolat, du sucre, du charbon, de la faïence et du savon.



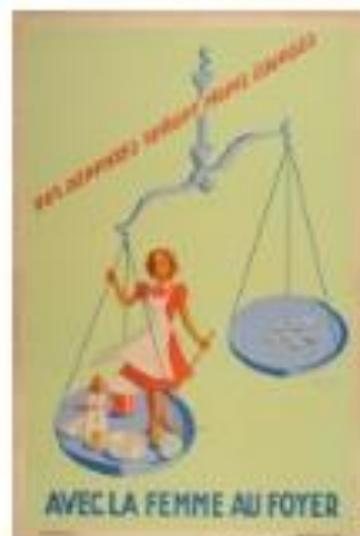
La vie quotidienne des françaises est brumeuse. Certaines sont privilégiées mais la majorité est engluée dans des problèmes quotidiens. C'est à elles de faire la queue devant les mairies afin d'obtenir les titres d'alimentations et à attendre devant les vitrines des magasins.

Surchargées, la grogne est générale.

Ce sont les ménages modestes qui sont les plus touchés. Au-delà de l'angoisse des files d'attente, la ménagère se heurte à un autre problème, l'argent. Les difficultés financières amènent à un état de précarité voisin de la pauvreté.

Les Renseignements généraux du Lot constatent durant la période de 1942 à 1944 que ces dernières sont agacées de la situation : « Les mères insistent sur le fait que le gouvernement qui demande aux Français d'avoir des enfants, ne semble faire aucun effort pour aider les mères de famille à les élever. » Les mères lotaises ne comprennent pas la mise en circulation de produits sucrés comme les pâtisseries et la diminution du rationnement de produits sains des enfants.

Dans le Lot, la question du lait demeure angoissante. Dès 1942, le mécontentement augmente face à la diminution des denrées sur les étales. L'arrivée des troupes allemandes amplifie les inquiétudes.



C. Affiche de l'exposition



TICKETS
SVP!

Vivre et Survivre
au Quotidien :
S'alimenter dans le Lot

1939-1949

Du vendredi 7 juillet au
dimanche 17 septembre 2023

À la Prévôté,
1 place Chapou, Cahors

Du MARDI au VENDREDI : 10h30 / 15h-18h30
Le SAMEDI : 15h-18h

Renseignements : 05.65.20.88.91

D. Invitation vernissage



**Vivre et Survivre
au Quotidien :
S'alimenter dans le Lot**

1939-1949

**Du vendredi 7 juillet au
dimanche 17 septembre 2023**

À la Prévôté,
1 place Chapou, Cahors

Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE
Maire de Cahors

Jean-Luc MARX
Premier adjoint au maire en charge du patrimoine

Sylvie CAROFF
Conseillère municipale déléguée à la médiation culturelle

Abel RACHI
Conseiller municipal délégué à la médiation patrimoniale

Renée SOULIÉ
Présidente de l'Association du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

ont le plaisir de vous convier au vernissage de l'exposition

« Tickets s'il vous plaît »

Vivre et survivre au quotidien :
s'alimenter dans le Lot

(1939-1949)

qui prendra place dans un parcours inaugural,

Vendredi 7 juillet 2023 à 18 h



F. Livret-jeux



La frise

Tu dois maintenant aider **ANGE** à compléter les cases en indiquant le nom des événements sur la frise.

Observe bien les panneaux de la première salle et aide-toi des images.

Si tu rencontres des difficultés, **DEMANDES À TES PARENTS.**

Durant la Première Guerre mondiale, les enfants participent aussi au déroulement des conflits. Ils sont appelés à travailler dans des usines d'armement ou dans les champs. À l'école, les enfants ont très souvent des dictées qui parlent de la guerre et qui vantent le courage des soldats mobilisés.

Adapté de : Centre de Recherche de la Ville de Cahors / Patrimoine et Mémoire / 2014. Révisé et enrichi par la Ville de Cahors / Patrimoine et Mémoire / 2018.

« Tickets s'il vous plaît » : s'alimenter pendant la guerre

Ce samedi a commencé l'exposition « Tickets s'il vous plaît » Vivre et survivre au quotidien : s'alimenter dans le Lot (1939-1949) à la Prévôté de Cahors.

« On pense connaître la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il y a plein d'aspects qui sont oubliés. » Charlotte Leroy est étudiante en Master Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés. Avec son collègue Enzo Delpech, ils effectuent leur stage à la Maison du Patrimoine de Cahors. Le but de la formation qui commençait en mars : réaliser une exposition historique pour le mois de juillet sur le thème de l'alimentation. Mission réussie !

Pour résumer, *Tickets s'il vous plaît* revient sur la période 1939-1949, en plein pendant la Seconde Guerre Mondiale. Alors que se nourrir est la priorité pour les Lotois, les tickets de rationnement vont devenir « un des éléments les plus tangibles de cette situation de crise au quotidien ». L'exposition revient sur la contradiction entre la nécessité de s'alimenter et la réalité des pénuries de l'époque. Pour cela, Enzo et Charlotte ont récolté et compilé des archives, des photos anciennes ou encore des caricatures par exemple.

Pour réaliser ce projet, les deux étudiants n'ont eu que quatre mois, un timing serré. En un mois, ils ont dû bûcher sur toutes les sources qui étaient à leur disposition. Grâce à l'aide du musée de la Résistance, fermé depuis 2018 et qui rouvrira ses portes en 2025. « Il faut continuer à le faire vivre.



Ce mardi, lors de la conférence d'Enzo Delpech et Charlotte Leroy à trois jours du début de l'exposition/DDM.

On a pu consulter des archives sans difficulté ce qui nous a fait gagner du temps » confirme l'étudiant.

Une exposition qui s'adresse à tout le monde

Après ce mois de recherches, il n'en reste plus que trois pour concevoir et monter l'exposition de bout en bout. Un exercice qu'aucun des deux protagonistes n'avait eu l'occasion de réaliser avant. « La seule fois que j'ai eu à faire

quelque chose comme ça, c'était pour mon mémoire, que seuls le jury et quelques amis ont pu lire. Là, tous les Cadurciens vont pouvoir la voir », développe Charlotte. Et, comme le travail de recherches n'est jamais terminé, Enzo espère bien que certains anciens vont se manifester : « J'aimerais qu'avec cette exposition, des gens qui ont vécu à cette période viennent livrer leurs témoignages, parce que c'est un peu ce qui nous manque. » En plus, l'exposition a aussi un but

pédagogique. « On veut que les jeunes viennent, s'intéressent à ce sujet, confient-ils, c'est pour cela que l'on a créé un livret ludique. » Quiz, illustrations et mini-jeux, tout a été pensé pour plaire aux enfants.

Rappelons que tout le monde peut se rendre à la Prévôté à partir du 8 juillet puisque l'entrée est totalement gratuite. Il n'y a plus d'excuses pour ne pas prendre vos tickets, s'il vous plaît.

Corentin Mauge

Table des sigles et des abréviations

ADACR : Association Départementale des Anciens Combattants de la Résistance

Arch. dép. du Lot : Archives départementales du Lot

Arch. muni. : Archives municipales

BPR : Bibliothèque Patrimoniale et de Recherche du Grand Cahors

CDL : Comité Départemental de Libération

CH2GM : Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale

CHOLF : Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France

CHRD : Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon

CLL : Comité Local de Libération

CNR : Conseil National de la Résistance

GPRF : Gouvernement Provisoire de la République Française

IHTP : Institut d'Histoire du Temps Présent

MATOU : Musée de l'affiche de Toulouse

MRDL : Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

MLN : Mouvement de Libération Nationale

ONAC-VG : Organisation National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

RG : Renseignements Généraux

SEL : Société des Études du Lot

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

STO : Service du Travail Obligatoire

Table des figures

Figure 1 - Carte individuelle d'alimentation (1918)	74
Figure 2 - Carte individuelle d'alimentation (1949).....	80
Figure 3 - Intérieur d'une carte individuelle d'alimentation (1949).....	80
Figure 4 - Loïc Petit, préfet du Lot (1941-1944)	82
Figure 5 - Monseigneur Paul Chevrier, évêque de Cahors (1941-1962).....	82
Figure 6 - Deux des membres de la troupe des « Mongols ».....	83
Figure 7 - Heinrich Jensen, chef de la Gestapo (1943-1944).....	85
Figure 8 - Vitrine d'une boutique, boulevard Léon-Gambetta à Cahors, faisant la publicité pour le Secours national	96
Figure 9 - Reproduction d'une table (1943).....	103
Figure 10 - Entrée de l'exposition avec les deux salles	103
Figure 11 - Exemples de cartels employés.....	105
Figure 12 - Intérieur de la salle de gauche « Les difficultés du quotidien ».....	105
Figure 13 - Vitrine de la salle de droite portant sur les tickets de rationnement.....	108
Figure 14 - Vitrine de la salle de gauche portant sur des objets du quotidien.....	109
Figure 15 - Affiche de propagande pétainiste (1941).....	112
Figure 16 - Visuels des motifs vichy employés	113
Figure 17 - Exemples des typographies employées.....	113
Figure 18 - Bureau d'accueil pour la médiation	119
Figure 19 - Entrée de la Prévôté.....	121

Table des tableaux

Tableau 1 - Organigramme du Service du Patrimoine de la Ville de Cahors	16
Tableau 2 - Organigramme du Bureau de l'Association de la Résistance, de la Déportation, de la Libération du Lot.....	22
Tableau 3 - Tableau représentant les différentes catégories de la population française entre 1940-1949	79

Table des matières

Introduction générale	9
Partie I - Cadrage pratique et état des lieux théoriques	12
Introduction.....	13
Chapitre 1 : Deux structures d'accueil pour une problématique commune	14
1. Le Service patrimoine de la Ville de Cahors.....	14
1.1. La maison Quéval : une demeure bourgeoise à Cahors.....	14
1.2. Le rôle de la maison du patrimoine de la Ville de Cahors.....	15
1.2.1. Le service du patrimoine : protéger, conserver, restaurer	15
1.2.2. Une politique patrimoniale majeure, Cahors - Ville d'art et d'Histoire ...	16
2. Le musée de la Résistance, de la Déportation, et de la Libération du Lot.....	17
2.1. Un lieu chargé d'histoire : la Caserne Bessières	18
2.2. Création et pérennisation d'un musée.....	19
2.2.1. Une volonté de transmettre une mémoire	19
2.2.2. La construction d'un lieu de mémoire lotois.....	19
2.3. Assurer une pérennité « hors les murs ».....	22
2.3.1. Le travail d'un comité de pilotage	23
2.3.2. L'appui d'un comité scientifique.....	25
Chapitre 2 : Réaliser des médias pour la préfiguration du prochain musée	28
1. Une opportunité à saisir.....	28
1.1. Cinq années d'étude en histoire	28
1.2. Assurer une visibilité pour le musée.....	30
2. Enjeux professionnels, économiques, sociaux, théoriques	31
2.1. Préfiguration pour le futur musée	31
2.2. Enjeux professionnels personnels	32
2.3. Une mission cadrée	33
Chapitre 3 : Les bases de notre recherche	34
1. La Seconde Guerre mondiale en France, une histoire complexe à écrire	34

1.1.	Le témoignage : premier fondement à la recherche (1945-1973).....	34
1.2.	Le renouveau historiographique des années 1970	35
1.3.	Histoire ou mémoire : des problématiques actuelles.....	36
2.	Le Lot : sa place dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale.....	37
2.1.	L'influence des témoignages.....	37
2.2.	L'apport de la recherche scientifique et érudite	38
2.3.	Face à un manque de ressource : l'étude des départements limitrophes	38
3.	L'alimentation en France dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale	39
3.1.	Une première approche au travers de la Première Guerre mondiale	40
3.2.	Quelques travaux majeurs	40
3.3.	Le succès de l'exposition <i>Les Jours sans</i>	41
3.4.	Prendre en compte les travaux des autres pays	42
4.	Une approche muséale de l'exposition : la méthode scénographique.....	43
	Conclusion.....	45
	Partie II – Méthode historique et application : la place centrale des archives.....	46
	Introduction.....	47
	Chapitre 1 : La construction de la méthodologie historique : la place centrale des archives	48
1.	L'histoire de l'histoire ou l'historiographie	48
1.1.	L'histoire comme succession de faits et de dates ?.....	48
1.2.	Le genre historique créé dans l'Antiquité ?.....	49
1.3.	La discipline historique au Moyen Âge.....	49
1.4.	La place de la Renaissance	50
1.5.	L'époque moderne	50
1.6.	La rupture avec la Révolution française de 1789	51
2.	Le rôle prédominant des archives dans la recherche historique	51
3.	Comment faire de l'Histoire ?.....	53
	Chapitre 2 : Investigation du terrain de recherche : les sources exploitées.....	55
1.	Vichy et sa production de papiers.....	55

2.	Les archives départementales du Lot	56
2.1.	Présentation des Archives.....	56
2.2.	La série M : un aperçu de la vie économique.....	57
2.3.	L'importance de la série W	58
2.4.	La pertinence des archives privées : la série J	60
2.4.1.	Des documents uniques	60
2.4.2.	Le fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance	60
2.4.3.	L'apport des archives de Pierre Laborie.....	61
2.4.4.	Une surprise : le fonds Chambon & Marrel	62
2.4.5.	Le fonds Étienne Verlhac	62
2.5.	La recherche d'iconographie grâce à la série Fi.....	62
2.6.	L'importance de la presse.....	63
3.	Les archives de la Ville de Cahors et du Grand Cahors.....	63
	Chapitre 3 : D'autres collaborateurs à notre investigation.....	66
1.	L'importance des archives du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot	66
2.	La contribution des collections privées.....	67
3.	Le concours de la Bibliothèque patrimoniale de recherche de Cahors.....	68
	Conclusion.....	69
	Partie III – Résultats et appréciations.....	70
	Introduction.....	71
	Chapitre 1 : La donnée alimentaire à Cahors entre 1939 et 1949	72
1.	Une première moitié de siècle marquée par la guerre et la montée des extrêmes	72
1.1.	Cahors et le Lot à la veille de la Première Guerre mondiale.....	72
1.2.	La Première Guerre mondiale et les premières expériences du rationnement	72
1.3.	Des lendemains empreints aux extrêmes	74
2.	La Seconde Guerre mondiale à Cahors.....	75
2.1.	L'installation du régime de Vichy	76

2.2.	Mise en place progressive du rationnement.....	77
2.3.	Cahors dans la zone Sud	81
2.4.	Cahors après 1942	83
3.	Une vie quotidienne mouvementée à Cahors ?	85
3.1.	Le coût de la vie dans ces années noires	85
3.2.	Parvenir à faire vivre son foyer : le rôle des femmes et des enfants.....	88
3.3.	Comment pallier à l'absence de nourriture ?	89
3.3.1.	Le recours au marché noir et aux trocs	90
3.3.2.	Les solutions les plus utilisées : les ersatz et la débrouillardise.....	91
3.4.	L'influence des professionnels : commerçants et restaurateurs	92
3.5.	Le Secours national : l'État à la gérance de l'entraide	94
4.	La Libération du Lot : des jours plus heureux ?	97
4.1.	La Libération de Cahors.....	97
4.2.	Nouvelles pénuries et augmentation des prix.....	98
5.	Les villes ont-elles plus soufferts que les campagnes ?.....	100
Chapitre 2 : La mise en place de l'exposition		102
1.	Le choix d'une structuration : scénarisation de l'exposition.....	102
2.	Les textes dans l'exposition.....	104
3.	La nécessité d'exposer des objets	106
3.1.	La collection du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot	107
3.2.	Le recours à une collection privée.....	108
4.	Sélectionner une iconographie : problèmes de droit à l'image.....	110
5.	La conception graphique	112
Chapitre 3 : Apport méthodologiques et théoriques.....		114
1.	La médiation culturelle : enjeux et perspective	114
1.1.	Des outils de médiation : plaquette d'exposition, livret-jeux et dossier pédagogique.....	115

1.2. Une médiation à deux voix	117
1.3. L'accueil du public : une nouvelle expérience	118
2. Critiques réflexives sur notre mission	119
2.1. De nouveaux acquis	119
2.2. ... face à des difficultés notables	120
Conclusion	122
Conclusion générale.....	123
Bibliographie.....	125
Corpus de sources.....	137
Annexes	150
A. Graphique des prix (en franc) portant sur certains produits alimentaires entre janvier 1939 et novembre 1949.....	151
B. Exemples de panneaux	152
C. Affiche de l'exposition	154
D. Invitation vernissage.....	155
E. Plaquette d'exposition	156
F. Livret-jeux	157
G. Article de presse	158
Table des sigles et des abréviations.....	159
Table des figures.....	160
Table des tableaux.....	161
Table des matières.....	162

Vivre et Survivre au quotidien : s'alimenter à Cahors (1939-1949)

Résumé

Notre mémoire est analogue à la mission confiée par le Service patrimoine de la Ville de Cahors lors de notre stage. Nous réalisons une exposition sur la vie quotidienne des Lotois entre 1939 et 1949, sous le prisme de l'alimentation. Après des recherches bibliographiques et en archives, nous avons compris que la situation est complexe pour les Cadurciens. L'expérience du rationnement soumise à l'instauration des cartes d'alimentation et des tickets de rationnement devient un des éléments les plus tangibles de cette crise. Il s'agit réellement d'une lutte pour survivre où tous les moyens sont donnés pour pouvoir s'en sortir. Les habitants oscillent entre l'attentisme ou la volonté de lutter par n'importe quels moyens. Les autorités lotoises et cadurciennes tentent réciproquement d'endiguer les problèmes en proposant des solutions d'aides, en témoigne le Secours national. Néanmoins, certains préfèrent résister par des actions parallèles ou par la débrouillardise. Notre mission s'accompagne par la réalisation d'outils de médiations (plaquette, livret-jeux, visite commentée, conférence) afin de procéder à des actions de préfigurations pour le futur musée de la Résistance du Lot.

Mots clés : Alimentation, Rationnement, Cahors, Lot, Guerre, Médiation.

Abstract

My dissertation is fed by the assignment the Heritage Services of Cahors City entrust me with, during my intership. We are executing an exhibition regarding the daily life of the Lotois between 1939 and 1945, through the prism of food. After bibliographic research and archive investigations, we learned the situation of the Cadurciens is complex. The rationing experience, submitted to the establishment of ration books and ration cards, is the most tangible element of this crisis. It is really a time about surviving, where all means are given to cope. Inhabitants are wavering between a wait-and-see attitude and the will to fight by any means. Both lotois' and cadurciens' authorities attempt to contain the issues by offering remedies, as evidenced by the "Secours National". However, some choose to resist by parallel actions or by resourcefulness. Furthermore, our assignment includes the realisation of mediation tools (a brochure, a playing booklet, a guided tour, a conference). This leads to proceed to prefiguration actions for the future Lot's Resistance Museum.

Keywords : Alimentation, Rationing, Cahors, Lot, War, Médiation.